

Forte reprise du dollar

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

250 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 Dir.; Tunisie, 220 m.;
Aden, 1,40 RM; Arabie, 1,40 RM; Belgique, 17 F;
Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 225 F CFA;
Danemark, 4,75 Kr.; Espagne, 60 pes.; E.U., 35 P.;
Grèce, 50 P.; Irlande, 40 Ir.; Iran, 125 R.;
Italie, 700 L.; Liban, 300 P.; Luxembourg, 17 F.;
Mali, 200 F.; Pays-Bas, 1,50 G.; Portugal, 35 esc.;
Sénégal, 225 F CFA; Suède, 3,75 Kr.;
Suisse, 1,20 Fr.; U.R.S.S., 95 roubles; Yougoslavie, 30 din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 08
C.C.P. 4397-03 PARIS
Tél. Paris 10 63072
Tél. 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Helsinki cinq ans après

Personne ne s'attendait, lorsque l'Accord final d'Helsinki fut signé, le 1^{er} août 1975, par trente-cinq chefs d'Etat ou de gouvernement représentant tous les pays européens — moins l'Albanie — ainsi que les Etats-Unis et le Canada, que la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui trouvait ainsi son terme après des années de négociations, allait changer le monde. Ce scepticisme était amplement justifié : cinq ans après, la « détente » tant célébrée à l'époque n'est plus qu'un souvenir.

L'anniversaire ne passe pas inaperçu pour autant. A l'Est, il est l'occasion d'entendre une fois de plus les hymnes habituels à la « politique de paix » soviétique, au combat des « réalistes » contre les « faiseurs de guerre » qui ignorent le « nouveau rapport des forces ». M. Brejnev assure que la route d'Helsinki ne comporte pas de « bilet de retour », tandis que ses partisans relèvent au moins l'un des résultats positifs acquis en cinq ans : le commerce de l'U.R.S.S. avec les trente-quatre autres signataires de l'Accord final a doublé par rapport au précédent, et cela, notamment, avec la France. L'U.R.S.S. ne se fera d'ailleurs pas faute de démentir les sensations économiques prises contre elle par M. Carter comme une violation supplémentaire des accords d'Helsinki.

Le ton est tout aussi combatif, sinon plus, du côté américain, où l'on dresse un bilan particulièrement sévère du comportement soviétique en matière de droits de l'homme — la fameuse « troisième certitude » sur laquelle tant de diplomates s'étaient penchés avant Helsinki. Selon le récent rapport d'une commission formée par l'exécutif et le Congrès américain, cent deux militants des droits de l'homme ont été arrêtés en 1979 en U.R.S.S., contre soixante-huit en 1978 : comme l'a fait remarquer M. Carter dans un discours, le seul fait d'avoir voulu constituer des groupes de surveillance de l'application de ces mêmes accords a conduit quarante citoyens soviétiques en prison, en camp ou en exil. Sans parler de l'invasion de l'Afghanistan, qui, si elle s'est produite hors du « théâtre » européen, a violé à elle seule cinq des dix principes qui devaient, selon l'Accord final, gouverner les relations entre Etats.

Est-ce à dire que Washington entend ériger en « tribunal » la conférence de Madrid, qui réunira, à partir du 11 novembre prochain, les mêmes signataires ? On n'en est pas loin. Sans doute M. Carter assure-t-il que sa détermination ne changera pas la politique. Mais il annonce que l'U.R.S.S. devra « rendre compte » de la manière dont elle a rempli ses engagements et que l'application sera « franche et directe ». Du coup, le président américain justifie, notamment contre M. Reagan, sa décision d'aller à Madrid après avoir boycotté les Jeux de Moscou. Il s'agit pour les Américains, non plus de participer au « festival de propagande d'un agresseur », mais de brandir devant l'Europe rassemblée ce « manifeste des opprimés » qu'est devenu, selon M. Muskie, l'Accord final d'Helsinki.

Rien que concerné au premier chef par ce débat, les Européens sont les plus discrets. L'Internationale socialiste a publié, sous la signature de M. Willy Brandt, une déclaration qui ignore les événements d'Afghanistan et voit dans le mécanisme d'Helsinki « une structure unique pour le maintien de la paix à l'échelon régional », justifiant paradoxalement la thèse soviétique sur le caractère « divisible » de la détente. Le gouvernement français n'a rien dit, mais l'on sait qu'il prépare pour Madrid une proposition visant à convoquer une conférence sur le désarmement en Europe.

Tous les participants semblent d'accord pour discuter cette proposition, étant entendu, vient de préciser le secrétaire d'Etat américain, que ce débat « ne devra pas détourner l'attention des droits de l'homme ».

ÉTATS-UNIS

La cote de M. Jimmy Carter n'a jamais été aussi basse

En dépit de l'embarras causé à M. Carter par les bons offices de son frère Billy, le président peut encore compter sur les quelque deux mille délégués élus sur son nom à la convention démocrate de New-York, qui s'ouvrira le 11 août au Madison Square Garden.

Le mouvement en faveur d'une convention « ouverte », laissant chaque délégué voter dès le premier tour « selon sa conscience », ne semble pas s'amplifier. Il vient cependant de recevoir le soutien inattendu du « colonniste » James Reston, qui écrit ce 31 juillet que M. Carter ne peut valoir son parti sans une convention « ouverte » et qu'il est vraisemblable qu'il sera battu par Ronald Reagan s'il le refusait.

Selon le dernier sondage, jamais la popularité de M. Carter n'a été aussi basse : 22 % seulement des Américains approuveraient son action.

Les ennuis du président

De notre envoyé spécial

Washington. — Chaque jour apporte son lot de révélations sur l'affaire Billy Carter et le malheur qui pèse sur le président — la Maison Blanche est presque toujours obligée de confirmer après coup tout ou partie des faits gigantesques rendus publics par la presse ou par le Congrès.

Elle a dû ainsi reconnaître le mercredi 30 juillet que le président avait eu une conversation avec son frère à propos de dépêches confidentielles envoyées à son sujet au département d'Etat par l'ambassade américaine en Libye. M. Billy Carter avait été invité en septembre 1978 à Tripoli et le président lui a fait part à une date indéterminée des télégrammes diplomatiques rendant compte de ce voyage.

Le frère du président s'est même vanté au cours d'un interrogatoire mené à son domicile par le F.B.I. le 16 janvier dernier d'avoir « traité ces dépêches chez lui parce que Jimmy les lui avait données ». Ces propos pour le moins étonnants n'ont pas ému

autre mesure en janvier les enquêteurs du F.B.I. qui avaient simplement estimé qu'il s'agissait de « déclarations irresponsables ». Il n'est même pas assuré qu'ils aient demandé à voir les documents.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 5.)

IRAN

Les intégristes veulent imposer leur candidat
au poste de premier ministre

(Lire page 3.)

AFGHANISTAN

La crise de Kaboul a dominé les entretiens
de M. Jean François-Poncet à Budapest

(Lire page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Drôle de genre

On cherche actuellement en Iran un premier ministre pour diriger l'action du gouvernement.

Évoquant cette question, l'ayatollah Khomeini, qui s'est fait un nom grâce au rôle qu'il a joué à la fin de la révolution, a déclaré qu'il a déployé à la fin de la révolution, lapidant ou fusillant des hommes et des femmes au nom de la justice islamique, a déclaré qu'il a déployé à la fin de la révolution, lapidant ou fusillant des hommes et des femmes au nom de la justice islamique.

Est-ce à dire que Washington entend ériger en « tribunal » la conférence de Madrid, qui réunira, à partir du 11 novembre prochain, les mêmes signataires ? On n'en est pas loin. Sans doute M. Carter assure-t-il que sa détermination ne changera pas la politique. Mais il annonce que l'U.R.S.S. devra « rendre compte » de la manière dont elle a rempli ses engagements et que l'application sera « franche et directe ».

BERNARD CHAPUIS.

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Aujourd'hui

FIDJI : un caprice impérial

(Page 15.)

ISRAËL

La Knesset proclame Jérusalem « capitale éternelle »

Le vote est contraire aux accords de Camp David estime M. Sadate

Le Parlement israélien a adopté, mercredi 30 juillet, par 69 voix contre 15 (et 3 abstentions), la loi fondamentale sur « Jérusalem réunifiée, capitale éternelle d'Israël ».

Le président Sadate a déclaré que ce vote constituait un « grave problème » et était « en contradiction avec l'esprit et le contenu des accords de Camp David ».

De notre correspondant

Jérusalem. — La « loi fondamentale » (constitutionnelle) proclamant « Jérusalem réunifiée » (y compris la partie arabe) capitale d'Israël et y ordonnant le transfert des institutions nationales, a été approuvée définitivement mercredi 30 juillet par la Knesset, avant qu'elle ne se dispense pour les vacances d'été, par 69 voix contre 15 et 3 abstentions.

Tout à fait satisfait, le député Gueula Cohen, du mouvement d'extrême droite Etchelia (Renouveau), a déclaré : « Maintenant, il sera clair pour tous que Jérusalem ne sera jamais à négocier ».

Dans la surenchère nationaliste, le parti travailliste a jugé nécessaire de ne pas se montrer « hésitant » malgré les répercussions alarmantes de cette loi sur la politique étrangère d'Israël. Tout ce qu'on pouvait entendre, dans les rangs travaillistes, était que « le moment est mal choisi » pour l'adoption de cette loi.

Dans les milieux orthodoxes, on n'a pas dissimulé le caractère nationaliste de cette loi. L'un des chefs spirituels du parti Agoudat Israël, le rabbin Chelchik, l'a jugée inopportune car « tout juif qui prie trois fois par jour sait que Jérusalem est la capitale spirituelle du peuple juif » ; or cette loi est un défi au monde entier.

(Interim.)

(Lire la suite page 3.)

La réorganisation du groupe Elf-ERAP

M. Pierre Alby, président de Gaz de France, va remplacer M. Albin Chalandon, dont le mandat arrive à expiration le 5 août, à la tête de l'ERAP, le holding d'Etat qui détient les 67 % des capitaux publics de la société nationale Elf-Aquitaine, dont M. Chalandon garde la présidence.

Cette distinction des fonctions à l'ERAP et à la S.N.E.A. — qui jusqu'ici avaient toujours été annulées — est l'aboutissement d'un conflit

Une demi-mesure qui porte en germe des conflits

par BRUNO DETHOMAS

Il n'est jamais très sain de parler de « réorganisation », de réformes de structures pour résoudre une question d'hommes. Or l'« affaire » Elf-Aquitaine réside d'abord dans un conflit entre le ministre de l'Industrie, M. André Giraud, et le président du groupe Elf-Aquitaine — et jusqu'à présent de l'ERAP — M. Albin Chalandon. Deux hommes opposés par leur corps d'origine — un polytechnicien ingénieur des mines et un inspecteur des finances, — leur conception de l'entreprise publique — un cogestionnaire et un libéral, — leur tempérament et leur caractère.

Voilà des mois que le ministre de l'Industrie murmure qu'on ne pouvait laisser un groupe d'Etat « flotter ainsi à sa tête », tandis que l'ancien ministre du général de Gaulle répétait que l'Etat devait être « cohérent », définir le cadre d'action des entreprises publiques et les laisser ensuite agir. Chacun avait donc sa logique (le Monde du 18 juin). Puisque match il y a eu, il reste à compter les points.

M. Giraud a obtenu « afin d'assurer une claire répartition des responsabilités au sein du groupe (...) de ne plus maintenir de cumul dans l'exercice des responsabilités au sein de l'ERAP et au sein de la S.N.E.A. ». Autant dire que l'actionnaire principal de la S.N.E.A. — l'Etat, qui dispose par l'ERAP de 67 % des parts, — entend jouer

pleinement de ses prérogatives. Les nominations de M. Alby, haut fonctionnaire « traditionnel » et rigoureux, sur le conseil de M. Dominé, conseiller référendaire à la Cour des comptes, ancien adjoint de M. Giraud lorsque celui-ci était directeur des carburants, appartiennent bien comme « la reprise en main » souhaitée par le ministre de l'Industrie.

(Lire la suite page 19.)

A TRAVERS LES RÉÉDITIONS

Lire le Moyen Age

Il se produit cette année un important mouvement d'édition en faveur du Moyen Age. Il se traduit moins par un renouveau des études que par le souci de mettre à la portée du grand public les plus vieux textes de notre littérature : on les transcrit en français moderne, on les publie en format de poche, ce qui est un signe certain de l'audience qu'ils rencontrent. Des collections sont nées (la série « Moyen Age » de Stock, « Plus » ou se sont longtemps étiées (« la Bibliothèque médiévale » de « 10/18 »). Des maisons spécialisées de longue date, comme la librairie Champion, divulguent leurs fonds. « Folio » s'honore d'une traduction nouvelle de « la Chanson de Roland ».

De ce mouvement éditorial, « le Monde des livres » prend acte dans une double page qu'il lui consacre et qui invite à « lire le Moyen Age » dans sa littérature, son art, son histoire.

Florence Delay, qui a porté avec Jacques Roubaud la « Légende du

Groal » sur la scène, classe et joue la maison déjà engorgée.

Paul Zumthor, qui dirige une des plus importantes collections de poche médiévale (« 10/18 »), s'interroge sur les raisons de ce renouveau d'intérêt : l'écologie, le retour aux sources ne lui sont pas étrangers.

Georges Duby, qui nous a si poétiquement introduits à l'année du patrimoine, nous a aussi émis des réflexions sur l'âge des cathédrales, approuve la version nouvelle de « la Chanson de Roland » et nous signale un très beau livre d'art et d'histoire sur la représentation du « Noir » dans la plastique médiévale.

Cependant que, au cœur de l'histoire se retrouve cette femme, Aliénor d'Aquitaine, qui par son alliance avec le Plantagenêt nous donne à réfléchir sur ce que la France doit — et ne doit pas — à l'Angleterre dans l'éclat de sa civilisation.

(Lire, dans « le Monde des livres », pages 12 et 13.)

(LIRE PAGE 19.)

Le Monde

SUISSE

A l'instar de ce que nous avons fait pour la Belgique le 22 juillet, nous donnons ici la parole à un autre voisin de la France qui célèbre le 1^{er} août sa fête nationale. Presque tous nos auteurs constatent que l'image de la Suisse à l'extérieur s'est dégradée :
Michel Thévenaz, pour s'en réjouir ; Jacques-Simon Egly, pour le déplorer ; mais plaider non coupable ; Jean-Claude Gafner, pour retracer son itinéraire de contestataire sans illusions. Enfin, Dominique Brunner explique pourquoi et comment la Suisse tient à demeurer l'un des rares pays d'Europe auxquels la neutralité a réussi.

Pourquoi la neutralité ?

par D. BRUNNER (*)

S' les grandes nations peuvent pendant un temps — négier impunément l'idée que l'étranger se fait d'elles, il ne saurait en aller de même pour les petits, notamment pas pour un pays comme la Suisse, hétérogène au point de vue culturel et linguistique, entouré d'Etats-nations dont les langues sont les allemand, dépendant plus que la plupart des autres de ses exportations — un quart de la valeur du produit national brut en 1979.

Or la Suisse se trouve rarement à la « une ». Il risque d'en résulter un déficit fâcheux d'information de l'opinion étrangère sur ce pays. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne la politique de sécurité, la stratégie de la Suisse — il est de l'intérêt de ce pays que son entourage comprenne cette stratégie.

La Suisse, ce sont 41 000 kilomètres carrés dont un quart de terre inculte, rochers, glaciers, hauteurs et pentes dénudées. Ce sont 6,5 millions d'habitants, concentrés pour l'essentiel entre le Rhin, le Jura et les contreforts des Alpes. C'est enfin, sous l'angle qui nous intéresse ici, une politique de neutralité permanente.

Pourquoi maintenir cette neutralité, alors que les conditions extérieures qui l'avaient engendrée — la concurrence entre les visées territoriales des Etats-nations européens, leurs luttes fratricides qui risquaient de mener à l'extinction du petit pour peu qu'il s'y laissât entraîner — semblent avoir disparu pour toujours ? C'est la question qui se pose tout naturellement à l'étranger. La réponse : les peuples sont conservateurs, la neutralité helvétique a un passé de plusieurs siècles, elle s'est révélée être

une bonne formule, elle a été couronnée de succès. La Belgique neutre, la Hollande neutre, n'ont pas échappé à une ou deux guerres mondiales ; la Suisse, oui. L'expérience vécue, le passé l'emportent. Mais il y a plus. Quel avantage la Suisse retirerait-elle d'une adhésion à l'OTAN ? En France, où l'on a tourné le dos à l'intégration dès le temps de paix, tout en restant fidèle au Pacte atlantique — et nous ne nous prononçons pas sur le bien-fondé ou non de cette décision — on comprend peut-être mieux la réaction helvétique qu'ailleurs en Europe, notamment en Belgique ou en Hollande, où l'on y voit de l'arrangement ou de l'inconscience. Compte tenu du principe d'organisation de l'armée — le système de milice, profondément ancré dans les moeurs, — de la continuité de l'effort de défense et de ses résultats concrets — un système de fortifications et de fortifications, de destructions préparées qu'aucun autre pays européen ne connaît à ce point, — on ne voit pas d'avantage immédiat à l'adhésion à une alliance.

De toute façon, une attaque contre la Suisse ne pourrait avoir lieu que dans le cadre d'une guerre englobant les voisins : venant exclusivement du sud-est ou du sud, elle se heurterait d'emblée à la partie la plus propice à la défense, les Alpes. La résolution de « tenir son front » par ses propres moyens se justifie donc.

Et le risque nucléaire ? A l'exception de la France et de l'Angleterre, les autres Européens n'ont pas de (*). Or l'ordre supérieur de l'armée suisse, membre de l'état-major général.

panoplie nucléaire leur appartenant en propre et qui soit, de ce fait, réellement dissuasive. On se contente donc de mettre, en Suisse, l'accent sur la protection civile, dont les dimensions dépassent tout ce qui est réalisé dans les autres pays européens, à l'exception, peut-être, de la Suède, également neutre. Dès aujourd'hui, des abris offrant une protection appréciable sont disponibles pour quelque quatre-vingt pour cent de la population. C'est déjà un résultat.

En cas de mobilisation — on s'exerce régulièrement aux échelons du régime, de la division, voire du corps d'armée, — la Suisse met sur pied plus de six cent mille hommes équipés, armés et entraînés. Plus de trois cent mille hommes accomplissent annuellement des périodes militaires allant d'un jour à plusieurs mois. Ces périodes ne sont-elles pas trop courtes ? La Wehrmacht allemande, qui n'a, après tout, pas trop mal combattu, envoyait au front, pendant la seconde guerre mondiale, des hommes dont l'entraînement avait été plus court. Avant la fin des dix-sept semaines d'instruction de base, l'infanterie est en mesure, en Suisse, d'effectuer des tiras avec munitions de guerre à l'échelon du bataillon (700 hommes).

L'instrument de défense que constitue cette armée de citoyens est organisé comme une armée moderne, tout en conservant à l'infanterie une large prépondérance expliquée d'ailleurs par le caractère du terrain. 780 chars moyens, plus de 1 200 véhicules blindés pour l'infanterie motorisée, plus de 800 pièces d'artillerie et quelques centaines de pièces en fortifications, 270 avions de combat, du béton pour protéger plus d'un cinquième de l'armée, tel est l'équipement de base, sans parler d'engins antichars guidés par fil, qui seront disponibles à l'échelon du bataillon en 1981. Selon l'Institut des études stratégiques de Londres, la France a quelque 1 100 chars moyens, l'Angleterre 900.

Selon le document officiel qu'est la conception de la défense générale, l'armée a deux missions principales : contribuer à prévenir la guerre dans le sens de la dissuasion ; en cas d'agression, défendre le territoire dès la frontière. Elle empêche l'adversaire d'atteindre ses objectifs opérationnels. Y parviendrait-elle ? Disons qu'elle a des chances réelles de le faire, mais que l'instrument reste à parfaire, ce à quoi le pays riche qu'est la Suisse devrait pouvoir consacrer des moyens financiers plus importants.

Apprendre à être moins aimé

par JACQUES-SIMON EGGLY (*)

A Zurich et à Berne, des jeunes ont récemment manifesté leur volonté d'obtenir un centre autonome. A Zurich, la revendication a pris l'allure d'une contestation de la culture élitiste, à l'occasion d'un crédit pour la rénovation de l'Opéra. Ces faits ont frappé les observateurs. Le journal américain *Newsweek* s'en est un peu moqué en écrivant que ce genre de choses arrivait en Suisse vingt ans après que les mêmes événements se furent produits aux Etats-Unis. Peut-être. Les Suisses n'ont jamais prétendu être des précurseurs. En 1789, le vent révolutionnaire vint de Paris toucher les cités helvétiques.

Toutefois, la structure politique du pays a pour conséquence que les soubresauts, les secousses, les troubles, ont rarement la même ampleur qu'ailleurs. Un mal 68 suisse est difficilement imaginable, même si quelques troubles ont été signalés dans les universités à cette époque. Un peu comme les cloisons étanches dans un bateau, les frontières cantonales limitent l'effet d'entraînement que pourrait avoir un élément local. La Suisse ne crée pas l'événement, mais elle le maîtrise plus facilement.

Les Suisses ont parfois ten-

dance à croire que le fédéralisme dont ils vivent est attaché à une vertu civique qui leur serait propre, qu'ils auraient mérité leur chance, en somme, mieux que les autres. Récemment, une « fuite » a fait connaître un rapport de l'ambassadeur d'Italie en Suisse qui s'en prenait violemment à cette mentalité et exprimait, sans nuances, son irritation devant ce peuple indifférent content de lui. L'accusation était terriblement outrancière. Mais les Suisses ont commencé à se rendre compte qu'ils sont souvent mal compris : on les envie toujours, mais on ne les admire plus autant.

Ce sentiment s'installe doucement, tranquillement, sans déchirement. Certes, on se souvient des temps de guerre, lorsque la Suisse était un refuge pour beaucoup. On rappelle encore parfois que ce n'est pas un hasard si l'Helvétie est le berceau de la Croix-Rouge. Mais tout cela s'inscrit dans un contexte européen. Aujourd'hui le contexte est devenu mondial. Les Suisses découvrent que leur neutralité est mal comprise du tiers-monde, que la faiblesse de leur aide publique au développement est mal acceptée par les autres pays industrialisés, que la non-appartenance à l'ONU est perçue comme une bizarrerie.

L'affaire des douaniers

Et voici que l'affaire des douaniers français arrêtés en Suisse braque à nouveau les projecteurs sur le fameux secret bancaire et relance l'agacement qu'il suscite. Pourant, à y regarder de plus près, c'est la Suisse qui aurait eu lieu d'être offensée du comportement des douanes françaises. Le secret bancaire suisse n'a rien d'extraordinaire, il est loin d'être absolu et parait, au contraire, fournir une meilleure garantie contre l'arbitraire que la puissance quasi discrétionnaire de l'administration fiscale française. Mais c'est un fait : l'affaire du secret bancaire entretient le mythe d'une Suisse dormant sur des richesses accumulées au détriment des autres. Et il se trouve des hommes politiques suisses fanatiques travaillant d'une main contre leur propre pays pour entretenir cette mauvaise réputation. Un Jean Ziegler est invité plus souvent à la télévision française

que nombre d'hommes politiques français.

Pourtant, si les Suisses ne se font plus trop d'illusions sur l'amié qu'on leur porte, une immense majorité d'entre eux juge infondés les reproches qu'on leur fait et les attribue à de troubles sentiments d'agressivité et d'envie. Dans une démocratie directe, l'aide publique au tiers-monde, par exemple, dépend du soutien du peuple. A-t-on jamais fait voter le peuple français sur un crédit d'assistance accordé par le truchement d'une institution internationale de développement ? Il en va de même pour l'entrée à l'ONU : tant pis s'ils ne nous comprennent pas, disent beaucoup d'Helvètes. A observer le monde et ses agitations, à observer les incohérences de certaines politiques, en Amérique, en Europe, les Suisses voient grossir le sentiment d'insécurité générale. On retient moins le travail efficace parfois accompli par l'ONU que les clameurs dans le désert et les accusations réciproques. Bref, la tentation du repli, du « laisser dire et bien faire » est évidente.

Cette attitude est d'ailleurs juste dans une large mesure, la seule qui assure la continuité. La Suisse doit, pour exister, cultiver les conditions de son existence : son fédéralisme, sa démocratie directe et spécifique, sa neutralité armée, son attachement aux garanties juridiques, qu'il s'agisse du secret bancaire ou d'autre chose. Il lui faut être avant de paraître. Son image, à la longue, sera plus crédible que si elle cherchait à plaire. C'est précisément cette façon d'être qui devrait conduire les Suisses à plus de solidarité. Ils doivent mieux accepter le monde tel qu'il est et participer avec davantage de résolution aux efforts déployés pour le maîtriser. C'est bien ainsi que l'entendent et agissent les autorités, mais cette tendance est un peu freinée par le sentiment populaire.

Le fait de se sentir moins aimé ne culpabilise donc pas tellement le citoyen suisse, qui voit dans cette situation le signe de l'incapacité du monde. Les attitudes des étrangers ne sont pas de nature à modifier son comportement dans le sens de l'ouverture, au contraire. Les Suisses ne sont pas médiums que les autres, mais l'essentiel est que leurs conditions d'existence, leurs comportements soient tellement chevillés à leurs corps.

(*) Journaliste au *Journal de Genève*.

Rédigé par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Favre, directeur de la publication.
Jacques Favre.

Imprimé par le « Monde » à Paris-IX.
1979

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Composition périodique n° 8749.

L'une des bourgeoisies les plus cyniques du monde

par M. THEVENAZ (*)

D EPUIS une dizaine d'années, à mesure que se sont développés les mouvements de libération des pays coloniaux et que la crise sociale et économique a secoué les pays capitalistes industrialisés, l'image d'Epinal d'une Suisse « au-dessus de tout soupçon », propre, démocratique et humanitaire, cède peu à peu la place à une image plus réelle : celle d'une des puissances impérialistes (au sens économique et financier du terme) les plus cyniques du monde. L'un de ses banquiers les plus importants, M. Wüthli, alors P.-D.-G. du Crédit suisse, affirmait au *Volkrecht*, en mai 1977 : « Nous, banquiers, nous n'avons pas la moindre raison de nous préoccuper de ce thème de la moralité qui revient régulièrement à la surface comme une épidémie, telle la malaria. Une fois cela s'appelle la Grèce, une fois la Portugal, une autre le Chili. C'est une affaire de mode. (...) Si nous voulons donner du travail à nos gens et contribuer au même temps à développer l'économie mondiale, nous ne pouvons absolument pas aborder de tels sujets pseudo-moraux ! »

Cette morale de banquier est aussi celle des industriels. Traîné de proche en proche pour ses prix surfaits sur le vallon et le litium, délaissés par les retombées de la diode au Sessano, le trust pharmaceutique Hoffmann-La Roche proteste de son respect... des lois de la concurrence.

Accusé de faire mourir les bébés

JE PENSE D'UNE SUISSE

Quel est ce puzzle de vingt-trois cantons, qui compte trois langues officielles, mais quatre nationales, et qui, se faisant passer partout pour une Confédération, est en réalité, depuis plus d'un siècle, un Etat fédératif ? Quel est ce pays qui, depuis 1291, allume, chaque 1^{er} août, la même feu pour sa fête nationale, mais qui, chaque 1^{er} janvier, change de président pour la nouvelle année ? Surtout n'allez pas croire en tout ces lieux, évoquent le chocolat, le fromage et la pendule à coucou, prétendant que la Suisse traitait sa paix et vit en vache, ou parlent du « complexe helvétique », là où il ne faudrait voir que complexité. Complexité, les Helvètes ? Ils ne le sont plus depuis le jour où, à la tribune du Parlement fédéral, un député inspiré s'est exclamé : « La Suisse est le seul pays du monde où l'on mange autant de viande qu'ailleurs ! »

MICHEL DÉNERIAZ, animateur à la radio suisse romande.

avec son lait artificiel Lactogène, Nestlé, comme l'exprimait son P.-D.-G., M. Liotard-Vogt, n'y voit que « faiblesse éprouvée par les rats à l'égard de ceux qui ont pu faire quelque chose ».

Ce même cynisme, la bourgeoisie « la plus démocratique du monde » n'en manque pas à l'égard des travailleurs immigrés en Suisse même. Le statut du travailleur saisonnier n'est-il pas la version « civilisée » du régime des bantoustans sud-africains, interdisant au travailleur de séjourner plus longtemps que la durée de son travail et de faire venir avec lui sa famille ? En privant un tiers de la classe ouvrière en Suisse, les immigrés, de tout droit politique, le patronat suisse s'attache à ce qu'il fait : le « miracle » d'une Suisse sans luttes sociales importantes tient, pour une bonne part, dans ce coup de force qui a permis de supprimer un poste de travail sur dix sans voir progresser le chômage dans ses frontières !

Les miettes

Diplomatiquement neutre par intérêt commercial, l'impérialisme suisse n'a, il est vrai, pas eu de troupes en Algérie ou au Vietnam. Mais il a toujours entretenu son armée de financiers et d'industriels derrière les armées des autres : en Indonésie dès le lendemain des massacres de 1965, au Chili de Pinochet, au Brésil des colonels dans l'iran du chah ou en Afrique du Sud raciste.

L'image de la Suisse qu'on commence à se faire à l'étranger est souvent plus proche de la réalité que ne le pensent bien des Suisses eux-mêmes. La raison essentielle du conservatisme helvétique, qui surprend souvent, tient au fait que la majorité des organisations ouvrières, qui auraient pu démythifier l'image de « la petite Suisse propre et humanitaire » se sont au contraire attachées à la défendre, pour protéger l'industrie suisse et son label de qualité, sous prétexte que cela apporterait du travail à tous. Mais les tensions dans le parti socialiste, comme dans les syndicats, indiquent que peu à peu, sous l'effet de la récession économique et des luttes de libération anti-impérialistes, les travailleurs suisses cessent de s'identifier totalement à leurs maîtres.

Car la riche Suisse n'est autre que la Suisse des riches. Le montant officiellement estimé de la fraude fiscale (de l'ordre de 100 milliards de francs suisses) est aussi élevé que la somme totale des salaires et traitements versés en une année. Les capitaux investis à l'étranger sont, au total, plus élevés que le produit national brut du

(*) Membre du bureau politique de la Ligue marxiste révolutionnaire nationale.

pays. De ce fabuleux gâteau, la majorité des salariés de Suisse ne reçoivent et n'ont reçu que les miettes. La durée du travail reste l'une des plus élevées d'Europe, et l'on compte encore — comme l'a récemment révélé une enquête reprise par le *deutsches* — bien des ménages ouvriers vivant avec moins de 2 000 francs suisses par mois.

Cette image de la Suisse est, manifestement, moins connue. C'est pourtant la plus importante à l'avenir : celle de la solidarité internationale des travailleurs qui, elle seule, braverait l'empire financier de l'une des bourgeoisies les plus arrogantes du monde.

De Bienne à Pékin

par J.-C. GAFNER (*)

M ES parents déménageaient fréquemment. Du canton de Vaud, où l'école primaire achevée, je commençais l'école secondaire, nous allâmes à Bienne, dans le canton de Berne. Vous connaissez le système fédéral suisse et l'indépendance des cantons. Vous oubliez que passer d'un canton à l'autre signifiait bien souvent redoubler une classe. Chaque canton protégeait jalousement l'originalité de son programme scolaire. A quatre ans, on m'envoya, pour éviter les inconvénients de ce fédéralisme à rebours, dans un séminaire religieux, en France. Gracié trois mois avant le bac parce que fréquentant une fille du monde (elle n'était pas adventiste), je passai l'examen spécial d'entrée en faculté et me présentai, muni de ce sésame universitaire, et citoyen suisse que j'étais, aux universités de Genève, Lausanne, Fribourg et Neuchâtel, pour y faire valoir mon droit de m'inscrire dans une faculté de droit. « Ce titre n'est pas reconnu en Suisse, allez faire votre licence en France et revenez ensuite. » J'ai religieusement conservé ces réponses unanimes.

Je passai brillamment licence en droit, certificat d'aptitude à la profession d'avocat et autres diplômes supérieurs, mais me heurtai à une fin de non-recevoir. En Suisse parce que titulaire de diplôme français, en France parce que Suisse. J'abandonnai ma tentative de barreau en m'inscrivant à Genève dans un institut de relations internationales pour présenter un doctorat. Surprise ! Je fus accepté.

A la même époque, un premier contact avec l'armée, comme recrue, à vingt-six ans, me fit prendre conscience de la phobie malade de la Suisse pour tout ce qui est de l'autre côté : la gauche, l'Est, les marxistes, les masses, les communistes. Par curiosité et probité intellectuelle, je décidai d'aller vivre quelque

temps chez les « rouges » avant de choisir entre eux et la Suisse. Je sollicitai une bourse. Accordée bien avant mon départ, elle me fut retirée le jour où j'arrivai à Pékin. Je ne pus qu'assister aux obsèques de Mao Tse-toung, à défaut de pouvoir rester une année comme prévu. Déjà, je renouvai mon passeport à notre gouvernement, le Conseil fédéral, avec la mention : « Honte d'être Suisse ». Dégout, dépression, suicide évité in extremis, après que la banque où je travaillais m'eût fait gentiment mais fermement comprendre que je devais donner ma démission. Elle avait su. J'étais allé en Chine et avais eu quelques déboires à ce sujet avec les autorités suisses. J'étais peut-être un espion. J'étais riche. Je ne trouvais plus de travail.

Les années passèrent. Je retrouvai de quoi gagner ma vie. Je fis mes preuves et devine le « jeune cadre dynamique » qu'on voulait bien avoir dans son entreprise. Au fond de moi-même, toutefois, je me sentais mal. Je repartis une seconde fois pour la République populaire de Chine.

Sans illusion

Je viens d'y passer neuf mois. Je suis maintenant sans illusion. Les vraies questions ne se posent plus en termes de gauche ou de droite. La véritable dialectique est celle qui oppose l'individu et le système, quel qu'il soit : l'individu jaloux de son autonomie et de sa particularité, allergique aux mortelles délices de la servitude étatique et de la société bureaucratique, totalitaire, et concentrationnaire, employée à noyer l'individu dans l'anonymat et dans l'insignifiance.

Il n'y a d'avenir que pour la Suisse que je veux. Dès aujourd'hui (*). Chercheur au Fonds national suisse de la recherche scientifique.

d'hui elle peut devenir banc d'essai d'idées nouvelles : mise à mort des apprentis sorciers au discours mielleux sur le progrès ; apprentissage sans douleur de la réduction des dépenses ; large réduction de la durée du travail, équilibrée par une automatisation renforcée ; création d'une armée de soldats intellectuels prêts à défendre non pas une idéologie, un pays, mais leur intégrité physique et leur bonheur ; éducation orientée vers l'indépendance, l'autosuffisance, la naissance du surhomme.

Pourquoi m'imposeriez-vous votre Suisse en me confinant au rôle d'embarcadere de monnaie ? Monnaie « Marignan » ou l'armée scrogneuse de grand-père, dont les stratèges, ignorant von Clausewitz, ne jurent que par Alice au pays des merveilles et les contes de David et Goliath en vingt-cinq volumes. Monnaie « Congrès de Vienne » et neutralité, euphémisme pour incapacité. Monnaie « démocratie directe », gangrenée par 70 % d'absentéisme. Souveraineté individuelle d'abord, souveraineté nationale ensuite. Devenons, ensemble, les créateurs de notre avenir. « Celui qu'ils haïssent le plus, c'est le créateur, celui qui brise les tables et les valeurs anciennes : le destructeur, ils l'appellent un criminel. Les bons, en effet, sont incapables de créer, ils sont toujours le commencement de la fin. Ils crucifient celui qui vient graver des valeurs nouvelles sur des tables nouvelles, ils sacrifient à eux-mêmes l'avenir. Ils méfient en croix tout avenir humain. » Ainsi parlait Zarathoustra. Non à la violence meurtrière, mais oui à la contestation. Mais je ne peux qu'être solidaire des récentes manifestations de Zurich, Berne, Bâle, etc., dans cette prison dorée qu'est la Suisse, où nos goliaths oublient trop souvent que nous sommes des hommes : des hommes libres et non des Chinois.

مكتبة من الأمل

PROCHE-ORIENT

Israël

La Knesset a adopté la « loi fondamentale » faisant de « Jérusalem réunifiée » la capitale du pays

A l'issue d'un vif débat, la Knesset a adopté, mercredi 30 juillet, par 60 voix contre 15 et 3 abstentions, la « loi fondamentale » faisant de « Jérusalem réunifiée » la capitale d'Israël. Le Parlement israélien a également voté, par 48 voix contre 43, un texte condamnant en même temps la résolution adoptée par l'Assemblée extraordinaire des Nations unies sur la question palestinienne (le Monde du 31 juillet), les attaques contre la proclamation de Jérusalem comme capitale d'Israël et l'assaut terroriste contre les enfants juifs d'Auvergne.

A Washington, le département d'Etat s'est refusé, mercredi, à commenter le vote de la Knesset, affirmant qu'il devait auparavant « l'étudier soigneusement ».

« Les Etats-Unis ont toujours dit que le statut final de Jérusalem ne peut être déterminé que par des négociations entre les parties concernées », s'est contenté de rappeler un porte-parole américain. Aux Nations unies, les Etats membres de la Conférence internationale

Dans un entretien publié, ce jour-là, par l'International Herald Tribune, M. Yasser Arafat a démenti, de son côté, avoir récemment réclamé la destruction de l'Etat d'Israël et avoir perdu tout intérêt dans la négociation de la création d'un Etat palestinien. Il a démenti qu'il fût, lors de son congrès de mai à Damas, M. Arafat a également démenti que l'O.L.P. ait repris ses activités terroristes en Europe.

Au Caire, le vice-président égyptien, M. Moustarak, s'est entretenu mercredi avec M. Macquiffert, secrétaire américain adjoint à la défense, de la fourniture à son gouvernement de nouvelles armes américaines. A Paris, l'occasion d'une visite privée en France, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, sera l'hôte à déjeuner, vendredi, de son homologue français, M. Jean François-Poncet. — (A.F.P.)



(Dessin de Plantu.)

LA « CAPITALE ÉTERNELLE »

(Suite de la première page.)

Le transfert des services du premier ministre, en août, dans la partie arabe de Jérusalem risque d'attiser sérieusement les relations avec plusieurs pays, comme l'ont souligné plusieurs orateurs au cours d'un débat long de douze heures. C'est une déclaration de guerre contre le monde musulman, s'est écrié le député Aharon, du parti de gauche Sholemit. En effet, selon les informations en provenance d'Istanbul, la Turquie prépare une riposte contre Israël, bien que la rupture des relations diplomatiques soit pour le moment exclue. On craint également à Jérusalem que d'autres pays d'Amérique latine ne suivent l'exemple du Venezuela, qui a déjà transféré son ambassade de Jérusalem à Tei-Aviv en signe de protestation contre la loi. (Il reste à Jérusalem dix ambassades sud-américaines et celle des Pays-Bas.)

Concernant le transfert du bureau de la présidence du conseil, l'ancien chef de la diplomatie israélienne, M. Ezer, a dit que le gouvernement israélien lui-même ne se fait pas de souci de la guerre des six jours avait, selon lui, « échoué ». Le fait qu'il existe une Jérusalem-est et une Jérusalem-ouest.

● L'Europe des Neuf et le Proche-Orient. — « Le chef de l'Etat turcien a rappelé les données du problème du Proche-Orient et exprimé le souhait que la Communauté européenne puisse débattre la situation en dégageant parmi les parties en présence un consensus qui reconstruise l'entité palestinienne et accepte le principe d'un Etat palestinien », a déclaré M. Thom (Luxembourg), après son entretien de mercredi 30 juillet à Sharm el-Sheikh, en tant que président du Conseil de l'Europe des Neuf, avec le président Bourguiba. A Hambourg, le roi Hussein de Jordanie et le chancelier Schmidt ont constaté une « longue identité de vues » au cours d'un entretien de quatre heures. — (A.F.P., A.F.P.)

Iran

Les intégristes veulent imposer leur candidat au poste de premier ministre

Téhéran (A.F.P.) — La crise politique iranienne, qui se réveille d'autant l'examen de la question des otages, a pris mercredi 30 juillet la tournure d'une épreuve de force entre le clan intégriste et le président Bani-Sadr. La destitution du président de la République a même été suggérée comme solution au différend qui oppose au Parti de la République islamique (P.R.I.), majoritaire au Parlement, sur la nomination du futur premier ministre (le Monde du 31 juillet).

M. Hassan Ayat, idéologue du P.R.I., a rappelé que « la Constitution fournit les moyens de révoquer le président et d'en élire un autre ».

L'ayatollah Beheshti, président de la Cour suprême et chef du P.R.I., a fait une allusion volontairement énigmatique à une « solution constitutionnelle spéciale » pour résoudre la crise actuelle. Il a cependant émis l'espoir qu'un accord prochain entre le Parlement et le président permettra d'éviter le recours à une telle « solution ».

En se reportant à la Constitution, les dirigeants intégristes ouvrent la voie à un possible arbitrage de l'imam Khomeiny. Le « guide de la révolution » est, en effet, la seule autorité qui peut, aux termes de la loi, révoquer le président de la République. En refusant de nommer un représentant au sein de la commission chargée d'examiner les candidatures au poste de premier ministre, l'imam Khomeiny s'est réservé la possibilité de trancher entre les deux parties, faisant ainsi figure d'ultime recours.

Les intégristes, qui ont réussi à faire revenir M. Bani Sadr sur sa proposition de nommer M. Mostafa Mir Salim à la tête du gouvernement, paraissent décidés à imposer le candidat de leur choix sans crainte de remettre en cause l'autorité du président de la République ou de retarder une fois de plus la procédure. La commission qui doit étudier le problème de la nomination d'un premier ministre ne commencera ses travaux que samedi, retardant d'autant l'examen par le Parlement de la question des otages.

D'autre part, treize personnes, dont onze accusées de participation à la tentative de coup d'Etat de début juillet (le Monde du 12 juillet) ont été exécutées jeudi matin à la prison d'Avvin à Téhéran, a annoncé Radio-Téhéran. Les deux autres condamnés étaient « le chef de la Savak du Bazar de Téhéran » et un homme accusé de « vol et attentat à la pudeur ».

Quatre exécutés avaient déjà, en lieu, la nuit précédente, dans trois villes de province.

Enfin, le président du Parlement iranien, l'ayatollah Beheshti, a affirmé dans un message destiné aux membres du Congrès américain : « Pour chaque pas positif vers une solution au problème des otages, les Etats-Unis devront accuser que leurs actes ont été inhumains et qu'ils ont commis des fautes. »

L'AYATOLLAH KHALKHALI ET LE JEUNE DU RAMADAN

Téhéran. — L'ayatollah Khomeini, qui dirige férocement depuis quelques mois la répression contre la drogue en Iran, a annoncé, mercredi 30 juillet, qu'il condamnerait avec sévérité ceux qui ne respecteraient pas strictement le jeûne du ramadan. Dans ce jeûne, il importe de ne pas absorber quoi que ce soit, pas même la fumée de cigarette, de l'aube au coucher du soleil. Cette ascèse alimentaire ne concerne pas les enfants, les femmes enceintes, les malades, les vieillards et les voyageurs.

Mais pour qui ne résiste pas à la canicule et aux longues journées d'été, la tentation est trop forte de boire à la sauvette dans la rue. On s'accorde pour dire que la rupture publique du jeûne est plus ouverte et fréquente que cette année que l'an dernier. Est-ce un relâchement de la ferveur révolutionnaire ?

Le commerce des cassettes enregistrées de musique ou de chansons à la mode a été interdit au début du ramadan cette année. C'est maintenant l'écoute publique des cassettes, même dans une voiture, qui est proscrite.

L'ayatollah Khomeini menace non seulement ceux qui briseraient l'apparence publique du jeûne, mais, surtout, les membres des comités ou les « gardiens de la révolution » qui ferraient les yeux. Ils doivent, demande-t-il, être déferés pour jugement à la prison de Qasr. La punition prévue pour rupture flagrante du jeûne est la flagellation publique.

Liban

L'EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÉGÉE FAIT TROIS MORTS ET SEIZE BLESSÉS A BEYROUTH-EST

(De notre correspondant.)

Beyrouth. La détérioration de la situation s'est accélérée depuis le début de la semaine au Liban, en particulier mercredi 30 juillet. Une voiture piégée a fait, en début d'après-midi, trois morts et seize blessés à Beyrouth-Est, alors qu'en soirée des combats intenses se déroulaient à Beyrouth-Ouest autour de l'ambassade d'Irak, entre les miliciens chiites, d'une part, et le Baas pro-irakien soutenu par des éléments palestiniens, de l'autre.

L'attentat de Beyrouth-Est, qui s'est produit au quartier Achrafieh, est le premier d'une série d'attentats par M. Gemayel depuis l'abolition militaire, le 7 juillet, du P.N.L. de Camille Chamoun. Il a été revendiqué au nom des « révolutionnaires libéraux Marada », ce qui, dans le jargon politique libanais, signifierait association entre le P.N.L. et les combattants libanais.

M. Frangé, mais M. Chamoun l'a vigoureusement démenti.

Ces affrontements de Beyrouth-Ouest s'inscrivent dans le cadre de l'épreuve de forces courues entre la milice chiite Amal et les éléments pro-irakiens libanais et palestiniens ; ils ont fait un nombre indéterminé de victimes. Déjà la veille, des combats similaires avaient fait dix blessés et l'arrestation d'un des principaux dirigeants pro-irakiens avait été abastu avec son garde du corps sur la route de Tadport (le Monde du 29 juillet).

La constitution d'un nouveau gouvernement étant elle-même en panne, les raisons d'inquiétude se multiplient à Beyrouth où réapparaît la perspective d'une nouvelle phase de troubles violents.

LUCIEN GEORGE.

mique se réunissent ce jour-là pour discuter l'initiative israélienne. Pour sa part, l'Organisation de la libération de la Palestine (O.L.P.) a demandé aux Etats membres de la C.E.E. de « dénoncer la décision israélienne ».

Une gifle pour l'Égypte

De notre correspondant

Le Caire. — La Knesset vient d'administrer à l'Égypte une gifle, et au-delà, à tous les Arabes, une véritable gifle en faisant de Jérusalem réunifiée la capitale déclarative d'Israël.

Le rais a déclaré sur un ton plus las que furieux, mercredi 30 juillet à Alexandrie, à l'issue d'un entretien avec l'ex-président Nixon, que « les mesures israéliennes sont graves et en contradiction avec l'esprit et la lettre des accords de Camp David ». M. Sadate a ajouté qu'il étudiait actuellement avec ses collaborateurs la situation créée par le vote de la Knesset. Il a conclu que, de toute façon, l'annexion de Jérusalem n'aurait pas plus de suites que celle du Sinai par Israël en 1955.

Sans nouveaux développements, les relations bilatérales égypto-israéliennes ne devraient donc pas souffrir pour le moment de la décision des députés israéliens. Mais l'amertume est grande au Caire où l'on considère que le président Sadate est bien mal récompensé de ses efforts pour aboutir à un compromis sur le problème de la Ville sainte.

Le rais, sans aborder la question de la souveraineté sur Jérusalem, avait néanmoins exposé récemment un plan poussant à l'extrême les concessions qu'il peut faire dans cette affaire. Ayant admis la nécessité de ne plus diviser Jérusalem, le président égyptien avait suggéré que fussent créées, dans la cité, deux administrations, israélienne et arabe, coiffées par un conseil municipal mixte présidé par un maître tantôt arabe tantôt juif.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

DES LIVRES SEUIL POUR TOUS LES TEMPS

Petite Planète

**DES METIERS
ET DES HOMMES**

Bernard Henry
Des métiers
et des hommes
Tome 4 :
Les moissonneurs de la mer

128 pages, 170 photos dont
105 en couleurs.

Du même auteur :
Des métiers et des hommes, 1
T. 1 : Au village
T. 2 : A la lisière des bois
T. 3 : Aux ateliers d'art

LA MARCHÉ RAPIDE

Joseph Klatzmann
La marche rapide
Un sport pour tous
Préface du Docteur Pias

Quelques connaissances
sont nécessaires pour savoir
comment établir son
programme hebdomadaire
et mesurer ses performances.

176 pages

NEPAL

Afghanistan
Allemagne
Amsterdam
Antilles
Argentine
Athènes
Australie
Belgique
Birmanie
Brésil - Canada
Chine - Chypre
Colombie
Danemark

QUEBEC

Ecosse
Egypte
Espagne
Finlande
Grande-Bretagne
Grèce - Haïti
Hongrie
Hong-Kong
Iles grecques
Indonésie
Iran
Irlande - Israël
Italie

ROME

Kenia, Afrique
des Grands Lacs
Liban - Lybie
Madagascar
Maroc
Mongolie
Népal
New-York
Norvège
Pakistan
Pays Bas
Perou - Pologne

**KENYA
AFRIQUE DES
GRANDS LACS**

Portugal
Québec
Rome
Roumanie
Sahara
Soudan
Suède
Suisse - Syrie
Tahiti
Thaïlande
Tchécoslovaquie
Tunisie - Turquie
U.R.S.S.

BELGIQUE

Venezuela
Venise
Yemen
Yougoslavie

CHAQUE
VOLUME
ILLUSTRE

Collection de poche
50 pages, 100
Simone Lacouture

Al Nahar avait indiqué la semaine dernière que M. Saleh Moutih aurait également décidé de démissionner de ses fonctions au sein du comité central du parti socialiste sud-yéménite. — (A.F.P.)

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. FRANÇOIS MITTERRAND SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Les commentateurs retiennent essentiellement les déclarations du premier secrétaire du P.S. sur « le désordre de l'Alliance atlantique », les problèmes de la défense et la construction européenne.

M. Stasi : avec qui mettre en œuvre une telle politique ?

que les dirigeants des Neuf soient, comme le souhaite François Mitterrand, disposés à pratiquer une politique socialiste, l'Europe ne serait pas pour demain ni même pour après-demain.

» Comment, cependant, ne pas relever une grave contradiction au sujet de la défense. M. Mitterrand note, en effet, que la stratégie fondée sur l'unique défense du sanctuaire national peut mener au neutralisme. Mais il refuse par ailleurs toute stratégie oui, précisément, écartait

ce risque et rendrait la France plus solidaire de ses alliés.

« Il est vrai que la position ambiguë adoptée par le parti socialiste à propos de la bombe atomique a suscité la tâche du premier secrétaire.

« En vérité, après avoir lu cet entretien, on a envie de poser encore une question, une seule à François Mitterrand : avec combien de vos amis du parti socialiste, avec lesquels de vos anciens alliés de l'union de la gauche vous êtes en contact, pour 1981 pourriez-vous mettre en œuvre une politique inspirant de telles orientations ? »

pris. L'habileté de leur manœuvre

consiste à démontrer, qu'en dépit d'une condamnation mondiale unanime et d'un coup de Kaboul proclamé inacceptable, il n'y a en fait rien de changé. Leur classique stratagème, qui consiste à faire croire que la crise provient pour

« L'Humanité » : un

« Il n'est pas exagéré d'écrire qu'il faut soit attendre, soit encore espérer. Ce qu'il reste en effet à la politique giscardienne, ce n'est pas d'être trop atlantiste, mais de ne pas l'être assez. A ses yeux, les États-Unis eux-mêmes ne le sont pas suffisamment. On ne peut attendre et urgent le réexamen de l'alliance ; il estime sa portée insuffisante, les obligations qu'elle comporte pas assez contraignantes et les leçons d'automatismes bien... »

« Qui, le dit-on, est nommé... »

« Comment s'étonner, dans ces conditions, qu'il s'effondre littéralement à son comble tous les thèmes de Washington, qu'il s'effondre de l'Alphamistion ou du prétendu déséquilibre des forces en Europe ? Ce qu'il en ait tenté de stopper les véritables responsables, de leur faire assumer la dégradation de la situation internationale, et à justifier le surarmement forcené des Etats-Unis de la R.F.A. sous direction social-démocrate et de leurs partisans ? »

« Ces deux questions, qui sont en fait fondamentales, méritent d'être traitées séparément. Elles sont d'ailleurs intimement liées. Mais nous nous en occuperons ultérieurement. Pour l'instant, nous nous en occuperons séparément. »

ultra de l'atlantisme

» Nous constatons que M. Mit-
terrand nous rejoint lorsqu'E-

aussi entre ce que prône maintenant le premier secrétaire du parti socialiste et les engagements auxquels il avait souscrit à l'époque du programme commun. (7)

l'emploi à contester la stratégie de la dissuasion, c'est-à-dire la stratégie visant à empêcher la guerre nucléaire par le conflit, au profit d'une doctrine d'escalade correspondant plus à une conception authentiquement nationale de la défense. — En même temps, il plaide pour l'abandon du principe de l'«*escalade contrôlée*» et du thème des obligations de l'OTAN. Bel exemple de double langage !

«*De surcroît, il affirme que le monde est en train de graviter autour d'un pôle de sécurité, ce qui le comprend, sinon comme signifiant que l'apocalypse nucléaire devrait être éliminée des scénarios de conflit*», dit-il. Le Penzance lui-même ne voit aucun lien entre ces deux aspects tenus à cette perspective suicidaire. Mais, dans ce domaine aussi, Mitterrand s'affirme comme un ultra-

CYRUS MOREAU

.....

du conseil de

es ministres

femme dans les manuels scolaires, nouvelle législation sur le viol).
Le gouvernement a confirmé les

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 30 juillet 1980, au palais de l'Élysée, sous la pré-

Celles-ci intéresseront trente-huit
partenaires au maximum un de-

terement d'outre-mer : la Guyane, dans territoires d'outre-mer : la

Le mode de scrutin est celui du scrutin majoritaire à deux tours, tel dans les deux départements qui ont donné à 5 sièges de sénateurs en

Cette réorganisation permettra au groupe Elf-Aquitaine, dans le respect des exigences d'une entreprise nationale et en conformité avec les intérêts de ces actionnaires, de développer dans le domaine énergétique comme dans d'autres domaines industriels, des stratégies de portée nationale et internationale.

(Lire page 19.)

● LES ÉNERGIES NOUVELLES

Le ministre de l'Industrie a présenté une communication sur le développement des énergies nouvelles

Parallèlement, les programmes de recherche et de développement engagés, notamment la centrale Thémis, la centrale solaire de la Corse et le plan photovoltaïque (production directe d'électricité à partir du soleil) se réalisent conformément au calendrier prévu.

Le ministre de l'Industrie a enfin présenté l'ensemble des recherches et des expertises relatives à l'utilisation de ressources de la biomasse (utilisation des produits agricoles en matière énergétique) sous forme de combustibles liquides ou gazeux. Ces

— Assurer, au-delà de l'égalité juridique, une égalité effective dans l'activité professionnelle, et réaliser un assouplissement des contraintes actuelles d'organisation de la vie du travail ;

— Favoriser la participation des femmes aux prises de décisions au niveau économique, social et politique.

C'est dans cet esprit que le gouvernement a décidé la signature par la France de la convention des Nations

us, les Bouches-du-Rhône et la Grande soumis à la représentation

La désignation des délégués des conseils municipaux aura lieu dans les départements et territoires intéressés le dimanche 7 septembre.

fixée au dimanche 23 septembre 1989.

AU GROUPE ELF-AQUITAINE

Le ministre de l'Industrie a présenté une communication sur la réorganisation du groupe Elf-Aquitaine.

Le gouvernement a estimé qu'il convenait de réorganiser les structures de ce groupe pour les mettre en harmonie avec la dimension nouvelle qu'il est en train d'acquies du fait de l'évolution pétrolière inter-

Le premier aspect est celui, en fait, de la politique scientifique internationale, et plus particulièrement énergétique de la France. L'objectif fixé lors d'un conseil restreint, le 23 mars 1980, pour 1990, représente l'équivalent de 10 à 15 % de la production mondiale d'énergie. Avec l'énergie hydraulique, les énergies renouvelables couvriront 10 % des besoins en énergie de la France à la fin de la décennie.

Né il y a deux ans, le comité national à l'énergie solaire a mené à bien une mission d'information dans le monde durant sa phase de sa mission, en définissant les lignes directrices des programmes de recherche et d'action pour le développement des énergies renouvelables, et en proposant de renforcer ses structures du fait même de l'essor des activités solaires.

La politique solaire, fondée sur les

essentiels car leurs succès permet-
traient à terme de réduire sensibi-
lement la vulnérabilité de nos trans-
ports à des difficultés d'approvision-
nement pétrolier.

(Lire page 19.)

● LA CONDITION FÉMININE

À l'occasion de la conférence mon-
diale de la décade des Nations
unies pour la femme, le ministre
chargé de la famille et de la condi-
tion féminine a dressé, devant le
conseil des ministres, le bilan de
l'action menée par le gouvernement
en faveur des femmes. Après cinq
ans, en rappelant les principales
orientations retenues :

— La réalisation de l'égalité juridi-
que entre hommes et femmes dans

● LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Le ministre du commerce extérieur a présenté le bilan de nos échanges extérieurs au cours des derniers mois et les perspectives qui se dégagent jusqu'à la fin de l'année 1989.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le déficit observé au cours des premiers mois de l'année 1989 ne répondait à l'aggravation très importante de notre facture énergétique. Celle-ci explique plus des neuf dixièmes de notre déficit commercial. Mais, d'un autre côté, par contre, ont été marqués par un accroissement de notre excédent.

Au cours du second semestre de 1988, un ralentissement du rythme

rationnelle, et de l'augmentation de
ses ressources qui en résulte.

Cette réorganisation respecte les principes qui régissent les relations de l'Etat et de ce groupe, tels qu'ils ont été énoncés en janvier 1976 lors de la constitution de la Société nationale Elf-Aquitaine. En particulier,

actions conduites au plan national, doit aussi reposer sur l'initiative des collectivités locales, départements et communes, qui ont un rôle essentiel à jouer. Plusieurs conventions ont été signées à cet effet par le communisme à l'énergie soviétique avec ces collectivités.

l'ensemble des lois et règlements (non-discrimination dans le monde du travail, réforme des régimes matrimoniaux) ;

— un meilleur accès des femmes à la vie économique dans le secteur privé et la fonction publique, à la vie sociale, et la reconnaissance d'un

excessif d'augmentation de nos importations, la poursuite du développement de nos exportations de marchandises — notamment un accroissement de nos livraisons de biens d'équipement professionnels — et de nos ventes de services devraient permettre de commencer à com-

gestion du groupe doit en permanence s'effectuer dans des condi-

ous respectant les intérêts de tous les actionnaires, qu'il s'agisse de l'Etat, actionnaire majoritaire, ou des actionnaires privés.

Afin de satisfaire ces exigences, le gouvernement a estimé qu'il convenait de distinguer clairement et de

En 1986, le développement des énergies nouvelles se traduira par 1 milliard de francs d'investissements et de travaux de recherche.

Des progrès décisifs ont été acquis en 1986 dans trois secteurs dont les technologies sont désormais pleinement maîtrisées par l'industrie française : le chauffage solaire (le nombre des

— la recherche d'une autonomie financière des femmes par la création de droits sociaux propres (allocation de parent isolé, assurance-veuvage, retraite des mères de famille et des conjoints ayant une activité professionnelle après de leur

Un effort durable et particulièrement soutenu de la part des entreprises, de pair avec la poursuite de la politique économique générale du gouvernement, s'impose à cet effet. En ce qui concerne les exportations, priorité doit être donnée, notamment, aux grands marchés indus-

il faut préciser les rôles respectifs de l'ERAP et de la S.N.E.A.

II) L'ERAP, établissement public, détenteur de la part publique du capital de la S.N.E.A., a pour mission de veiller, dans le respect des intérêts

capteurs solaires devant être triplés au cours de l'année), l'utilisation du bois de feu et la géothermie. Le rythme élevé de développement de ces applications déjà atteint sera doublé en 1981.

— le développement des libertés et responsabilités des femmes dans leur vie privée et le respect de leur dignité (révision de l'image de la

riels que sont l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon. Dans le domaine intérieur, le soutien de la production nationale doit être orienté de manière à permettre un moindre recours aux importations.

LES AUTORITÉS FRANÇAISES ET LE SORT DU DIRECTEUR D'AFRIQUE-ASIE

L'expulsion de M. Simon Malley serait imminente

M. Simon Malley, quarante-sept ans, originaire d'Égypte, directeur de la revue « Afrique-Asie », a été prié de quitter le territoire français à la fin du mois de juin, M. Malley étant en France en vertu d'un visa de court séjour (le Monde du 6-7 juillet). Cette décision administrative, politique quant au fond, n'a pas encore été appliquée. L'arrêté d'expulsion visant M. Malley et sa famille aurait cependant été signé ces jours-ci.

Il y a plus d'un mois que la préfecture de police de Paris a « invité » M. Simon Malley, directeur de la revue « Afrique-Asie », ainsi que sa famille, à quitter le territoire français. A la fin du mois de juin, M. Malley était rendu, comme tous les trois mois, dans un service de la préfecture pour faire prolonger son titre de séjour. Il s'est alors vu refuser celui-ci et noté de faire ses bagages au plus tôt. Depuis le 27 juin, M. Malley a multiplié les démarches pour connaître les raisons de l'administration française : en vain. Vingt-deux pays du tiers-monde seraient intervenus auprès de la France afin de demander l'annulation de cette expulsion déguisée. Les démarches d'ambassadeurs de pays d'Afrique et du Proche-Orient auprès du Quai d'Orsay et de la présidence de la République ont été nombreuses. Toujours en vain.

Après une longue période de silence qui s'est traduite par un refus de commenter cette décision administrative, le gouvernement français adopte depuis quelques jours une autre attitude. Au ministère de l'Intérieur, on indique ainsi que M. Malley, en tant que résident étranger, ne s'est pas pitié à l'« obligation de réserve » qui incombe à tout ressortissant étranger en France. Le rôle du directeur d'Afrique-Asie est de la sorte directement mis en cause. On précise dans les milieux proches de l'Élysée que les autorités françaises ne peuvent admettre qu'un étranger exerce, à partir du territoire français, des « activités politiques » qui ne correspondent pas et qui vont même à l'encontre des intérêts français dans certains pays. On ajoute que le gouvernement aura une attitude ferme dans cette affaire.

En dépit de ces indications tardives, aucune réponse n'a été apportée aux demandes de M. Malley. Ce dernier, fin juin, a adressé au préfet de police une lettre dans laquelle il demande les raisons du refus de séjour dont il est l'objet. M. Philippe Wacquet, conseiller de M. Malley, avec M. Jean-Denis Bredin, a présenté un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur visant à annuler la mesure prise par la préfecture de police. Au sujet de la première de ces démarches, M. Wacquet souligne que, en vertu de la loi du 11 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs, il est anormal que la pré-

fecture se refuse à toute explication. Cet élément, ajouté à la dimension politique de ce dossier, suffit sans doute à faire comprendre que depuis un mois se tissent de curieux rapports de force autour de ce cas. M. Malley réside en effet toujours en France en ne détenant plus de titre de séjour, mais les autorités semblent réticentes à brusquer un départ pourtant décidé. Le directeur d'Afrique-Asie est toujours « absent » pour les policiers qui pourraient lui notifier son arrêté d'expulsion alors qu'il déclare par téléphone à ces mêmes policiers : « Je ne me cache pas, je suis là, j'attends l'interdiction de séjour » dans l'intérieur ou à la préfecture de police. M. Malley dit se méfier d'éventuelles « barbouzes ».

Arrivé en France en 1969, M. Malley, d'origine égyptienne, a déjà été « interdit de séjour » dans l'Hexagone, de manière officieuse, lors de la guerre d'Algérie, alors qu'il soutenait la lutte d'indépendance du P.L.N. (Algérie). Cette page d'histoire avait été oubliée, en 1968, et M. Malley avait obtenu un permis de séjour d'une durée de six mois avec la promesse que son titre passerait rapidement à trois puis à cinq ans. Il n'en fut rien. En 1972, lorsque sa revue prit position en faveur de la nationalisation des compagnies pétrolières en Algérie, M. Malley fut, pour la première fois, menacé d'expulsion. Cette menace disparut rapidement, mais depuis lors, le directeur d'Afrique-Asie n'a plus obtenu que des titres de séjour renouvelables de trois mois en trois mois. On souligne au ministère de l'Intérieur que ces titres ont toujours été « précaires ».

« Tiers-mondisme »

La mesure qui touche aujourd'hui M. Malley vise aussi sa femme, citoyenne américaine, et ses trois enfants (quatorze, sept, six et trois ans). Elle porte également des passeports américains. Pour sa part, M. Malley, qui a vécu en Égypte jusqu'en 1967, décline plusieurs reprises, interrogé directement auprès du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) pour qu'il étoffe sa notice biographique. « Cela, M. Malley répond : « De toute manière, on continuera le journal ».

« Toute ma vie, je n'ai fait qu'écrire », précise-t-il. (1) Ces citations sont extraites d'une notice biographique de M. Simon Malley établie par l'intéressé.

aux pays colonialisés et néo-colonialistes, à tous les régimes corrompus. Il confirme n'être pas tendu à l'égard de Boussani, Amis Dadi, Omar Bongo, Hassan II et Mobutu », par exemple. L'impact d'Afrique-Asie est suffisamment fort pour que son directeur puisse estimer que sa revue « a fait l'opinion publique pour ce qui concerne la Polisario » et que, sans elle, ce mouvement n'aurait certainement pas été reconnu par tant de pays du tiers-monde.

La C.I.A. et le SDECE

Cette influence d'Afrique-Asie, et de M. Malley en particulier, est confirmée par de nombreuses déclarations de leaders du tiers-monde. Ainsi, le président Neto (Angola) : « La lutte que les camarades d'Afrique-Asie mènent pour le soutien des droits de notre peuple d'indépendance est celle de nos marquis ». Honoré Boumedienne, alors chef d'état-major des troupes de l'ALN : « Dans les débats, nous écoutons la voix sur Radio-Tunis, qui nous décrivait nos succès sur le plan international et à partir de l'Union soviétique, renvoyait la détermination et la foi de nos moudjahidins ». Pour M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P. : « L'Afrique-Asie est le seul journal qui nous donne des nouvelles ». (1). Actuellement, ce bimensuel se sent particulièrement proche du « combat » du mouvement de libération de l'Angola, du Bénin et des Seychelles, pays qu'il estime être porteurs d'espoirs.

Si jamais l'Afrique-Asie était visé pour son soutien à la cause tiers-mondiste, on peut se demander si elle n'est pas la victime d'une suspicion générale quant à la personne de son directeur, M. Malley, soupçonné qu'il fonderait alors la trêve devant la Cour de sûreté de l'État et non pas l'expulser. Pour autant, M. Malley ne se fait guère d'illusions. Il est écrit, dans le numéro d'Afrique-Asie de mai 1979 : « L'Union soviétique d'un pays occidental neutre accablée à Paris affirme que la C.I.A. est, depuis le début de 1980, Afrique-Asie est le seul journal qui nous donne des nouvelles ». (1). Actuellement, ce bimensuel se sent particulièrement proche du « combat » du mouvement de libération de l'Angola, du Bénin et des Seychelles, pays qu'il estime être porteurs d'espoirs.

(1) Ces citations sont extraites d'une notice biographique de M. Simon Malley établie par l'intéressé.

FAITS DIVERS

UN NAVIGATEUR SOLITAIRE

Un jeune Allemand, Volker Röhde, assis sur un tronc d'arbre, le Rhin, au barrage de Saubert, mardi 27 juillet. Le jeune homme, qui allait vers le sud en auto-stop, s'était installé, au sud d'Orange, d'attente en vain une voiture. Il est l'illégal de descendre le Rhin, assis sur un tronc d'arbre.

Entre Orange et Avignon, le barrage de Saubert met un terme à la navigation. Les remous ont empêché le jeune homme de repasser le barrage. Après une nuit de lutte et après s'être débarrassé de son bagage et de ses vêtements, épuisé, il a été aperçu par des ouvriers de l'écluse et conduit au centre hospitalier d'Avignon.

Deux colporteurs Molotov ont explosé, jeudi 31 juillet, à 5 h 30, 12, rue Boyer-Barret, à Paris-14^e, devant un commissariat de police désaffecté depuis octobre 1979. Cet attentat qui n'a fait ni victimes ni dégâts matériels a été revendiqué dans un communiqué à l'A.P.P. jeudi matin, par un correspondant anonyme se réclamant d'un groupe de résistance au fascisme libéral avancé. Le correspondant a ajouté qu'il s'agit d'un acte de « résistance » à l'égard de la jeune Marina Fays, tuée par des policiers à la porte de Vanves dans la quatorzième arrondissement (le Monde du 30 juillet).

Les organisations de formation, explique-t-il, ne pourront répondre à leurs engagements et, dans ce secteur qui emploie environ quinze mille salariés, les mesures prises annuleront plusieurs milliers de licenciements. De plus, ajoute-t-il, « il existe des problèmes quant au financement de la formation professionnelle continue, ce n'est certainement pas là où les décisions budgétaires vont se répercuter ».

Enfin, la C.F.D.T. souhaite que cette décision « soit rapportée dans l'attente d'un débat » qui pourrait avoir lieu à l'occasion de la réunion du Conseil national de la formation professionnelle.

ÉDUCATION

La nouvelle carte des formations universitaires

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux. Elle comprend les habilitations qui viennent d'être décidées et celles qui, n'étant pas soumises à renouvellement cette année, se trouvent en sursis (ces universités apparaissent en italique).

Malgré l'absence d'informations officielles, nous publions, au risque de lacunes et d'erreurs, la liste des formations supprimées et créées sauf pour les doctorats de troisième cycle.

Nos premières listes sont parues dans nos numéros des 30 et 31 juillet.

Histoire

DEUXIÈME CYCLE

● *Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Amiens, Besançon, Bordeaux-III, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Le Mans, Lille-I, Limoges, Lyon-II, Metz, Montpellier-II, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-I, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.*

● *Sont supprimées : Angers, Chambéry, Pau, Saint-Etienne.*

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Amiens, Besançon, Bordeaux-III, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Le Mans, Lille-I, Limoges, Lyon-II, Metz, Montpellier-II, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-I, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.*

TROISIÈME CYCLE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I (quatre diplômes), Amiens, Besançon, Bordeaux-III (trois diplômes), Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-III (deux diplômes), Lyon-II (trois diplômes), Metz, Montpellier-II (trois diplômes), Nancy-II (deux diplômes), Nantes, Nice, Poitiers, Rennes-II, Rouen, Strasbourg-II (quatre diplômes), Saint-Etienne, Strasbourg-III (trois diplômes), Toulouse-II (deux diplômes), Tours, Paris-I (sept diplômes), Paris-VII (sept diplômes), Paris-VIII (sept diplômes), Paris-X (quatre diplômes), Paris-XII (sept diplômes), Paris-XIII (sept diplômes).*

● *Sont supprimés : Aix-Marseille-I, Bordeaux-III, Caen (deux diplômes), Clermont-Ferrand-II (deux diplômes), Dijon (deux diplômes), Grenoble-II, Le Mans, Lille-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-II, Nancy-II, Nantes, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II (deux diplômes), Toulouse-II (deux diplômes), Tours, Paris-I (deux diplômes), Paris-VII (deux diplômes), Paris-VIII (deux diplômes), Paris-X (deux diplômes), Paris-XII (deux diplômes), Paris-XIII (deux diplômes).*

diplômes), Tours, Paris-I (trois diplômes), Paris-III, Paris-IV (cinq diplômes), Paris-VII (trois diplômes), Paris-VIII (trois diplômes), Paris-XIII (deux diplômes), Paris-XIII (deux diplômes), Paris-XIII (deux diplômes), Paris-XIII (deux diplômes).

● *Sont créés : Angers, Strasbourg-III, Institut d'études politiques de Paris.*

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I (trois doctorats), Amiens, Angers, Bordeaux-III (trois doctorats), Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Lille-III, Lyon-III, Montpellier-II, Nancy-II, Nantes, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II (trois doctorats), Strasbourg-III (deux doctorats), Toulouse-II (deux doctorats), Tours, Paris-I (deux doctorats), Paris-IV (sept doctorats), Paris-VII (sept doctorats), Paris-VIII (sept doctorats), Paris-X (quatre doctorats), Paris-XII (sept doctorats), Paris-XIII (sept doctorats).*

● *Sont supprimés : Aix-Marseille-I, Amiens, Besançon (trois doctorats), Bordeaux-III, Caen (deux doctorats), Clermont-Ferrand-II, Dijon (trois doctorats), Grenoble-II, Lille-III, Metz, Montpellier-II, Nancy-II, Nantes, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II (trois doctorats), Strasbourg-III (deux doctorats), Toulouse-II (deux doctorats), Tours, Paris-I (deux doctorats), Paris-VII (deux doctorats), Paris-VIII (deux doctorats), Paris-X (deux doctorats), Paris-XII (deux doctorats), Paris-XIII (deux doctorats).*

● *Sont créés : Angers, Strasbourg-III (deux doctorats), Paris-IV, Institut d'études politiques (trois doctorats), Ecole de Chartres.*

● *Sont créés : Angers, Strasbourg-III (deux doctorats), Paris-IV, Institut d'études politiques (trois doctorats), Ecole de Chartres.*

HISTOIRE DE L'ART ET ARCHÉOLOGIE

● *Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Bordeaux-III, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Lille-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-II, Nancy-II, Nantes, Poitiers, Reims, Rennes-II, Strasbourg-II, Toulouse-II, Paris-I, Paris-IV, Paris-X.*

● *Sont supprimés : Besançon.*

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Bordeaux-III, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Lille-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-II, Nancy-II, Nantes, Poitiers, Reims, Rennes-II, Strasbourg-II, Toulouse-II, Paris-I, Paris-IV, Paris-X.*

● *Sont supprimés : Besançon.*

● *M. Louis Le Pen, député (P.S.) du Finistère, rapporteur du budget des universités, s'insurgeait dans une question écrite « de la brève diminution des habilitations », qui « menace dans leur existence même les petites universités de province » comme Brest.*

● *M. Paul Alday, député (démocrate socialiste) des Pyrénées-Orientales et maître de Perpignan, demande dans un télégramme adressé à M. Raymond Barre de « surveiller l'application du décret du 2 juillet sur la réforme du troisième cycle, qui a pour objet de discipliner les petites universités de province » comme Brest.*

● *RECTIFICATIF. — L'université René-Descartes (Paris-V) fait savoir que, contrairement à une information publiée dans le Monde du 30 juillet 1980, la licence et la maîtrise de sociologie, mention « anthropologie sociale et sociologie comparée » continueront à y être préparées et délivrées à partir de la rentrée 1980.*

Le même numéro du Monde contenant plusieurs lacunes pour ce qui concerne les D.E.A. (diplômes d'études approfondies) et les doctorats de troisième cycle de sciences humaines de l'université, les étudiants sont invités à se renseigner auprès du Service de la scolarité ou de la cellule d'information et d'orientation de l'université.

tarov
Afghanistan
politique

un village anglo-saxons
morts

éthiopie
IS-AREBA
STON DE NE PAS
MPLI (CIP) NO
MYS COMPTES

Une revue « anti-impérialiste »

La revue Afrique-Asie, qui a été créée à Paris en 1969, n'a pris son titre définitif qu'en 1972 (1). Ce bimensuel consacré aux problèmes politiques et culturels du tiers-monde d'intérêt surtout à l'évolution des pays classés dans le camp « progressiste ». La revue milite contre « l'impérialisme » des pays occidentaux ainsi que pour « la défense des peuples colonisés ». Elle a soutenu plusieurs mouvements indépendantistes en Afrique noire et au Proche-Orient. Son succès s'est rapidement confirmé auprès de ces Etats d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du monde arabe avec une diffusion de 100 à 120 000 exemplaires dans soixante-quatre pays. Ses ventes sont assurées pour 40 % en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, pour 40 % en Afrique noire et 20 % en Europe.

La revue, souvent proche des thèses soviétiques, se heurte à des difficultés de diffusion. Elle est ainsi interdite de manière permanente par les autorités gouvernementales du Gabon, du Zaïre, du Maroc (depuis la création du Front Polisario), de la Tunisie et du Sénégal depuis un mois.

M. Malley a complété son action en créant, en 1974, un mensuel : l'Economiste du tiers-monde, — qui s'attache exclusivement aux problèmes économiques et qui est surtout consacré à la dénonciation du néo-colonialisme. Ce mensuel, diffusé à 70 000 exemplaires, n'est pour sa part, interdit qu'au Zaïre.

L'équipe rédactionnelle que dirige M. Malley se compose de trente personnes et possède des bureaux de presse au Mozambique, au Rwanda, en Algérie, au Cameroun, à Madagascar et en Syrie.

(1) Un conflit d'ordre politique et des difficultés de gestion avaient abouti, en 1972, au départ du cofondateur M. Ahmed Baba Miské, ancien ambassadeur de Mauritanie aux Nations unies, et à la création d'un nouveau bureau politique du Front Polisario (le Monde du 13 mars 1972).

LOT

VACANCES

VACANCES

Les bulletins d'abonnements SIMPLE ou MULTIPLE vous permettent de participer à 5 tirages consécutifs

"Les camping-cars des nouveaux nomades"

Chêne

OSCOU

Le Monde

RÉSULTATS

Table with 2 columns: Event/Category and Results/Details.

dis

Text block under 'dis' header.

Text block at bottom left.

Le Monde

culture

FESTIVALS

A Aix-en-Provence

«Performances» de danseurs

Plusieurs soirées abstraites ont été consacrées à des «performances» de danseurs. L'idée de base de ces programmes était de grouper, dans des ensembles cohérents, des chorégraphes français ou américains représentatifs de différentes tendances de la danse moderne actuelle.

Le premier spectacle, celui des filles, fut le plus brillant et le plus varié dans son inspiration : un travail en profondeur de Christine Gérard, dans un style sculptural un peu lourd rappelant Maillol, une gamineuse peu abrutie de Cécile Lavelle, une performance-gag bien lachée de Lila Gracie avec des ballons... Il n'y a rien là de bouleversant. Caroline Marcadé s'est réservée une arrivée théâtrale par les jardins. Avec son costume trop large d'animal d'opérette, elle a encore amélioré son personnage d'Ariel sautillant et malicieuse, soudain pénétré par on ne sait quel mauvais sort. Mais c'est Caroline Duden qui a constitué le temps fort en se laissant emporter, rouler, telle une Ophélie somnambulique, dans une vogue de mouvements ou tourbillon perfide et brutal.

Pour la soirée des garçons, la danse fut, dans l'ensemble, d'une belle qualité, mais d'une invention chorégraphique pauvre et épuisée. Un travail récent d'Alexandre Witzmann surgritait «L'âge du bois». François Verret nous a livré une crise de folie à l'état brut, heureusement tempérée par l'intervention du chanteur Ghedalia Tazardes, qui éclairait les motivations profondes. Jean Pomares, lui, s'est perdu avec la complicité de son musicien Jean-Yves Bessier dans des exercices fastidieux qui tiennent plus des gammes que d'un essai de composition. Jean-Claude Gato, plus imaginatif, s'est livré, dans un territoire délimité par deux chaussures, à un modèle volubile de l'espace. Michel Hallet, possédant une présence scénique. Sa création pourrait s'intituler : «Le tombeau de Petipa» ; c'est-à-dire de variations riches et d'attitudes du répertoire. Domage qu'une certaine complaisance affichée par le danseur empêche le contact avec le public.

Les Américains n'ont pas fini de nous étonner. Chaque groupe nous apporte quelque chose de nouveau. Le programme présenté à Aix était un peu confiné pour la scène en plein air du parc Jourdan, mais quel bonheur d'inventer chez Susan Restorff et Wendy Perron — la blonde et la brune — vives et dynamiques dans des exercices qui rappellent assez Thérèse Brown !

David Gordon et Valda Setterfield, formés chez Cunningham, sont de remarquables professionnels. Ils se rattachent au théâtre de l'obscurité. Leur duo, où chacun d'eux parvient à prolonger le mouvement de l'autre et à en garder en quelque sorte l'empreinte, est très émouvant.

Simone Forti, jusqu'ici inconnue en France, est une des personnalités les plus attachantes de la «modern dance». C'est une solitaire. Petite et menue avec ses cheveux gris bouclés, elle pénètre sur scène avec des yeux aveugles d'oiseau rocailleux et commences une étrange danse animalière, guidée par les bruits d'appareil du saxophoniste Peter Van Ripper. Sa manière de capter le geste à son origine ne ressemble à rien de déjà vu. Avec elle, tout un monde secret, magique, s'enroule, mais il faut beaucoup de concentration pour les spectateurs pour y pénétrer. Pour ces privilégiés, c'est la grâce d'un moment intense et rare.

MARCELLE MICHEL

Le comédien Marc Cassot vient d'être élu, pour trois ans président du bureau de la Mairie nationale des artistes dramatiques et lyriques.

Le Carnaval Jazz Quartet joue tous les soirs, à 22 h. 30 (sauf dimanche) au Conservatoire (33, rue des Archives, Paris-3^e), avec Marc Thomas (sax), Dominique Crayé (guitare), Yves Tordjman (contrebasse) et Georges Patinsky (batterie). Jusqu'en 8 août.

Le premier concours international de musique de Japon consacré au piano aura lieu du 29 au 31 novembre à Tokyo (Fédération japonaise des musiciens, 5-3-20-118 Toranomon Minato-ku, Tokyo).

A AVIGNON

PORTRAIT D'UN COUPLE FIDÈLE

Tous les festivals de la première heure ne sont pas des nostalgiques. La fidélité aux éblouissements du passé ne tue pas obligatoirement l'intérêt pour aujourd'hui. J'ai rencontré un couple d'enseignants, des passionnés de théâtre, qui ont très bien supporté les successives évolutions de festival. Elle, elle y est venue pour la première fois en 1958, lui un peu plus tard, mais c'était encore le temps où le T.N.P. de Jean Vilar présentait un seul spectacle. Ils se souviennent de leur fervor, de Béatrice à la Cour d'honneur, de la Messe pour le temps présent, qui, disent-ils, s'intégrait à parfaitement à l'espace.

Jusqu'en 1972, ils sont venus chaque année. Pour des raisons pratiques, parce que de Lyon ils sont montés à Paris, ils ont ensuite lâché le festival. Après huit ans, ils le retrouvent, ils disent que l'ambiance n'a pas changé et le public non plus. Ils rencontrent toujours autant de collègues enseignants. «Ce sont les culturels qui viennent à Avignon, disent-ils : la ville, elle, a changé, et aussi la place de l'histoire, avec tous ces jeunes qui traînent là sans jamais aller au théâtre. Nous avons déjà vu ça en 1958 ; seulement, ils ne font rien...»

La multiplication de l'off et des parades les étonne et les amuse un peu, sans plus. Pendant huit ans, ils ont lâché le festival mais pas le théâtre. A Paris, ils y vont régulièrement. «Nous ne prenons pas d'abonnement ; nous avons trop souvent été déçus. Quand on n'a pas beaucoup de

temps, on n'a pas le temps pour rien, on choit... Elle, lit les critiques, lui, non, ça l'agace. Ils se fient aux noms des auteurs et des metteurs en scène. Pour avoir le loisir de prendre des risques, ils ont donc décidé de passer une semaine à Avignon. Ensuite, seulement, ils ont étudié le programme et établi leur «planning» en fonction des dates et de leurs goûts. Le Conte d'hiver, parce qu'ils aiment Laval, Jennifer Muller parce qu'ils ont envie de connaître la danse américaine, mais ils ne seraient pas allés par principe à la Cour d'honneur.

A mi-parcours de leur semaine, ils se déclarent enthousiasmés par Attitudes à l'Oratoire : «Nous y avons trouvé la haute qualité professionnelle, la recherche, une très belle utilisation de l'espace. Dans l'ensemble, ils sont un peu déçapés et s'en excusent presque. «On est plus critique à quarante ans qu'à vingt ou trente...» Ils reprochent aux spectacles d'être mal adaptés aux lieux où ils se jouent, pas assez rigoureux, pas assez raïs. Ils veulent du travail bien fait et ils sont venus pour l'événement, le risque, la découverte, pour entretenir leur passion. Le désappointement ne les décourage pas.

Ils appartiennent à une minorité qui n'est pas négligeable, même si elle ne permet pas de rentabiliser le festival. Ils sont formidablement représentatifs de ces spectateurs qui, au même titre que les spectacles, ont fait et font le festival.

COLETTE GODARD.

M. JACK LANG (P.S.) CRITIQUE LA «GISCARDISATION» DE LA CULTURE

Après M. Guy Hermier, membre du bureau politique du P.C. (le Monde du 24 juillet), M. Jack Lang, député national du P.S. à la culture, a réuni mardi 29 juillet à Avignon, il a dénoncé la fois «giscardisation» de la culture et le retour du P.C. «ennemi de la création» et à une «rhétorique du mensonge».

Il a précisé que le parti socialiste se propose, en matière culturelle, de «réensemencer le pays, d'arracher l'ensemble des régions et d'être représentés...» Le député national du P.S. a annoncé notamment l'organisation des 12, 13 et 14 septembre, de «Dialogues méditerranéens» à Saint-Maximin et à Marseille ; en octobre, à Paris, d'une manifestation intitulée «Doux Revers pour la culture en France» ; en novembre, d'un colloque à Rennes entre les écrivains et les créateurs ; et, en février 1981, à Grenoble, d'un colloque sur l'enseignement musical.

THÉÂTRE

La «Matiouette», à la Cour des Miracles

Deux frères sont nés dans un village pas loin de Tarbes. Leur père tient le «salon» de coiffure de l'endroit.

Un des fils reprend l'hopital de son père. L'autre s'en va à Paris. Il veut devenir acteur. Dix ans plus tard, l'acteur revient au village, pour embrasser son frère. La pièce, la Matiouette, écrite par Jacques Nolot, Laurent Perroud et Philippe du Janerand, sur une idée de Jacques Nolot, est la rencontre des deux frères.

Le coiffeur, beau garçon, un peu malade, est dans la mouise. Le métier ne marche plus, les jeunes vont se faire coiffer à Tarbes.

Pour l'acteur, les choses semblent aller mieux. Il paraît scrupuleux, réfléchi. Il est navré par les sottises que dit son frère.

La rencontre tourne court et mal. Le coiffeur, n'a pas de leçon à recevoir de ce frère en qui il n'a d'ailleurs pas confiance ; on ne l'a jamais vu à la télé, donc il n'est sûrement pas acteur, c'est un mensonge, et puis certains souvenirs d'enfance et certains signes, là, à présent, font pointer au coiffeur que son frère est homosexuel, or les pédés, c'est comme les bonnes femmes, les acteurs, les bécots, il déteste.

Cette pièce sonne vrai ; elle est sûrement un témoignage. Jacques Nolot, l'auteur «principal» de la Matiouette, interprète avec virtuosité le coiffeur fatigué, mais tout indique que, si une situation le a été à l'origine de la pièce, a existé réellement deux frères. Jacques Nolot était l'acteur, dont il a confié le rôle à Laurent Perroud, qui donne une composition singulière, délicate, brève, étonnante, chaude et triviale.

Le «monde» de cette pièce relie l'attention. La dislocation de la famille ne choque pas ; les auteurs, il est vrai, observent remarquablement l'alliance de haine et d'attachement des deux frères. L'homosexualité probable de l'acteur ne choque pas non plus, et l'on dirait même que cette homosexualité est l'une des choses qui ont conduit le jeune frère à se faire du monde une idée plus calme, plus claire, plus intelligente, plus fraternelle que son aîné.

CINÉMA

Hollywood en sommeil

La grève des artistes-interprètes aux États-Unis

Derrière les collines d'Hollywood, prostrée dans la canicule brume de cette fin de juillet les studios de Burbank, où sont installées les compagnies de production Columbia et Warner Bros, sommeillent. À peine croise-t-on un gardien à l'entrée. Il a laissé haut perché la barre qui, de coutume, tombe seconde après seconde derrière les automobiles des «stars». Les «stars» et les «graines de stars», les metteurs en scène, les producteurs, les réalisateurs et les autres ne viennent pas au studio et après-midi. Les acteurs n'y sont pas venus depuis le lundi 21 juillet quand, à 1 h. 01 du matin, leurs syndicats, la Screen Actors Guild et l'American Federation of Television and Radio Artists, ont donné le signal d'une grève illimitée à plus de soixante mille acteurs à travers les États-Unis (le Monde du 23 juillet).

Depuis plus d'une semaine le matin, les stars se retournent dans leur lit, ouvrent un œil, puis se rendorment. Avec des producteurs, mais sans acteurs, il n'y a pas moyen de faire un film. Mais il suffit que les stars restent au lit pour que le grève de la sorte soit efficace et que tous les studios de la «ville-cinéma» s'endorment à leur tour.

Pour mieux profiter de la vidéo à domicile

Si la grève dure, comme tout le monde croit, cinquante mille employés de l'industrie cinématographique pourraient être licenciés, le temps qu'acteurs et producteurs trouvent un terrain d'entente. Les producteurs, par la voix de leur négociateur, M. Billy Hunt, président du Motion Picture and Broadcast Industries Negotiators Committee, ont déclaré, après une semaine de grève, une perte de revenus de 40 millions de dollars. Le moment est critique, en particulier pour la production télévisée ; on devait commencer cette semaine à filmer les feuilletons fort attendus des soirées d'automne.

Tous les trois ans, les deux syndicats d'acteurs négocient un nouveau contrat de travail pour leurs membres. Après des discussions de producteurs. Cette année, le précédent contrat expirant le 1^{er} juillet, les syndicats réclamaient pour les acteurs une part équitable des revenus et des droits de redevance. Quant à la télévision payante, la vente de lettres films dans un secteur neuf mais florissant de l'industrie : la home video (vidéo à domicile), qui englobe la télévision par câble, la télévision payante, la télévision par satellite, les vidéo-cassettes et les vidéo-disques, qui devraient être sous peu lancés sur le marché.

Pour l'industrie de la télévision et du cinéma, c'est un secteur révolutionnaire. La télévision par câble a, aujourd'hui aux États-Unis, seize millions d'abonnés et a rapporté l'an dernier 1 milliard 500 millions de dollars de revenus. Quant à la télévision payante, diffusée également par câble, elle compte six millions d'abonnés. L'année dernière, les bénéfices se sont élevés à 612 millions de dollars. Trente mille titres de films sur vidéo-cassettes circulent actuellement sur le marché. On en attend quatre fois plus dans les deux années à venir.

Les acteurs n'ont, pour l'instant, aucun contrat leur garantissant une part équitable de profit dans ce domaine. Les syndicats réclament donc que les

Chroniques martiennes

de Michael Anderson

Que reste-t-il, dans ce film, de l'admirable livre de Ray Bradbury ? Pas grand-chose, rien, en tout cas, qui puisse nous faire comprendre à des spectateurs d'aujourd'hui l'originalité et l'importance de cette suite de chroniques imaginaires, allant de janvier 1960 à octobre 2026, qui firent découvrir l'écriture américaine, en France, au début des années 50, dans la collection «Présence du futur», des Éditions Denoël.

Bradbury renouvelait la science-fiction par la fable philosophique et poétique, en quelque sorte, la décadence de la civilisation américaine par les étapes successives de la colonisation de la planète Mars (sans guerre interplanétaire) dont les habitants mourraient de la violence apportée par les Terriens et dont la nouvelle société sombrerait, peu à peu, dans les fantasmes propres aux États-Unis, jusqu'à la destruction de notre planète par une guerre atomique...

On peut lire ou relire le livre, Denoël ayant réédité «Présence du futur» dans une nouvelle présentation. L'adaptation de Richard Matheson (autre auteur, plutôt spécialiste, lui, du fantastique, découvert à la même époque) en a retenu des fragments liés par le personnage de Rock Hudson, mais dont seul le dernier se rapproche de l'esprit de l'œuvre originale.

Le réalisateur Michael Anderson semble avoir voulu se situer à contre-courant de cette science-fiction spectaculaire façon Guerre des étoiles ou Alien aujourd'hui à la mode mais il a fait des Chroniques martiennes une sorte de bande dessinée vaguement moralisatrice, véhiculant un peu d'aventure, un peu de mysticisme, des considérations fumeuses sur le futur proche et la catastrophe atomique et, s'il n'y avait pas les étranges décors de Mars ressemblant à des «paysages» de Chirico et le beau travail de Tod Moore, directeur de la photographie, ce film paraîtrait bien médiocre. Faut-il rappeler que François Truffaut, avec Fahrenheit 451 (tourné en 1966), avait, lui, donné une vision exacte, fascinante, de l'univers et du style de Bradbury ?

JACQUES SICLIER.

★ Voir les activités.

SYLVIE CROSSMAN.

EXPOSITIONS

Chat-chat, chien-chien

Peut-être êtes-vous, les pauvres bêtes ! Faut-il que la Ligue française des droits de l'animal soit cruelle pour patronner une telle exposition sur les chats-chats et les chiens-chiens. Chat-chat, chien-chien : peut-on appeler autrement ces animaux, si tristement — mais drôlement — englués dans la peinture à l'huile, stupidités dans des passabes bronzes, ornements avec maledresses — mais tendresse, dans l'argile ? Le Louvre a fait un effort considérable en prêtant une demi-douzaine de moulesques en vente dans ses boutiques, qui complètent une autre demi-douzaine de chats égyptiens, les uns et les autres graves, tranquilles, assurément sceptiques sur les facilités des congénères qui leur entourent. On se lève, parce qu'ils sont marqués, les noms de Barys, de Stalines ou même de Toulouse-Lautrec, sans cesser ni trompette, en pensant secrètement que ce n'est pas là le meilleur de leur œuvre.

Il y a des chats chinois et il y a des chiens chinois, fins et frieux comme des chinchillas. Il n'y a que des chats et chiens gentils : taquins, mutins, souples, coquins, gambadant, sautillant, somnolant, songeurs, pensifs, éventuellement, comme

FREDERIC EDELMANN.

★ Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal. Jusqu'au 6 septembre.

UN CENTRE D'ART CONTEMPORAIN A CARPENTRAS

M. Jean-Philippe Lécat, ministre de la culture et de la communication, a annoncé le 29 juillet à Carpentras, où il se trouvait en compagnie de M. Maurice Charrier, ministre du commerce et de l'artisanat, le projet de création d'un centre d'art contemporain dans cette ville. Le centre, pour lequel des crédits seraient déboursés, dans le cadre de l'année du patrimoine, dès l'automne 1980, grâce à la collaboration des deux ministères, sera ouvert aux chercheurs et créateurs de toutes nationalités.

Doté d'un foyer recevant les travaux des artistes de l'art, il sera installé à l'hôtel Sigon — qui doit être classé monument historique — et sera animé par le poète René Char. Le ministre de la culture et de la communication a également annoncé une «action nationale en faveur de l'artisanat», qui sera concrétisée par une grande exposition au Musée des Arts décoratifs de Paris. Cette exposition doit, elle aussi, être réalisée avec la participation de René Char. M. Lécat a précisé qu'il «appuyait spécial» avait accordé au Festival de Carpentras en 1981, appui qui devrait être consacré à une création.

Le Festival interdisciplinaire de Lorient a lieu du 1^{er} au 10 août (et non à partir du 9 août comme indiqué par erreur dans le Monde daté 27-28 juillet). Cent cinquante manifestations sont prévues, notamment des créations musicales et théâtrales.

Par Claude Fohlen

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

«BIO» A TOUTES LES SAUCES

L'agriculture biologique est à la mode. Les consommateurs se ruent sur les marchés. Attention aux fraudeurs !

Enquête de Pierre Audibert

L'ÉTONNANTE ÉPOPEE DES MORMONS

Apparus au dix-neuvième siècle parmi les pionniers de l'Ouest, les mormons sont une des plus puissantes communautés des États-Unis.

Par Claude Fohlen



Monde DES LIVRES

Le fabuleux voyage de Lacarrière

● Sous une écorce de platane...

JEAN de La Fontaine n'allait aux champs que pour frapper des maximes. Sa morale de notaire était toute poétique et ses fables, où l'homme et l'animal se mêlent, perdent à tout coup devant d'irrésistibles tourterelles ou de fourmis homéopiques. L'éloge du travail, de la mesure et de la raison, tel qu'il se dégage de cette œuvre que des millions d'écoliers ont récitée en bavant aux cornues, nous a donné plus de Raymond Barre que de Saint-John Perse !

Mais les temps changent. On ne trouve rien de ce moralisme de Français moyen dans le beau livre du plus récent de nos écrivains animaliers, Jacques Lacarrière, lequel nous donne une espèce de chef-d'œuvre avec le Pays sous l'écorce. « C'est dit-il, écrit-il, je le passe sous une écorce de platane. Je le suis aujourd'hui : je commence par le plus difficile, par l'ombre et les insectes. Mais lorsqu'on veut changer de vie, mettre à son monde, tergiverser ne sert à rien. Religions, philosophies, mores, pensées, idéologies, ne proposent à mes désirs que de timides voyages dans les banlieues de l'être. Je veux autre chose... »

Et c'est ainsi que Lacarrière part pour le plus fabuleux des voyages. Il ne se contente pas de troquer le derme humain pour une écorce végétale, il s'engage encore dans les abysses et les Sargasses, sans de l'immense pléiade dans des plaines d'herbes et d'arbres.

Adieu les hommes balourds, pleins de chair et de morgue ! Et notre vogueur de fréquenter les espèces sans parti pris, et parfois même les bêtes réputées peu sympathiques telles que le loup, le hibou, le pouce, le boa, l'araignée.

Que de surprises ! Voyeur stupide, Lacarrière observe les parades et les amours dans les vents, les herbes, les océans. Il s'émouille des différences des espèces entre elles, et de celles qui les séparent de la race humaine — l'orgueilleuse, la dominatrice.

« Je sais ce qu'est le vent »

La flore, elle aussi, entre royale dans son opéra : la rhubarbe, l'artichaut et l'indigo. Il nous présente par là les étonnantes beautés des bêtes et de l'environnement. On admirera, au passage, la façon dont il parle du vent où se meuvent les grâces : « Maintenant, je sais ce qu'est le vent. Non ce souffle inconstant qui sur terre fait bouger les arbres et tourbillonner la poussière, mais une force libre, un esprit orienté dans l'infini du ciel. Il a des courants, des humeurs, des méandres, des zones qu'il évite, des turbulences qu'il affectionne. Il connaît les pressions et dépressions de l'air, les échos de l'orage, les réactions instables de l'eau et des nuages. Voilà qui ressemble plus à Conrad qu'à Lewis Carroll. On le voit : Jacques Lacarrière est

un maître écrivain. Une écriture de bout en bout précise et luxueuse, avec ses carapaces de dictionnaires et ses pannes érudites et parnassiennes, constitue la première qualité de ce reportage étrange et poétique au vaste pays des tiges et des fibres, des écorces et des algues.

Un autre exemple de cet art, l'entrée en lice de la Reine des Termes : « Stapeur. Horreur. Hétéro. Terreur. Elle est là, à bonne distance, car il n'est impossible de l'approcher. Une rangée de soldats La gendarme et La protège. Elle est là, la Reine des Termes. (...) Un abdomen. Enorme. Géant. Hypertrophie. Enflé de sperme. Gonflé de germes. Boudin blanchâtre et impotent. Outre difforme. Ombre informe. Pense obèse. Alambic alambiqué distillé goutte à goutte ses œufs. Matrice sans repos. Montagne parturiente. Continent en gestation. Etendue, distendue. La voici. Celle pour qui je suis venu... »

En est-il troublé, qu'il est un livre qu'il faut mettre dans ses bagages, c'est bien le Pays sous



★ Dessin de JULIEN.

Écorce. Jacques Lacarrière ne se contente pas de décrire l'âme et l'être d'été ou d'automne. Il lui arrive encore de faire du structuralisme à partir du langage des animaux, celui du grillon, par exemple, à très petite dose, voilà qui est bien venu. Il n'est pas interdit aux poètes d'être aussi des hommes intelligents.

XAVIER GRALL.

★ LE PAYS SOUS L'ÉCORCE, par Jacques Lacarrière, éd. du Seuil, 128 p. Environ 22 F.

DÉFENSE

LES GÉNÉRAUX LAFONTAINE ET DUBOIS REÇOIVENT LEUR QUATRIÈME

Mères et filles

● Comment déjouer les pièges de l'inconscient maternel ?

À la lecture des Enfants de Joaze — essai d'une psychanalyse, Christiane Olivier — m'a rappelé le mot si juste du philosophe Emmanuel : « Chaque femme est une sauteuse en elle qui a la voix de sa mère. »

La mère est, en effet, la première initiatrice — en matière de plaisir et d'érotisme — de l'enfant. Mais la manière dont elle s'occupe de son fils ou de sa fille engendre une dissymétrie fondamentale : dans le premier cas, une relation de désir va s'instaurer, relation qui se heurte au tabou de l'inceste, alors que dans le second cas les rapports seront généralement désexualisés. « Si le garçon, écrit Christiane Olivier, débute par la fusion-complémentarité, la fille, elle, inaugure sa vie par le clivage corps-esprit : elle est aimée comme enfant, mais non désirée comme corps de fille. »

Le comportement de la mère, pour ne pas parler de ses fantasmes, varie selon le sexe de l'enfant, comme de nombreuses études expérimentales l'ont établi. Ainsi, pour nous limiter à deux exemples significatifs, on supprime le biberon aux petites filles le deuxième mois en moyenne, le troisième mois aux garçons. Quant à la tétée, elle est plus longue pour ces derniers : quarante-cinq minutes à deux mois, contre vingt-cinq pour leurs sœurs (1).

On ne s'étonnera pas outre mesure d'apprendre que les troubles de la nutrition sont beaucoup plus fréquents chez les petites filles et que les psychopathologies retournent, à l'adolescence, les traces de cette oralité mal traversée au départ, sous forme d'autoagression, de boulimie ou de vomissements. La déesse « oral », en revanche, n'est qu'exceptionnellement l'affaire des hommes, car, note Christiane Olivier, « ils ont reçu un biberon parfait ou le tétin serait de parfum au lait nourricier. »

ROLAND JACCARD.

(1) Le développement psychologique de la première enfance, Brunet et Lézieux, PUF, 1968.

FAUST AU FÉMININ

● Un mythe européen inversé et transposé dans les Balkans.

SELON Miroslav Eliade, la renaissance de la littérature européenne devrait commencer avec la redécouverte des mythes d'Est et d'ailleurs. Occultés par la grisaille quotidienne, marginalisés par les convulsions de l'histoire, ces mythes, chargés de sacré, expriment dans leur variété les interrogations de l'humanité confrontée au mystère de son origine, au secret de sa destinée. Voilà, dans ce sens, le texte étonnant d'un écrivain dont le talent égale l'ambition.

Vouk Voutcho, né à Belgrade en 1937, est connu en France, où il vit, par un premier roman inspiré du folklore des Balkans (1). Sous forme d'hallucination « contrôlée », dans un langage troublant qui rappelle Rabula, très bien rendu en français par Alain Rustenholz et l'auteur, il tente aujourd'hui de grouper les mythes de Faust,

(1) Les voleurs de feu, Seuil, 1970.

d'Orphée, de Narcisse, dans une vaste trilogie. En dépit d'un début peut-être un peu long, la lecture du premier volet du triptyque terminée, on éprouve la fulgurance d'une révélation.

Les métamorphoses du Diable

L'histoire de la Femme Faust commence en 1946. Avec la fin de la guerre et le marxisme triomphant, les Yougoslaves ont de solides raisons de croire que Dieu est bien mort. Faustine, une fille de huit ans, rencontre pourtant le Diable dans un site hors du temps, préservé à Stevi-Stefan sur la mer Adriatique. Ses métamorphoses multiples, chien noir, corail ou banal jardinier, ont raison de la méfiance de l'enfant. Dans les robes d'une colline paradisiaque, hantée par l'ombre de l'ancienne reine du pays, Maria, héritière des Hohenzollern de Roumanie, Faustine cède son

âme au malin contre les joies, les souffrances de la création.

Dans la lumière crépusculaire d'un monde qui se décompose, dans l'inconfort et les grincements d'un ordre social différent qui se construit, la vie de Faustine, empreinte de magie, se déroule comme un rêve dans les larmes, l'extase et la malice. Fascinée par le théâtre et par la poésie, entourée par la bohème de Belgrade, elle prend langue avec des fantômes familiers. Chevauchant un nuage, derrière le hublot d'un avion, Saint-Exupéry converse avec l'évêque décevant du Monténégro ; les vents et les cultures de la musique échouée de Carl Maria von Weber, ressuscité lui aussi, accompagnent les nuits de Faustine, peuplées de vampires et de sirènes. Elle perd ses amis, ses parents. Elle perd son beau fiancé, Voukan, version masculine d'Hélène. L'amour impossible, vaincu et ravi par la mort, « Contre nature », elle épouse le camarade pédéraste de Voukan, de fait Marguerite (l'innocente Marguerite de Goethe), laquelle accouche, perd son enfant qui est, bien sûr, le rejeton du diable. Nous sommes loin des « nouveaux romans » de Paris dans ce film noir qui pourrait signer Polanski.

En 1970, vingt-quatre ans après que Faustine ait vendu son âme à Satan, elle devient la plus grande comédienne de son temps. Au sommet de sa gloire, aveugle comme Sarah Bernhardt, et droguée, elle assiste à la projection de son film le plus important, Le Chien noir, sur le lieu même où le contrat sacrilège a été négocié. A la fin de la projection, les spectateurs envoûtés, et nous avec eux, éprouvent l'impression de sortir d'un cauchemar qui « brise l'âme et le corps du dormeur épuisé » mais qui apporte néanmoins la certitude que « l'obligation de vivre représente une offrande fabuleuse, que le bien le plus précieux de la vie est le droit à y renoncer ». C'est alors que Faustine, conduite par son chien, se précipite dans la mer du haut d'un rocher car l'échéance était arrivée.

EDGAR REICHMANN.

(Lire la suite page 14.)

HENRY MILLER

aux Editions Buchet/Chastel

la crucifixion en rose : Sexus, Plexus, Nexus.

Big Sur
Le sourire au pied de l'échelle
Le Monde du sexe
Aller retour New York
Un Diable au paradis
J'ai pas plus con qu'un autre
Correspondance privée avec Lawrence Durrell
Correspondance privée avec Wallace Fowle

Jay Martin : la vie de Henry Miller
Henry Miller par Norman Mailer

« Les Batailles nocturnes », de Carlo Ginzburg

Survivances païennes

PROFESSEUR à l'université de Bologne, Carlo Ginzburg est-il, de nos jours, l'historien d'Italie le plus profond, voire le plus influent à l'échelle internationale ? Il demeure le grand spécialiste des dossiers de l'inquisition, qui fut si active en Frioul au seizième siècle. Il a donné deux ouvrages, les Batailles nocturnes et le Fromage et les Vers : ces livres restituent l'univers mental et la culture spécifique des paysans d'autrefois. Les voilà piégés par le chercheur grâce au témoignage qu'ils rendaient, bon gré mal gré, devant les tribunaux de l'Église.

Levons tout de suite une équivoque : l'inquisition (frioulane) des années 1570 n'est pas le monstre torturant et brûlant qu'évoquent certaines monstruosités inquisitionnaires ; elles qui avaient accablé, vers 1500, l'infortuné judaïsme d'Espagne. Les flammes des bûchers antisémites avaient sinistrement illuminé les rues de Madrid et les places de Barcelone. Mais en Frioul, cent ans plus tard, on se borne à exposer, pour quelques mois, le paysan coupable, né de souche chrétienne ; on le chasse momentanément hors de son village ; ou bien on l'emprisonne pendant plusieurs semaines ; il en est quitte, autre solution, pour des coups de fouet, humiliants mais non mortels. C'est encore excessif ; mais la permissivité italienne, de ce point de vue, est moins néfaste que ne le fut l'intolérance espagnole.

ES Batailles nocturnes sont traduites de l'italien, pour le public français, grâce aux efforts d'un petit éditeur courageux qui réside dans la bourgade de Lagrasse (Aude). Au fil de son livre, Ginzburg fait revivre l'étrange secte agraire des « Benandanti » ; ces gentils sorciers frioulans sont contemporains des guerres de Religion. Armés chacun d'une tige de fenouil, ils se rendent en rêve, ou pendant un délire semi-onirique, jusqu'à la vallée des magiciens : là, fenouil en main, ils livrent bataille aux mauvais sorciers, qui brandissent des tiges de sorgho pour se défendre. Ces combats bizarres restent longtemps indécus. Si les bons magiciens ont le dessus, les récoltes de blé ou de vin seront superbes au cours de l'année qui va venir. En revanche, si les méchants sorciers l'emportent, la famine se fera sentir.

Par de multiples traits, la bonne magie des Benandanti est proche du chamanisme classique, tel que le décrivent les ethnologues. Pour se rendre aux emplacements mythiques de la bagarre qui les oppose aux multiples porteurs de sorgho, les Benandanti quittent en esprit, et pour un long voyage, leur propre corps ; celui-ci reste paralysé sur quelque couche ; il est victime de ce qu'on appelle jadis une crise cataplectique ou léthargique. Le corps du Benandanti, devenu inconscient, ne se réveille qu'au retour de l'esprit de son propriétaire, une fois gagnée ou perdue la bataille magique des fenouils contre les sorghos.

par Emmanuel Le Roy Ladurie

DEPUIS des décennies, nos contemporains, qui sont « historiens des mentalités », cherchent à traquer les fameuses « survivances païennes » : dans la conscience des paysans de jadis, elles coexistaient avec le christianisme officiel, qui, lui-même, était inculqué d'en haut par la hiérarchie ecclésiastique et par les curés. Ginzburg a enfin détecté, lui, ces mystérieuses survivances du paganisme.

L'historien italien, fort d'une extraordinaire érudition, rattache ces données païennes aux lambeaux pétrifiés d'une « religion paysanne » à la fois vaste et diffuse. On en retrouve les traces depuis la Lituanie jusqu'à la Lombardie, en passant par la Suède, l'Allemagne et la Suisse.

S'agit-il vraiment d'un vieux fond de mythologie germanique, balte et slave qui s'est glissé comme un coin sous la strate de la chrétienté, au sud des Alpes ? En pays luthérien, vers la même époque, les bons et gentils sorciers déguisés en loupe-garous s'arment de cravaches en fer ; ils se rendent (fantasmagiquement) jusqu'en enfer, si besoin est ; ils y donnent pour tâche de combattre les sorciers maléfiques (l'interdum) qui sont armés de manches à balai. Les magiciens bienfaisants parviennent ainsi, sous forme de loupe-garous, à sauver les moissons de leur territoire villageois, menacé par les forces du mal. Ce n'est plus fenouil contre sorgho, mais tiges de fer contre manches de bois.

Un peu plus est : la croyance aux « batailles nocturnes » menées entre sorciers antagonistes, ceux du bien et ceux du mal, qui s'entrevoient ou dévorent les récoltes, se rattache à un ancien culte des morts ; il n'a pas grand-chose à voir, lui non plus, avec le christianisme officiel. Selon les archives qu'a consultées Ginzburg, les Benandanti ont la particularité d'être nés coiffés (à porte bonheur, c'est une promesse de fécondité). Ils parient aux morts ; ils aperçoivent les processions des défunts, ils les combattent ; ils affrontent même la fameuse chasse sauvage, monstrueuse cavalcade, menée par les démons ; ils voient défiler dans cette « chasse » les fantômes ou revenants des prostituées, des alchimistes, et aussi ceux des enfants qui moururent avant le baptême.

Confrontés à cette procession, les Benandanti n'attaquent plus seulement les magiciens du mal ; ils combattent (ce qui revient au même) contre les morts ; ou, du moins, les récoltes, par la violence ou par toute autre méthode, d'apaiser les revenants. Le but reste toujours de garantir une certaine fertilité pour les récoltes de blé ou de vin : à cet effet, les Benandanti s'adonnent ou répriment les puissances macabres et maléfiques qui opèrent depuis l'au-delà et qui pourraient détruire les plantes cultivées. Vers 1580 encore, certaines déesses du Peuple, héritières d'une antiquité non chrétienne, sont connues par les petites gens sous divers noms : Diane, Vénus, ou simplement Frau Perotta ou Dame Abonde. Elles président aux confrontations sacrées, au cours desquelles l'âme des Benandanti se mesure aux forces du mal ou de la prière.


L'Église frioulane des années 1580-1650 est prise de court par ces phénomènes ; elle ne comprend pas grand-chose aux croyances bizarres qui n'ont rien de commun avec le savoir écrit ni avec le dogme catholique. Elles sont les restes décapités d'une vaste culture orale, païenne et populaire, répandue aux quatre coins de l'Europe et aux quatre temps de l'année. L'inquisiteur se montre indulgent, du reste, à l'égard des Benandanti. Il ne les brûle, ni ne les torture, ni les pend. Fort de ses propres systèmes, il essaye pourtant de leur faire avouer que les « batailles nocturnes » à coup de fenouil contre les méchants magiciens du sorgho sont simplement les rééditions frioulanes du classique sabbat, au cours duquel les sorciers étaient censés baisser le cul, noir ou vert, d'un diable-bouc.

Ce sabbat canonique était (pour une part) sorti tout armé du cerveau fécond des juges ecclésiastiques ; en Allemagne, en France, en Italie, ils l'avaient plaqué sur les dispositions des accusés de sorcellerie ; on imposait à ces malheureux les aveux les plus préfabriqués. Dans certains cas, peut-être exceptionnels, le sabbat se réalisait pour de bon parmi des paysans de chair et d'os. Il s'incarnait, dans cette hypothèse, en de modestes orgies rurales ; elles s'accompagnaient de quelques états sexuels pris en commun. Ce vieux sabbat de nos arrière-grands-pères n'avait rien à voir avec la religion païenne et bienfaisante des Benandanti.


Ginzburg n'a aucun mal sur ce point à opérer la démonstration et la séparation nécessaires. Découvreur d'une religiosité non chrétienne, liée à la fécondité agricole et aux croyances dangereuses en l'au-delà, l'historien bolonais prouve, dans ce livre magistral, que l'érudition la plus scrupuleuse devient quelquefois la forme accomplie du fantastique.

★ LES BATAILLES NOCTURNES, de Carlo Ginzburg, 288 p., éd. Verdier, 11200 Lagrasse.


tout l'été avec...



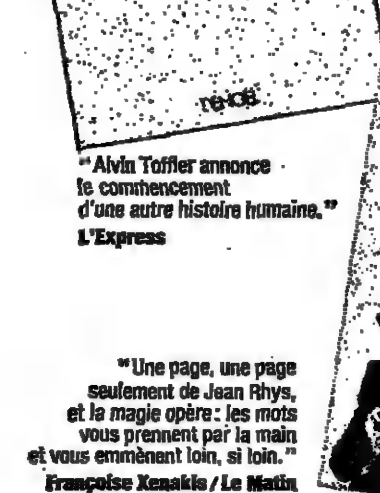
René Follet
La soupe
"Une grande bouffe chaleureuse, rigolarde et tendre."
Paul Baudouin / Le Quotidien de Paris
PRIX S.T.L. GRAND PUBLIC 1980




Barjavel
La charrette bleue
"L'histoire d'une vengeance implacable... aussi bien ficelée que du Dumas."
Lef



Alvin Toffler
La 3ème vague
"On est pris à la gorge... par un talent de conteur extraordinaire... par des personnages étonnants... A lire absolument."
Richard Garzard / Tribune du Dimanche



JEAN RAY
Les romans
"Une page, une page seulement de Jean Ray, et la magie opère: les mots vous prennent par la main et vous emmènent loin, si loin."
Françoise Xenakis / Le Matin



LOUP DURAND
J'ai
"C'est remonte du temps va au cœur, parce qu'elle sent bon le pain chaud, les herbes de la garrigue."
Gilles Gauthier / Arvise Le Monde

des romans, des documents, des essais...

dossier

Notre bibliothèque médiévale

● Les éditeurs nous donnent l'occasion de découvrir notre littérature la plus lointaine.

LES temps malheureux prennent fin où l'on devait s'enfermer dans les bibliothèques quand on voulait partir vers le continent médiéval, séjourner dans la forêt du conte, lire les troubadours, retrouver les bons rois et les fées. Les voilà à l'air libre, escortés d'un cortège d'ouvrages dont nous ne connaissons plus les exemples magiques. Même si Pierre de Beauvais et Guillaume le Clerc, dans leurs *Bestiaires*, ont tendance à nous faire la leçon, à nous rappeler que Dieu, véritable pélican, resuscita ses petits, que Notre Seigneur est une licorne céleste, qu'il faut être prudent comme la grue, ne pas s'attacher à l'ordure comme l'ibis, et surtout ne boucher les oreilles comme l'aspic afin de ne pas entendre l'enchantement, la plupart de ces ouvrages sont des livres enchantés, qu'ils nous mènent, tel le grand cerf blanc, aux aventures de l'amour ou de l'identité.

Trois foyers de rayonnement

Et voilà que tout cela nous revient en diverses formes, aussi oubliées, qui se remettent à chanter et à raconter : chansons de femmes, sur les lèvres des femmes au travail, ou chansons de tolles, chansons d'amis, de mal mariés, aubes, pastourelles, reuvelles, virelles et virelais, lais desoorts (où la discorde strophique redonne les désordres du cœur et du corps) et lais arthuriens, contes en vers et « contes à rire en vers », ou fabliaux, et contes en prose qui sont les débuts du roman. Et derrière ses formes romanes, voilà que surgit notre fameux Moyen Âge.

Pas dans son « histoire », et pourtant ! En fait, nous ne voulons pas de l'histoire, nous voulons le merveilleux, la magie, la féerie de l'imagination féodale, ainsi que la définit Jacques Le Goff. Jean d'Arras affirme n'avoir pour objet que de raconter « l'histoire de la fondation de la noble et puissante forteresse de Lusignan en Poitou, d'après la chronique précise et l'histoire authentique, sans y ajouter d'interférences ou de digressions ». Bref, moins dans son « histoire » qui se tient au fond, en maquette tenant lieu de décor, ou en miniature, que dans son imaginaire et surtout sa parole. A travers ce qui se passe en ville (les fabliaux) ou en campagne, dans les châteaux de Marie de Champagne ou d'Alain de Blois, là où content Chretien de Troyes et Jean Renart, où chantent Gace Brulé et le châtelain de Concy.

Honoré Champion, à tout seigneur tout honneur, s'est depuis sa fondation consacré à ces siècles. La captivante *Histoire du Moyen Âge* et son reflet dans le catalogue offrent non seulement les classiques français du Moyen Âge et les *Slaktine* reprints (précieux comme des manuscrits, très chers, hélas !), mais, depuis longtemps déjà, les

chefs-d'œuvre de cette littérature transcrits en français moderne.

Il me semble que c'est par là que les nouveaux lecteurs pourraient commencer, et par Chretien de Troyes. Parallèlement, la librairie Champion s'est tournée vers un éminent médiéviste, Paul Dufournet, pour créer une collection d'essais ayant pour but de « faire connaître les littératures, les mentalités et l'histoire du Moyen Âge ».

Puis c'est Paul Zumthor, auquel Christian Bourgois a demandé pour « 10/18 » de diriger une « bibliothèque médiévale », et Danielle Régnier-Bohier, pour « Stock Plus », qui a inauguré sa série avec le *Roman de Renart* et le *Perceval de Chrétien*. Grâce à ce mouvement éditorial, le vrai lecteur de tout âge peut embarquer vers ces siècles dont ne lui parvenaient que les échos par le cinéma, le théâtre et, récemment aussi, par le disque.

Cet empiètement éditorial a ses défauts. L'intérêt de ces volumes de poche est inégal. Une réalisation parfois hâtive, peu méditée, peut abîmer l'impact de textes ainsi présentés. Pourquoi, par exemple, reprendre le système universitaire des notes qu'on renvoie à la fin du volume, pour la seconde partie, non bilingue, des *Poèmes de la mort*, choisis et présentés par Jean-Marcel Paquette, au lieu d'utiliser, à l'anglaise, la marge, et comprendre aussitôt :

J'ai lu aussi en la divinité « théologie

ou ce monde est vain, décourant, terratique »

« passer Pourquoi ne pas donner intégralement le *Merlin* du pseudo-Robert de Boron (tel que l'a publié, en 1971, Klincksieck, dans la



Couverture du « Livre du cuer d'amours espris » (10/18).

traduction de Henri de Briel) ? Les extraits, en prose, ont-ils un sens ?

De même, le titre *Merlin le prophète* illustre une thèse, celle de Zumthor sur l'occurrence. De tout temps, ce Merlin a été connu comme « enchantement ». Si, dans ce fils d'une jeune fille vierge et d'un démon incubé, donc fils de Dieu et du Diable, se manifeste un don de voyance, de prophétie, qu'on laisse au lecteur le soin de le distinguer parmi tous les autres dans du prestigieux amant de Viviane, parmi lesquels celui de la plaisanterie !

Mais l'essentiel le plus farouche demeure celui de la « mise en français moderne ». Un exem-

ple : le volume intitulé *Le Cœur mangé*, où se trouvent, entre autres lais, celui d'Ignare le séducteur, châtré par deux maris qui firent manger à leurs femmes l'objet même de leur grand désir, et des extraits du roman du châtelain de Concy, parti croiser, qui recommande à son serviteur de rapporter à son amie, s'il meurt, son cœur embaumé et les tresses dont elle lui avait fait don. Or le message est intercepté par le mari vengeur. Ce dernier fait accommoder le cœur, en offre le plat à sa femme qui s'en délecte avant d'apprendre l'horrible vérité et de se laisser comme les deux dames d'Ignare mourir de faim !

Introduit de façon très intéressante par Claude Gaignebet, clos de même par un petit essai de Danielle Régnier-Bohier, l'Adulter, la Pée et le Lignage, ce volume pêche par une traduction fort médiocre. Rappelons que les lais étaient non seulement composés en vers, mais en musique... Les transposer comme seuls récits ne leur laisse qu'un contenu, où la « merveille » risque à nouveau d'encaisser le reproche d'être « enfantine » ou de n'intéresser, encore une fois, que les « psy » !

En revanche, la traduction des *Bestiaires* par Gabriel Bianciotto, est une réussite. On y découvre, notamment, le *Bestiaire d'amour* de Richard de Fournival. S'adressant à son « amie très chère », dans un adorable périple qui fait le tour de la création animale, par le corbeau, la taupe, les abeilles, le pélican (encore), il ne lui parle, en fait, que d'amour.

Craignant de ressembler au grillon « qui aime si fort son chant qu'il meurt en chantant », Fournival délaissa le chant pour

un écrit qui en sera le substitut. Sa voix, ayant trop crié d'amour son amie, lui a fait perdre sa compagnie, aussi se décide-t-il à plaider sa cause par un écrit possédant « la fois image et parole ». Il est bien évident qu'il contient une parole, étant donné que toute écriture est faite pour énoncer une parole, et afin qu'on la lise à haute voix ; et quand on lit cette écriture, elle revient à sa nature de parole.

Les « inventeurs » de l'amour

Nous les avons gardés pour la fin, célèbres — car ils auraient « inventé » l'amour — sans avoir été pratiquement jamais lus, par plus de quelques-uns : les troubadours. Saluons avec joie la passionnante anthologie de Pierre Bec (*Millange*) dans la collection « 10/18 » qui va être prolongée, chez Seghers, par celle de Jacques Roubaud. Vous y découvrirez l'Amor de Lonh : comment Jaurès Rudel aime de loin la comtesse de Tripoli et en fut récompensé à l'heure de la mort ; Bernard de Ventadour qui se sépara d'amour et le remia ; le violent Marcabru, fils de Marcabrun qui « jamais n'en aime aucune ni d'aucune ne fut aimé » ; et l'extraordinaire sens de la beauté formelle de la « fleur inerte », de Raimbaud d'Orange... Parmi les troubadours, Assiès de Roussegues ou la comtesse de Dia, brillent autant que par leur nature de femme !

En annexe, un remarquable petit dossier de transcriptions musicales, établi par Gérard Le Vot, permettra aux musiciens d'entendre la structure mélodique de quelques *cançons*. Un des plus grands moments de la poésie du monde, qui vous reconduira à la poésie contemporaine.

FLORENCE DELAY.

Lire le

« La Chanson de Roland »

● Une langue à l'état sauvage, presque natif.

LA littérature italienne débute par la *Divine Comédie*. La littérature française commence, elle aussi, par un incontestable chef-d'œuvre : c'est la *Chanson de Roland*. Mais elle commence deux siècles plus tôt. La langue est pour cela sauvage, à l'état presque natif, à peu près incompréhensible à qui n'est pas initié. Peu de gens lisent Dante. Personne ne lit la *Chanson de Roland*. Car ce texte extraordinaire, composé pour remuer des foules, capable d'en remuer encore par la superbe simplicité du décor, de l'action qui s'y déroule, des passions qui s'y affrontent, est inaccessible s'il n'est pas traduit.

Chacun sait que l'expression poétique est intraduisible. Peut-être est-elle encore moins hasardeuse de traduire un écrit tout à fait étranger que de transposer ce qui constitue l'état antérieur d'un même dialecte. Le souci, légitime, de sauvegarder autant qu'il est possible la patine incise à conserver des tournures, des mots.

Ces mots sont encore en usage. Mais ils ont généralement changé insidieusement de sens. On croit comprendre. On s'égare. Roland est preux. Que veut dire preux ? Olivier est sage. Que veut dire sage ? La réponse n'est pas si facile. Les plus savants des philologues peinent à découvrir ce qu'évoquaient ces termes dans l'esprit de ceux qui les entendirent prononcer il y a près d'un millénaire. Je dis bien : les entendirent. Le texte du *Roland* n'était pas fait pour être lu mais écouté. Donc, dit, interprété par des professionnels de l'expression verbale et corporelle. Les intonations, la mimique, les gestes, la mélodie et le soutien instrumental donnaient leur pleine signification à ces paroles. Si bien que la seule façon convenable de présenter au plus grand nombre cette pièce majeure de notre héritage culturel serait de mettre l'œuvre en scène, de la « monter ».

Un texte limpide

Il est déjà très remarquable qu'André Fermigier ait introduit dans sa collection « Folio » la traduction qu'en donne Pierre Jonin. Pierre Jonin n'hésite pas. Il sacrifie la littéralité. Il rabote vigoureusement les archaïsmes, éliminant tout l'obscur qui pourrait rebuter. Son texte ainsi coulé, limpide, entraînant. Exact aussi : rien n'est trahi du sens. Apparaissent toutes « les nuances qui ne montent pas jusqu'à la surface des mots, celles mêmes que le jongleur exprimait en vivant et en mimant l'épopée ».

Le lecteur est ainsi mis en état de partager les sentiments simples des hommes et des femmes pour qui, au douzième siècle, Turlois « déclina » cette histoire. Et s'il veut, lorsqu'il a bien compris, rejoindre la version originale, elle est là, sur l'autre page. C'est celle du manuscrit d'Oxford. Fidèle, trop fidèle : encombrée de graphies déconcertantes. Je me demande s'il n'est pas mieux vain abattre aussi cet obstacle et, par le seul rajustement de l'orthographe, restituer le texte à sa prononciation authentique, le rendre audible, de nouveau, à l'attention de nos contemporains. Permettre ainsi à l'amateur de savourer sans peine l'éclat sauvage du poème sur le balancement sourd de son rythme.

GEORGES DUBY.

* LA CHANSON DE ROLAND, traduction, préface, notes et commentaires par Pierre Jonin. Gallimard, « Folio », 436 pages. Environ 16 F.



Principales rééditions

● CHRETIEN DE TROYES : *Yvain ou le Chevalier au lion* ; *Lancelot ou le Chevalier de la charrette* ; *Perceval le Gallois ou le Conte du Graal* (Collection « Classiques français du Moyen Âge », Honoré Champion).

● MICHEL ZINK : les *Chansons de tolles*. — JEAN-CHARLES PAYEN : le *Prince d'Aquitaine*. Essai sur Guillaume IX, son œuvre et son érotisme, 216 p. (Collection « Essais », dirigée par Paul Dufournet, Honoré Champion).

● JEAN D'ARRAS : *Mélinée*, préface de J. Le Goff, traduction de Michèle Perrot ; *Bestiaires du Moyen Âge*, traduction de Gabriel Bianciotto, Pierre de Beauvais, Guillaume le Clerc, Richard de Fournival ; *Le Cœur mangé*, récits érotiques et courtois, préface de Claude Gaignebet, traduction de Danielle Régnier-Bohier ; *Merlin le prophète*, préface de Paul Zumthor, traduction d'E. Baumgartner.

● GREGOIRE DE TOURS : *Calamités et miracles*, traduction de Charyl Clerc, 184 p. (Stock plus, série Moyen

Âge, dirigée par D. Régnier-Bohier).

● JEAN-MARCEL PAQUETTE : *Poèmes de la mort* ; *Pierre Bec : Anthologie des troubadours* ; *Pierre Michault : Œuvres poétiques*. Présentation de Barbara Folliot, 188 p. ; René d'Anjou : *Le Livre du cuer d'amours espris*, présentation de Susan Wharton, 224 p. (10/18, Bibliothèque médiévale, dirigée par Paul Zumthor).

● HENRI DE BRIEL : *Le Roman de Merlin l'Enchanteur* (Klincksieck).

● La revue *Action poétique* a consacré aux « troubadours » son n° 75.

● MICHEL MANELL : *Troïen et Ysaïr*, 228 p. (Ed. Jean Picaud, Bibliothèque cellique, 48, rue de Laborde, 75008 Paris).

● A signaler également pour les spécialistes l'étude de Roger Dragonetti, médiéviste de Genève, vient de consacrer au prologue du roman de Chretien de Troyes, le *Conte du Graal*. Cette étude est intitulée : *la Vie de la lettre au Moyen Âge*, Le Seuil, 280 p.

...denoël

(Publié!)

LE KAMA-SUTRA

Kama-sutra : ce titre éveille immédiatement des associations érotiques. Même si on ne l'a jamais lu, on se rappelle qu'il s'agit du traité des multiples postures amoureuses répertoriées par la tradition indienne.

Cet ouvrage constitue un album des plus remarquables figures érotiques et amoureuses de l'art indien. A une réalisation soignée, il associe des textes — plutôt un aspect décoratif — enchâssés (et fort agréables) dans une grande (et grande) grande feuille.

Voici un Kama-sutra tel qu'il n'en a encore jamais été publié : un livre qui vous offre un guide de savoir-faire et de séduction, vient art de vivre à la féerique, morale et chant à l'existence.

EQ. SOLAR



POU
PO

**... pour tous les goûts,
pour tous les jours,
pour tout l'été.**

sciences humaines

Réflexions sur la sexualité

DEUX ouvrages récents s'attaquent à la théorie psychanalytique de la sexualité. Dans le *Choix du sexe*, Agnès Faure-Oppenheim expose les théories de Stoller — un autre analyste qui, à partir de l'étude des « transsexuels », avait cru pouvoir remettre en cause certaines hypothèses de Freud — et en présente une réfutation nuancée. Avec *Sexualité et Culture*, Franco Fornari, directeur de l'Institut de psychologie à l'université de Milan, prend lui aussi le risque de s'écarter de l'orthodoxie freudienne pour renouveler un sujet qui ne l'avait guère été, il faut bien le dire, depuis un demi-siècle.

Fornari, en effet, considère que les théories de Freud sur l'existence d'une sexualité spécifiquement féminine, ou sur la nécessaire complémentarité entre « pulsions » et « civilisation », sont totalement dépassées. Selon lui, Freud a péché par pessimisme hystérique, tandis que Reich et Marcuse, qu'il attaque également, se sont rendus coupables d'un optimisme naïf.

Il serait faux de croire que la culture brime les pulsions, et

qu'il faille détruire la société pour libérer le désir. Fornari tente, du moins, de montrer que le véritable conflit se situe non entre le désir et une réalité « répressive », mais entre deux ordres de pulsions : pulsions d'appropriation, prégnantes et possessives, d'une part ; pulsions d'échange, affectueuses et créatives, de l'autre.

Et ce sont évidemment ces dernières qui constituent, pour lui, l'entrée dans l'âge adulte. Fornari rejette donc l'idée, chère à Freud, d'un « stade génital » à l'époque infantile. L'édifice de la psychanalyse, tel qu'il le reconstruit à sa manière, en sort-il plus cohérent, plus convaincant ? Ce n'est pas certain ; mais le livre, en tout cas, est d'une grande clarté et se lit agréablement.

Ch. DELACAMPAGNE.

* **SEXUALITE ET CULTURE**, de Franco Fornari, P.U.F., coll. « Perspectives critiques », traduction de Robert Maggiori, 318 pages, environ 36 F. — **LE CHOIX DU SEXE**, d'Agnès Faure-Oppenheim, P.U.F., coll. « Voix nouvelles », psychanalyse, 171 pages, environ 40 F.

Mères et filles

(Suite de la page 11.)

Faute d'avoir été reconnue dans son être sexué par son premier objet d'amour, sa mère, la femme va être plus ou moins assujettie au regard, au désir, de l'autre, considéré comme garant de son identité sexuelle. Elle se précipite vers le miroir tendu par l'homme, mais elle n'y voit jamais son image. Elle comprend que, pour être, il lui faut plaire ; l'apparence chez elle précède l'existence, et l'hygiène n'est jamais bien loin.

La misogynie de l'homme

Si la petite fille souffre de n'être pas reconnue par sa mère, le petit garçon, en revanche, doit se débattre contre le fantasme maternel de complétude pour acquiescer à l'indépendance que sa génitrice ne souhaite qu'à demi. C'est là, observe justement Christiane Olivier, que commence la plus subtile et la plus longue des guerres contre le désir féminin. « Ne plus jamais se retrouver confondue au même lieu, dans le même désir que celui de la femme : tel sera le principal moteur de la misogynie de l'homme ».

Il n'est pas difficile, à partir de là, de comprendre pourquoi les relations amoureuses, à l'âge adulte, vont se révéler si insatisfaisantes : la femme, dans son désir éperdu d'être aimée, d'être reconnue, se sera perdue comme « angossante », comme « dévorante » par son partenaire qui redoute secrètement d'être à nouveau prisonnier d'une relation fusionnelle. Se sentant pris au piège, sa seule stratégie sera la fuite (dans le travail, la politique, le sexe...). La femme se rabattra alors sur ses enfants, sur son fils surtout, qui la vengera de son père absent, de son mari disparu. Ainsi, « une femme creuse pour une autre le sillon de la misogynie ».

ROLAND JACCARD.

* **LES ENFANTS DE JOCASTE**, de Christiane Olivier, Ed. Denoël, 195 p., environ 45 F.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne

sur la Pologne

LIBELLA

22, r. de la Harpe, Paris (5^e)
Tél. : 338-21-40

Jean RAMBAUD

RESTANQUES

« LOIN DE PARIS,
DES RENCONTRES D'OU RESSURGIT
LA VIE. »

— ROMAN —

ÉDITIONS D'AUJOURD'HUI. — 83120 PLAN-DE-LA-TOUR.

lettres étrangères

Thomas Hardy ressuscité

● A travers une série
de traductions nouvelles
et de rééditions.

AU Panthéon des écrivains oubliés ou délaissés, l'Anglais Thomas Hardy occupe jusqu'à présent une place de choix. L'adaptation cinématographique de *Les Heures de l'année* (1979), la réédition parue chez Hachette dans la « Bibliothèque anglaise » (Le Monde du 23 novembre 1979), ont permis au public français de redécouvrir un écrivain qui n'a rien à envier à Dickens, George Eliot ou John Galsworthy.

Aux Nouvelles Éditions Oswald, trois romans de l'auteur ont été réédités depuis le début de l'année : *Jude l'obscur*, le *Retour au pays natal* et, récemment, *Le premier titre* compte parmi les plus connus. Le scandale qui entourait sa publication n'y est pas étranger — on reproche à l'écrivain quelques scènes d'un réalisme « déplacé », — mais il est le sort de masquer les qualités d'un roman dont le propos, aujourd'hui encore, ne se dément pas. Le mariage fait figure d'accusé principal et avec lui toutes les contraintes sociales ou amoureuses qu'il implique. Toutefois, la véritable guerre se livre entre les hommes et les femmes, déchirés par leurs passions, les incertitudes de leur choix.

Nous retrouvons ces préoccupations dans *Les Forestiers*. Une jeune femme refuse d'épouser le jeune homme auquel elle était promise. Cette campagne, élevée à la ville, estime que son éducation la destine à des has

et à un cœur plus nobles que ceux d'un paysan. Elle se mariera avec un médecin, mais cette union sera un échec. La morale ? Il n'y en a pas. L'œil de Hardy voit être celui d'un observateur des drames humains, de leurs fondements. Il s'attache uniquement à cerner, comme les grands écrivains classiques (Hardy cite fréquemment Shakespeare ou Milton), la microcosme du monde des sentiments, lieu de l'éternel combat du désir confronté aux hasards ou aux nécessités.

Un autre « personnage » hante les romans de l'écrivain anglais : la nature. Maîtresse de l'homme, elle lui impose son devenir, l'oblige à lutter contre elle. Les « terribles », les campagnes la connaissent bien ; en elle ils pulsent leur bon sens, garantie d'un équilibre. Le berger Gabriel Oak, dans *Les Heures de l'année*, symbolise cette image de l'homme patient, raisonnable et qui, grâce à ses racines terrestres, finira par gagner l'objet de ses desirs. Quelques très belles pages de ce roman évoquent la magie, le mystère profond que suggèrent les portes entrouvertes d'un ciel étoilé, la silhouette de sombres collines, l'énigme du récit diffère peu de celle des romans précités, mais le personnage de Barbara est particulièrement intéressant. Femme de tête, elle dirige sa ferme, commande aux travaux et, surtout, elle ose désirer, solliciter même ses partenaires amoureux : dans le roman victorien, la chose n'est pas si courante.

Il reste un aspect du talent de Thomas Hardy que nous méconnaissons encore ici. Il

agit de la poésie. Dès son plus jeune âge, Hardy a commencé à écrire des vers (et, s'il en est venu un roman, c'est plus par « nécessité alimentaire » que par affinité). Influencé par les romantiques anglais, le poète hante les rivières de l'indécible, de la mort, erre sur le chemin des regrets éternels. Homme de son temps, il sait aussi écrire le quotidien (dans une prose) et les grands événements de l'époque (la guerre, le naufrage du *Titanic*, etc.). Extraordinaire chez Hardy sont la musicalité des mots, le rythme des vers, la puissance des évocations. Cette poésie tient de l'illumination du visionnaire, de la souffrance de l'homme qui, loin des sens, vit

dans le souffle du vent les pâles lueurs d'un ciel étoilé.

BERNARD GÉNIES.

* **JUDE L'OBSCUR**, traduit de l'anglais par F.W. Laparra, Éditions Néo, 495 p., environ 50 F. — **LE RETOUR AU PAYS NATALE**, traduit de l'anglais par Marie Canavaggio, Éditions Néo, 494 p., environ 50 F.

* **LES FORESTIERS**, traduit de l'anglais par André Gide, Éditions Néo, 490 p., environ 50 F. — **LE LOIN DE LA FOULE DÉCHAI**, traduit de l'anglais par Maïtland Scott, Éditions Néo, 492 p., environ 50 F.

* **POÉSIES**, traduit de l'anglais par B. Génies et M.-H. Gourlaouen (coll.), Éditions Les Femmes du Secret, 115 p., environ 35 F.

Faust au féminin

(Suite de la page 11.)

Depuis le premier texte anonyme paru à la fin du seizième siècle à Francfort, chez Spies l'imprimeur, jusqu'à Marlowe, Goethe, Voltaire, Wertheim, Mann, tout semblait avoir été dit sur le magicien wurtembourgeois. Wagner et Schumann, Berlioz, Liszt et Gounod ont immortalisé Faust dans leur musique. Méliès, Murnau, René Clair, en ont recréé l'image inquiétante pour l'écran. Que nous apporte de neuf l'écrivain serbo-croate ? Tout d'abord Vuk Vukobratovic, dramaturge, romancier, la double pulsion dominatrice et suicidaire de ce personnage éternellement européen qui, tant que durera notre

civilisation, restera un contemporain. Ensuite, en le situant dans les terres dalmates incertaines, aux confins de l'Europe romantique et baroque, nourrie des secrets de l'orient, il enrichit la légende germanique en lui insufflant les mythes archaïques des Balkans. Enfin, inversant un rôle typiquement masculin, Vukobratovic affirme sa foi dans l'éternel pouvoir créateur de la femme et lui rend ainsi la place qu'elle mérite, au cœur de la plus moderne des mythologies.

EDGAR REICHMANN.

* **LA FEMME FAUST**, de Vuk Vukobratovic, roman traduit du serbo-croate par Alain Bartenstein et l'auteur, éd. Page d'homme, Lannemezan, 222 p., environ 45 F.

la vie littéraire

A quand l'édition complète
de Benjamin Constant ?

Sous le signe de l'unité dans la diversité, Benjamin Constant, Mme de Staël et le groupe de Coppet faisaient l'objet d'un colloque à Lausanne et à Coppet du 15 au 19 juillet, associant les efforts des spécialistes et des amateurs.

La trentaine de communications illustrent deux thèmes dominants : actualiser la connaissance de Benjamin Constant, homme politique et théoricien du libéralisme, montrer chez lui comme chez Mme de Staël, Humboldt et d'autres contemporains, l'unité profonde des vues sur l'histoire, la littérature, l'économie, la vie politique et privée. Contributions historiques et historiographiques, lectures psychologiques et génologiques, philosophie et psychanalyse dialoguent dans les débats. Pas un heurt, c'est à signaler, entre les méthodes les plus neuves et les plus « classiques ».

Citons seulement Jean Starobinski, Simone Balayé, Ephraïm Harpaz, Kurt Müller-Vollmer, Béatrice Jasinski. Fait exceptionnel aussi, les actes du colloque, y compris l'essentiel des discussions très fouillées, sont annoncés pour la fin de 1980.

en bref

* **L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS FRANÇAIS** a tenu son trentième congrès annuel les 21, 22 et 23 juillet derniers au Collège de France. Les communications portaient sur les « Les Essais » de Montaigne. Problèmes et méthodes de l'édition de textes et de l'analyse de l'œuvre. Elles ont été suivies de débats dirigés par les présidents de ces trois « Journées » : MM. Robert Aulotte et Frédéric Deloche, professeurs à la Sorbonne, et M. André Vandegans, professeur à l'université de Liège.

Parallèlement, les thèses retenues pour le congrès de juillet 1981, en petit d'œuvre et déjà notées : « Les jardins dans la littérature française jusqu'à la Révolution » et « Jean Giono et le symbolisme ».

Un résultat considérable de ce rassemblement de chercheurs est la mise à l'étude, demandée à l'unanimité des participants, d'une édition complète et collective des œuvres de Benjamin Constant, entreprise qui n'avait jamais été tentée. Elle pourrait se monter à une cinquantaine de volumes, dont une dizaine pour la remarquable correspondance, grâce aux fonds manuscrits très riches de l'Institut Benjamin-Constant à Lausanne et de la B.M. de Paris.

Promesse de grands travaux sur une grande œuvre qui reste encore aujourd'hui largement méconnue, mais dont la modernité éclate.

MARTINE DE ROUGE-MONT.

(Signalons le premier numéro des *Annales Benjamin Constant*, qui constituent le n° 50 de la *Revue européenne des Sciences sociales*, t. XVIII (1980), chez Droz à Genève.)

« Paroles dans le vent »

Il y a cinq ans, au cours de l'été 1975, Sani disparaissait. Inconnu de son vivant, comme la plupart des poètes, il devenait enfin « homme de cendre », mais aussi « cet homme initial » en qui il croyait.

Sa femme et ses amis viennent de publier, aux Éditions Saint-Germain-des-Près, *Paroles dans le vent* (1), le plus beau de ses recueils, posthume. On y découvre quel poète, quel homme fut Sani, celui qui savait pourquoi « le bonheur fait si mal », celui qui demandait que, toujours,

« La saison soit parfaite aux anciennes saisons »

« Qui tourne dans la vie sans rime ni raison. » L'un de ses anciens professeurs du lycée de Gap, Armand Monlo, rappelle, dans une émouvante préface, comment Sani entra en même temps dans la poésie et dans la Résistance : « Les plus puissants poètes du programme, dit-il, n'étaient pas assez de souffle pour nous faire oublier l'enjeu dantesque du poète, le tambour hugolien des battements de cœur lorsqu'on distribue des tracts après le couvre-feu, entre deux patrouilles. »

« Sans Sani, qu'elle est profonde notre solitude », ajoute celle qui fut la femme du poète. Mais le chant profond de l'auteur des *Paroles dans le vent*, nous continuons de l'entendre.

J.-M. M.

(1) Diffusion : 70, rue du Charbon-Midi, 75006 Paris.

* **LA TRADUCTION ITALIENNE** de « L'indivisible » de Maurice Druart (Rivoli) a remporté le Prix Benardine attribué par un jury de libraires au roman le plus vendu en librairie.

* **RECITIVATION** : l'impression de Chaynes nous fait savoir que les prix de ses ouvrages, que nous avons communiqués dans le Monde des livres du 18 juillet dernier, sont les « prix-début ».

Les prix de vente aux particuliers sont les suivants (chez l'éditeur) : *Recitivation* sur Vergé : 30 F. *Finances* : recueil d'André Breton, numéro : 30 F. *Finances* (ces ouvrages seront disponibles en librairie à partir d'octobre). L'impression de Chaynes, Mollinette éditeur, 43000 Le Chambon-sur-Lignon.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poèmes, essais, théâtre. Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Perle Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 837.03.21.

Conditions fixes par contrat. Notre contrat habituel est établi par l'acte 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

3^e Titre

Marguerite DURAS - Les Yeux verts
Cahiers du Cinéma 312/313 - 30 F

De nouveau dans les kiosques et librairies et par commande : 9, pass. de la Boule-Blanche, 75012 Paris

كتاب من الأصل

ÉNERGIE

La réorganisation du groupe Elf-ERAP

(Suite de la première page.)

Accessoirement — mais est-ce si accessoire pour eux ? — le corps des mines reprend pour partie la maîtrise du groupe pétrolier d'Etat, un bastion dont beaucoup estiment qu'il n'aurait jamais dû échapper aux ingénieurs.

De plus — mais sans doute cela eût-il compté pour peu — le choix du président du Gaz de France à la tête de l'ERAP permettra peut-être d'harmoniser la politique des deux entreprises nationales en matière de gaz. On a vu, il n'y a pas si longtemps, Elf-Aquitaine et G.D.F. rivaliser en Algérie. Cela était aberrant.

Enfin, M. Giraud a obtenu une réorganisation — dont il faut reconnaître qu'elle est minime. M. Chalandon est nommé directeur général.

M. Chalandon devra aussi choisir un second vice-président pour remplacer M. Lévy — celui de son adjoint qui lui était le plus opposé — qui désormais le coiffa — à

l'ERAP. D'autre part, le groupe aura, dans un certain laps de temps, à « individualiser la gestion de ses différentes filiales », une tâche délicate qui ne peut qu'être bénéfique.

M. Chalandon conserve l'essentiel

M. Chalandon, pour sa part, a conservé l'essentiel : son poste à la tête de la S.N.E.A. Car c'est Elf-Aquitaine qui dispose de l'outil industriel et des capacités de financement. M. Giraud l'avait bien compris, qui avait proposé à l'ancien ministre de l'équipement de la maintenir à la tête de l'ERAP s'il acceptait de démissionner de la S.N.E.A. Il a aussi obtenu — contre Matignon — que la stratégie du groupe demeure la fait du président d'Elf-Aquitaine.

Si M. Barre, dans sa lettre du 9 juin, écrivait : « La stratégie d'ensemble ne peut tout naturellement relever que du président de l'ERAP », le communiqué du conseil des ministres précise : « Cette réorganisation permet au groupe Elf-Aquitaine, dans le respect des exigences d'une entreprise nationale et en conformité avec les intérêts de ses actionnaires, de développer, dans le domaine énergétique comme dans d'autres domaines industriels, des stratégies de portée nationale et internationale. » L'ERAP n'est plus dès lors chargée de veiller à la conformité des choix du groupe avec la politique pétrolière, la politique industrielle et régionale (le Sud-Ouest) ainsi qu'avec la volonté actuelle du gouvernement d'éviter d'étendre le secteur public et de respecter les règles de la concurrence.

L'ERAP devient donc un contrôleur de stratégie et non plus un stratège. Il y a là une nuance non négligeable. Et c'est sans doute pourquoi l'on entend maltraiter prochainement à la tête du holding d'Etat un financier, dans la mesure où la capacité d'investissement annuel du groupe est d'au moins 30 milliards de francs (« Une part de 10 % de la peine de la force d'intervention est de l'ordre de grandeur de la capitalisation boursière des grandes entreprises françaises », souligne M. Giraud).

Enfin, M. Chalandon a obtenu qu'il ne soit nullement touché aux structures du groupe, alors qu'au ministère de l'Industrie on en avait envisagé un moment le démantèlement partiel.

Lors de la présentation de cette « réorganisation » les pouvoirs publics ont insisté sur la « nécessaire clarification » des rôles, sur les données nouvelles résultant de la multiplication par cinq du cash flow de la S.N.E.A. (près de 18 milliards de francs en 1980). Mais pas plus les prétendues avancées (la volonté d'Elf-Aquitaine de réaliser une OPA mondiale sur la société américaine Kerr McGee, ou le conflit in-

terieur entre Elf-Aquitaine et L'Oréal pour le rachat de quelque entreprise) que la réorganisation ne sont convainquants. Qui peut prétendre que le gouvernement n'aurait pas — avant même la distinction des personnes entre l'ERAP et la S.N.E.A. — les moyens d'imposer ses vues dans une entreprise d'Etat ? Et si tel n'était pas le cas, alors la réponse actuelle est insuffisante.

Il est vrai que depuis des semaines la question n'était pas de savoir si la S.N.E.A. devait être concurrente des « majors » de l'industrie pétrolière ou de quelques groupes plus macabriques français, pas même de savoir comment Elf-Aquitaine pourrait être plus efficace, mais simplement comment donner satisfaction à M. Giraud sans vexer exagérément M. Chalandon.

Comme toutes les mauvaises réponses — elle ménage la chèvre et le chou — la réorganisation de la S.N.E.A. sera ce qu'en feront les hommes en place. M. Giraud espère, sans doute, que la multiplication des interventions de l'ERAP sur l'activité de la S.N.E.A. pousseront M. Chalandon à partir (mais que n'aurait-il alors le courage de le révoquer ?). Alors que ce dernier — qui rencontra M. Barre ce 31 juillet — entend bien poursuivre « la partie de bras de fer » engagée. Au nom de la clarté, on crut presque, à coup sûr, le conflit. Une bien médiocre affaire en somme.

BRUNO DETHOMAS.

LA FRANCE ENVISAGERAIT UN TRIPLÉMENT DE SES ACHATS DE GAZ NATUREL À L'U.R.S.S.

Une délégation soviétique, conduite par M. Nikolai Ossipov, vice-ministre du commerce extérieur, a séjourné en France du 28 au 30 juillet. L'exportation de gaz naturel soviétique figurait à l'ordre du jour des entretiens que cette délégation a eus avec M. André Giraud et Jean-François Deniau, ainsi qu'avec les responsables de Gaz de France. L'U.R.S.S. projette d'exporter, à partir des gisements de Sibirie occidentale, près de 40 milliards de mètres cubes chaque année, dans le cadre de contrats de vente de longue durée. Ce gaz serait acheté par l'Autriche, la France, la R.F.A. et l'Italie, déjà clientes de l'Union soviétique, et également par la Belgique, la Grèce, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et, éventuellement, l'Espagne.

Ce projet nécessiterait la construction d'un gazoduc de 5 000 kilomètres en U.R.S.S. Moscou demanderait aux pays acheteurs de fournir les biens d'équipement utiles à cette réalisation, ce qui nécessiterait un investissement de 10 milliards de dollars.

La France envisagerait d'enlever annuellement environ 20 % de ces 40 milliards de mètres cubes, les premières livraisons devant intervenir dès 1984. Actuellement, Gaz de France importe déjà, depuis 1976, 4 milliards de mètres cubes de gaz soviétique (soit près de 10 % du total de l'approvisionnement national), ce qui porterait donc à l'horizon de 1985, à une douzaine de milliards de mètres cubes par an les achats à l'U.R.S.S.

MISE AU POINT

A la suite de la publication dans nos éditions du 26 juin, page 42, d'un avis financier concernant la société Revillon Frères, nous avons reçu de M. Jean-Marie Revillon, administrateur et conseiller du président, la mise au point suivante : « Le communiqué publié par la société Revillon Frères en l'endemain de son assemblée générale annuelle fait état de ma démission des fonctions que j'occupais au sein de cette société et de ses filiales. » Je me dois, pour l'information des actionnaires, de révéler que cette décision trouve sa cause exclusive dans le grave désaccord existant entre moi-même et M. Lebarbier à propos de l'avenir du groupe Revillon Frères et des conditions de sa gestion. »

La Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Var a annoncé pour le vendredi 1^{er} août une manifestation s'étendant sur les bords de mer, à la suite de la décision de la chambre d'agriculture (autorisation de l'Obé d'Amir et nationale ?) pour attirer l'attention sur les difficultés des exploitants du Var. Cette manifestation intervient malgré la décision de la chambre d'agriculture de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, mardi 29 juillet, de mettre en liberté, assortie du paiement d'une caution de 2 000 francs, deux agriculteurs, MM. Marcel Pincio et Louis Imbert. Ils avaient été arrêtés le 16 juin, à 5 heures, alors qu'ils roulaient dans une voiture, tous deux éméchés, non loin de la perception d'Hyères où une charge explosive avait été découverte.

AUX ÉTATS-UNIS

La chaîne de télévision C.B.S. se prononce en faveur du système français de télétexte « Antiope »

La chaîne américaine de télévision C.B.S. va recommander à la commission fédérale des communications (F.C.C.) l'adoption du système français de diffusion télévisée de télétexte, plus connu sous le nom d'ANTIOPE. (« Le Monde » du 31 juillet.)

Le télétexte, c'est un peu le « journal à domicile », à cette nuance près que les lignes de texte ne sont plus imprimées sur du papier mais apparaissent sur l'écran de télévision. Il existe actuellement, de par le monde, plusieurs procédés, souvent exportés, mais la France, en pointe avec la Grande-Bretagne dans ce domaine, a pour sa part deux systèmes.

Le premier, Télétext, dépend de la direction générale des télécommunications. Il est dit « interactif », car l'utilisateur peut dialoguer avec un ordinateur central et sélectionner les informations contenues dans des banques de données (programmes locaux de cinéma, réservations d'avion, etc.). Deux expérimentations de Télétext vont commencer prochainement : l'une à Vélizy, auprès de trois mille ménages ; l'autre en Ile-et-Vilaine avec le remplissage de l'annuaire téléphonique classique par un petit écran et un clavier branché sur le télé-phon.

Le second, plus ancien, baptisé Antiope a été développé dès 1972 par Télédiffusion de France (aujourd'hui rattachée aux E.T.T.) et le Centre commun des études de

télédiffusion et de télécommunications (C.C.E.T.) de Rennes. Ce procédé emprunte les faiblesses techniques de la télévision et permet, grâce à un simple décodeur, de lire sur un poste T.V. des pages d'information. Mais l'utilisateur ne peut pas dialoguer, poser des questions.

Un autre pays, la Grande-Bretagne, a beaucoup travaillé sur ces nouveaux moyens de diffusion et mis au point plusieurs procédés : Prestel (équivalent de Télétext), Ceefax de la B.B.C. et Oracle de la chaîne privée T.V. (tous deux similaires à Antiope).

Ceefax, Oracle, Antiope et leurs homologues canadiens sont en concurrence dans le monde entier. Aux États-Unis, l'association de l'industrie électronique avait demandé à C.B.S. de tester ces divers procédés pendant dix-huit mois et de recommander à la F.C.C. l'adoption du meilleur afin d'avoir un système unifié sur tout le territoire.

Le choix d'Antiope par C.B.S. devrait être ratifié par la F.C.C. d'ici dix-huit mois. Pour l'industrie française, ce succès est d'importance. Dans un premier temps, les fabricants américains d'appareils de télévision devront importer les micro-circuits et les « décodeurs » de France. Dans un deuxième temps, les matériels seront fabriqués sur place, sous licence, et la société française Sofradex (filiale de T.D.F.) percevra des redevances, tant sur les micro-circuits que sur le « savoir-faire » technologique général. Dans un troisième temps, enfin, on pourrait envisager la création d'entreprises communes pour exploiter le système.

LA CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE SIDÉRURGIQUE

La C.G.T. demande des « explications » sur le retard d'un contrat avec l'U.R.S.S.

Dans une lettre ouverte au premier ministre, la Fédération C.G.T. de la métallurgie dénonce le retard de la signature du « contrat » qui, selon elle, serait apporté à la signature d'un contrat avec l'U.R.S.S. pour la construction d'un vaste complexe sidérurgique près de Moscou.

Implanté sous la responsabilité de Crenot-Loire, le complexe pro-

mettait de produire 350 000 tonnes de tôles au minimum par an, la production des États-Unis par comparaison s'élevait à 400 000 tonnes, et celle de la France à 30 000 tonnes. D'un montant de 15 milliards de francs, ce contrat avait été attribué à un groupe américano-japonais dirigé par la firme ARMO, mais l'accord avait été dénoncé au début de l'année à la suite de l'embargo décrété par les États-Unis sur leurs livraisons à destination de l'U.R.S.S.

Les autorités soviétiques se sont tournées, alors, vers la France, mais selon M. Sainjon, secrétaire de la Fédération C.G.T. de la sidérurgie, le gouvernement français aurait multiplié les obstacles à la signature d'un contrat avec Crenot-Loire, exigeant que soient livrés uniquement les matières, sans le savoir-faire correspondant. Malgré cela, toujours selon M. Sainjon, le contrat était prêt d'être signé au début de l'été, mais, après le sommet de Venise, à la demande du gouvernement américain, les pouvoirs publics français auraient décidé de ne pas donner suite. Au siège de la société Crenot-Loire, on se refuse à toute déclaration, de même qu'au niveau gouvernemental.

M. BERNARD TRICOT PRÉSIDENT DE LA C.O.B.

Sur proposition du ministre de l'économie, le conseil des ministres a nommé M. Bernard Tricot président de la Commission des opérations de Bourse (C.O.B.). M. Jean Domenech de Vabres, nommé en juin dernier à la présidence de la commission de la concurrence.

Cette nomination a surpris, car, depuis quelques mois, celle de M. Daniel Deguen, actuellement président de la Caisse nationale des marchés de l'Etat, semblait acquise. Né en 1928 à Aurillac (Cantal), M. Bernard Tricot, docteur en droit, diplômé de sciences politiques, est entré en 1945 au Conseil d'Etat où il a obtenu le grade de conseiller d'Etat. Il a été nommé président de la Commission des opérations de Bourse (C.O.B.) en 1979. M. Jean Domenech de Vabres, nommé en juin dernier à la présidence de la commission de la concurrence.

De retour à Aurillac (Cantal), M. Bernard Tricot, docteur en droit, diplômé de sciences politiques, est entré en 1945 au Conseil d'Etat où il a obtenu le grade de conseiller d'Etat. Il a été nommé président de la Commission des opérations de Bourse (C.O.B.) en 1979. M. Jean Domenech de Vabres, nommé en juin dernier à la présidence de la commission de la concurrence.

AFFAIRES

I.T.T. EN FRANCE OU LA PEAU DE CHAGRIN

Les pouvoirs publics français ont autorisé la cession par International Telephone and Telegraph de trois de ses filiales françaises : Océano, Sonolor et Teleson — à la société suédoise Elektrofax. Cette opération illustre le redéploiement géographique et sectoriel engagé par le groupe qui se traduit notamment par une réduction de ses activités en France.

Amorcée en 1976, après avoir été « invitée » à vendre à Thomson la société Le Matériel Téléphonique, une de ses deux filiales spécialisées dans les télécommunications, cette « retraite » d'I.T.T. s'est amplifiée ces derniers mois, avec la cession des Lampes Claude au groupe américain General Telephone and Electronics, des parfums Payot à un groupe chimique allemand. La vente des activités grand public d'I.T.T. (radio-T.V.), envisagée dès le début de 1979, aura plus de temps que prévu après l'échec des négociations avec Thomson. Il a fallu trouver un autre acquéreur, en l'occurrence Elektrofax.

En l'espace de quatre ans, le petit empire qu'I.T.T. s'était taillé en France a donc sérieusement rétréci. En 1976, le chiffre d'affaires réalisé par les vingt-sept filiales françaises atteignait 511 milliards de francs (soit 36 % du chiffre d'affaires mondial du groupe) pour des effectifs de trente deux mille quatre cents personnes. A la fin de 1978, après la cession de I.T.T., le chiffre d'affaires français n'atteignait plus que 49 milliards de francs (25 % du total) et les effectifs vingt trois mille sept cents personnes. Les cessions intervenues depuis dix-huit mois vont amputer à nouveau de plus de 20 % les actifs français d'I.T.T. qui ne conserve plus que cinq usines employant quatre mille sept cent cinquante personnes et réalisant 1,35 milliard de francs de chiffre d'affaires.

« Ce repli » en bon ordre est à replacer dans le cadre de la stratégie de la firme qui se caractérise par un double redéploiement : géographique et sectoriel. D'une part, I.T.T. cherche à recentrer ses activités autour de quelques grands secteurs (télécommunications et électronique, produits de consommation, assurances, produits industriels) et à se décharger d'autres (éclairage, alimentation chimique). Il s'agit d'autre part d'accroître à l'intérieur de cette nébuleuse de deux cent cinquante sociétés le poids spécifique des activités aux États-Unis par rapport aux filiales européennes. Parallèlement à ce réajustement à l'échelle des continents, I.T.T. procède à une redistribution des cartes à l'intérieur même de son organisation européenne. Certains pays comme la R.F.A. ou la Grande-Bretagne voient leur rôle conforté au détriment de la France, où les relations avec les pouvoirs publics ne sont pas au beau fixe depuis l'affaire L.M.T.

Aujourd'hui, les intérêts français d'I.T.T. sont, pour l'essentiel, constitués par des sociétés commerciales qui distribuent les produits du groupe (fabriques allemandes), le secteur des composants et équipements électroniques et les télécommunications avec la C.C.E.T. et ses filiales dans lesquelles le groupe vient d'injecter 100 millions de francs (le Mésoconta), face aux deux groupes français, C.G.E. et Thomson ? — J.-M. Q.

UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 56 MILLIARDS DE FRANCS

La Société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) a réalisé, en 1979, un chiffre d'affaires de 56 milliards de francs, dont 37 milliards pour la vente des seuls produits pétroliers. Sa marge brute d'autofinancement a atteint 14,2 milliards de francs. Le groupe Elf-Aquitaine contrôle de nombreuses filiales spécialisées dans l'exploitation et la production (Elf-Gabon, par exemple), le raffinage et la distribution (Elf-France, notamment). En outre, la S.N.E.A. détient des participations dites de diversification dans des sociétés chimiques (ATO-Chimie), pharmaceutiques (SANOFI), ou tournées vers l'habitat, les économies d'énergie, l'exploitation du nickel, l'hygiène, etc.

Le capital de la S.N.E.A. (l'action est cotée en Bourse) est détenu à hauteur de 67 % par l'ERAP et de 33 % par des actionnaires privés (un nombre de cent soixante mille environ). L'ERAP est une société holding dont l'Etat détient la totalité du capital.

La France va accroître ses efforts pour les énergies nouvelles

L'effort consacré au développement des énergies nouvelles devra s'intensifier en 1981, a annoncé M. André Giraud lors du conseil des ministres du 20 juillet. Le budget du Comex (Commissariat à l'énergie solaire), qui est actuellement de 140 millions de francs, augmentera de moitié, tandis que les effectifs de cet organisme seront renforcés : vingt personnes supplémentaires. M. Guy Lefrançois, ingénieur des télécommunications, prendra la direction générale du Comex, dont M. Durand conservera la présidence. Deux comités spécialisés seront créés : l'un pour l'agriculture, l'autre pour l'habitat. L'objectif à l'horizon de 1990 est que les énergies nouvelles fournissent 5 % des besoins énergétiques français (elles en fournissent actuellement environ 1 %).

soit 10 à 12 milliards de tonnes, l'essentiel proviendra de la biomasse, c'est-à-dire de l'utilisation des produits agricoles en matière énergétique (75 à 9 M.T.E.P.), le solaire représentera 1,3 à 1,5 M.T.E.P., la géothermie de 0,4 à 0,5 M.T.E.P. Les projets aujourd'hui acquis sont ceux de l'énergie solaire, de l'utilisation du bois de feu et de la géothermie.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U.	4,1250 4,1350	+ 60 + 85	+ 110 + 120	+ 270 + 280
\$ Can.	5,2248 5,2318	+ 15 + 35	+ 20 + 30	+ 90 + 140
Yen (100)	1,9880 1,9910	- 35 - 30	60 - 50	60 - 50
DM	2,5140 2,5185	+ 25 + 30	+ 100 + 120	+ 300 + 400
FFr.	1,2110 1,2125	+ 20 + 30	+ 50 + 60	+ 200 + 250
£ S.	14,50 14,5300	- 250 - 100	- 500 - 210	- 1170 - 530
£ N.	2,50 2,5050	+ 125 + 150	+ 240 + 260	+ 700 + 750
£ I. (1 000)	4,9980 4,9990	- 400 - 350	- 870 - 710	- 1370 - 1150
£ S.	9,9930 9,9970	- 400 - 350	- 870 - 710	- 1370 - 1150

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	5 3/4	9	5 3/4	9	5 3/4	5 3/4	7 3/4	5 3/4
\$ E.-U.	3 1/2	4	3 1/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 1/2
\$ Can.	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/2
FFr.	12	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
£ S.	2	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4
£ N.	28	28	28	28 3/4	28	28 3/4	28 3/4	28 1/2
£ I. (1 000)	12	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
£ S.	12	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

REPUBLIC OF IRAQ BAGHDAD RAPID TRANSIT AUTHORITY

BAGHDAD METRO PROJECT NOTICE OF PREQUALIFICATIONS

1. - Baghdad Rapid Transit Authority (B.R.T.A.) intends to realize a rapid transit system (METRO) during the next twenty years. The first stage, consisting of about 32 km of underground line is scheduled to be completed in phases by the year 1980.
2. - Consultants are invited to submit their prequalifications for the engineering and architectural detail design and tender documents services for civil works including survey, mapping location of public utilities and soil investigations, rolling stock, electrical and mechanical installations for stage one of Baghdad metro project.
3. - Due to the magnitude of works involved the formations of Baghdad consortia is encouraged.
4. - Approved prequalified consultants will be invited to submit proposals for the above mentioned services.
5. - Consultancy services are expected to commence on or before the beginning of 1981.
6. - Consultants being interested and capable in performing these services are kindly requested to obtain the prequalification forms beginning on August 2nd 1980 and submit the filled in forms and prequalification documents required together with an application letter to B.R.T.A. not later than 12.00 noon September 14, 1980 at the following address: B.R.T.A. - SECRETARY GENERAL BAGHDAD - RAPID TRANSIT AUTHORITY e/o MINISTRY OF TRANSPORT AND COMMUNICATIONS BAGHDAD - REPUBLIC OF IRAQ JASHA M. ALSAADI, B.R.T.A. - SECRETARY GENERAL.

AGRICULTURE

POUR DIMINUER LE COUT DE L'INTERVENTION PUBLIQUE

La Commission européenne propose une grille commune de cotation de la viande bovine

Bruxelles (Communautés européennes). — A l'occasion de la fixation des prix agricoles européens pour la campagne 1980-1981, les ministres de l'agriculture de la C.E.E. étaient convenus de modifier, à partir de l'année prochaine, le mécanisme d'achats publics de viande bovine bénéficiant aux producteurs européens. La décision d'imposer une « grille commune » de cotation doit, estime-t-on à Bruxelles, éliminer les abus constatés actuellement sur le marché communautaire du bœuf.

De notre correspondant

Chaque année, les organismes d'intervention des Etats membres achètent massivement des viandes alors que le marché des Neuf est déficitaire. Le fonctionnement actuel du système explique à lui seul, selon les experts de la Commission européenne, cette anomalie. Les Etats membres sont libres d'établir comme ils l'entendent la grille des catégories de viande bénéficiant d'un prix garanti par le Fonds euro-

péen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA). C'est à eux qu'il appartient de déclencher une campagne d'achats publics lorsque les cours sur leur marché tombent en dessous des prix garantis. C'est-à-dire qu'il n'y a aucun contrôle au niveau communautaire, notamment de la part de la Commission européenne qui a, en principe, la gestion exclusive du marché. L'exemple de l'Irlande est le plus souvent cité. Ce pays a lancé l'année dernière des opérations d'achats publics, alors que le prix de marché était supérieur de 15 % au prix d'intervention pour les viandes de bonne qualité. Autrement dit, ce sont les viandes de qualité inférieure qui partent à l'intervention, favorisant ainsi la production de « viandes grasses » au détriment de « viandes maigres ».

Ces « abus » ont pour effet, outre leur coût, souligne-t-on à Bruxelles, de détourner le mécanisme de soutien de son objectif premier : à savoir maintenir à un niveau satisfaisant les cours des viandes de bonne qualité. Ainsi le prix de marché qui était en 1977, à 87,5 % du prix d'orientation (c'est-à-dire le prix souhaité) est-il tombé à 85 % en 1978 et 84 % en 1979.

L'application d'une grille commune classant, selon leur qualité, les catégories de viande produites dans la Communauté, devrait donner un système communautaire, prévoit-on à Bruxelles, sa vocation première. Le fait que la catégorie type soit choisie dans la gamme supérieure permettra au mécanisme d'intervention de ne jouer pratiquement que pour les bonnes viandes.

Reste à savoir si tous les Etats membres vont accepter de placer la barre suffisamment haute pour que les viandes de qualité médiocre soient pénalisées. Pour la France comme pour la Belgique, la grille commune ne pose aucun problème dès l'instant où le marché français fonctionne déjà selon le mécanisme envisagé à l'échelon européen. La seule objection que pourrait soulever Paris concerne la passation des pouvoirs de gestion à la Commission. Devant les attaques incessantes contre le coût de la politique agricole commune, il est peu probable cependant que la France s'oppose à une mesure d'assainissement du marché commun de la viande bovine.

M. S.

SOCIAL

Une proposition de loi divise les syndicats patronaux du travail temporaire

La profession du travail temporaire est divisée sur l'utilité d'une proposition de loi que le Parlement devrait examiner au cours de sa session d'automne. L'auteur du texte, M. Pierre-Bernard Cousté, député du Rhône (appartenance R.P.R.), préconise, à partir d'un rapport qu'il a établi l'an dernier, la création d'un premier ministre (le Monde du 13 juin 1979), diverses mesures visant à améliorer la protection sociale des travailleurs intérimaires.

Trois d'entre elles retiennent l'attention :

1) Le salarié temporaire a droit à une indemnité en cas d'arrêt de travail occasionné par les intempéries (un quart des intérimaires travaillent dans le bâtiment).

2) Lorsque l'intérimaire embauché après une mission, un salarié mis à sa disposition par un entrepreneur du travail temporaire, la durée des missions effectuées au cours des trois mois précédant l'embauche au même poste doit être déduite de la période d'essai et prise en compte pour le calcul de l'ancienneté.

3) Dans le cas d'une mission excédant une durée d'un an, le salarié lié par un contrat de travail temporaire bénéficiera d'un délai de prévenance d'un mois ou d'une indemnité équivalente se substituant à l'indemnité de précarité d'emploi.

L'UNETT, syndicat patronal, qui vient de réélire M. Claude Derouge à sa tête et qui regroupe 7 % du chiffre d'affaires de la profession (évalué au total, à 7 milliards de francs en 1979), estime qu'il s'agit là d'une « contribution essentielle » et que cette proposition de loi contient « de nouvelles et importantes améliorations sociales pour les travailleurs temporaires ».

Tel n'est pas l'avis du PRO-

MATT, autre syndicat patronal,

rival de l'UNETT, qui représente pour sa part 44 % du chiffre d'affaires de la profession (avec, notamment, l'adhésion des trois « grands » : BIS, MANPOWER, FRANCE et EOCO). Outre que certaines dispositions formulées par M. Cousté lui paraissent constituer « un recul par rapport à l'esprit de la loi de 1972 » (qui régit le travail temporaire) et « se résumer à une application maladroite », le PRO-MATT considère que la voie législative n'est pas la meilleure, quand il s'agit de questions sociales.

Sa présidente, Mme Victoria Bessis, écrit : « C'est là, au premier chef, la tâche des partenaires sociaux, et il n'est rien dans les orientations définies par M. Cousté, encore moins dans sa proposition de loi, qui n'ait pu trouver des réponses appropriées par la négociation au sein du travail temporaire ou dans les branches utilisatrices. Or nous a objecté que la négociation de la convention collective du travail temporaire traînait en longueur. Mais des initiatives avaient été prises, de part et d'autre, pour la relancer sur de nouvelles bases ».

Le SPENETT, troisième syndicat patronal, de moindre audience, qui regroupe des petites entreprises, approuve, lui, les grandes lignes de la proposition de loi.

De son propre aveu, M. Cousté avait, à partir du rapport qu'il a remis à M. Barre, un projet plus ambitieux. Dans l'exposé des motifs, il écrit, en effet : « Le conseil des ministres du 9 janvier 1980 a décidé de ne relever qu'une partie de nos propositions. Me ralliant à cette position, je présente aujourd'hui cette proposition de loi limitée, me réservant de présenter par la suite une autre proposition, plus large, qui englobe la totalité des aspects de problèmes soulevés par le développement du travail temporaire ».

Mais, déjà, les réactions à ce premier texte, d'une portée effectivement réduite, confirment l'opposition de plus en plus franche qui se manifeste entre l'UNETT et le PRO-MATT, représentés à tour de rôle au sein du C.N.P.F. — M. C.

Honoraires médicaux

F.O. : la plupart des assurés seront remboursés sur des bases normales.

L'immense majorité des médecins se sont placés sous le régime conventionnel, déclare Force ouvrière, dans un communiqué du 25 juillet : « Tous avaient été informés que le fait de ne pas répondre aux caisses serait considéré comme une acceptation des dispositions de la convention et des tarifs conventionnels ».

Le bureau de Force ouvrière observe, donc, avec satisfaction la rapidité et le caractère massif des adhésions et se félicite de la politique conduite par la confédération obéissant à « une médiane de riches et à une médiane pour les pauvres ». Et cela d'autant plus que selon les premières estimations plus de 90 % du total des médecins ont choisi de respecter les tarifs conventionnels. « En réalité, ceux qui ont mené campagne contre Force ouvrière obéissent à des préoccupations purement électorales et pour certains électorales », conclut la centrale de M. Bergeron.

A Montreuil (Seine-Saint-Denis)

LES SEPT CENTS SALARIÉS DE DUFOUR (machines-outils) SONT LICENCIÉS

Le syndicat et l'administrateur provisoire des établissements Dufour (machines-outils), situés à Montreuil (Seine-Saint-Denis), ont indiqué, dans un communiqué publié le 30 juillet, qu'ils ont été dans l'obligation de procéder au licenciement collectif et total de l'ensemble du personnel, soit 700 personnes.

« Cette décision », précisent-ils, « a été prise à la suite du constat que, à partir du 1^{er} juillet, le tribunal de commerce de Paris, compte tenu, d'une part, de l'absence de solution de reprise pour les établissements Dufour et, d'autre part, de l'impossibilité d'en poursuivre, dans les conditions actuelles, l'exploitation ».

Le personnel a cessé toute activité depuis le prononcé du jugement de règlement judiciaire, intervenu le 16 juillet, et les ressources de trésorerie ne donnent pas l'assurance de pouvoir effectuer le paiement des congés payés et des charges sociales afférentes », affirme le syndicat, qui souligne que ce règlement ainsi que toutes les indemnités auxquelles le personnel a droit interviendront dans le cas d'un licenciement collectif. « Néanmoins, conclut le communiqué, les pourparlers engagés en vue d'une éventuelle reprise seront poursuivis par les mandataires de justice en plein accord avec les pouvoirs publics ».

De leur côté, les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C., qui ont convoqué une assemblée générale du personnel ce jeudi matin 31 juillet, ont indiqué que l'occupation de l'usine serait décidée dès que les premières lettres de licenciement arriveraient.

Enfin, la municipalité communiste de Montreuil a présenté au président du tribunal de commerce de Paris « une requête tendant à être admise à intervenir dans les opérations du syndicat pour veiller à ce que ne soient prises que des mesures tendant à la survie de l'entreprise dans la plénitude de son potentiel d'emploi ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VALEO

L'activité de la société est demeurée soutenue pendant le premier semestre 1980. Le chiffre d'affaires de la période est élevé, en effet, à 1.104 millions de francs, en progression de 21,9 % par rapport aux six premiers mois de l'exercice précédent.

Pour l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 3,6 milliards de francs, montant légèrement inférieur aux prévisions. Il est en progression, toutefois, de 15,7 % par rapport à celui de la période correspondante de 1979 (+ 12,9 % à structure identique). Il apparaît cependant que, du fait de la conjoncture économique au cours du second semestre, la pro-

gression du chiffre d'affaires consolidé sera légèrement inférieure à celle qui était initialement prévue pour l'exercice.

AUSSÉDAR REY

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1980 s'élève à 1.044 millions de francs en augmentation de 18,5 % par rapport au premier semestre 1979. Les activités papeterie et polygraphique contribuent de façon analogue à cette augmentation.

THIS ANNOUNCEMENT APPEARS AS A MATTER OF RECORD ONLY



HYLSA, S.A.

(A SUBSIDIARY OF GRUPO INDUSTRIAL ALFA, S.A.)

U.S.\$145,000,000
LONG TERM CREDIT FACILITY

PROVIDED BY

THE CHASE MANHATTAN BANK, N.A.

BANK OF MONTREAL

CONTINENTAL ILLINOIS NATIONAL BANK
AND TRUST COMPANY OF CHICAGO

REPUBLIC NATIONAL BANK OF DALLAS

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS BELGIQUE S.A./

INTERNATIONAL WESTMINSTER BANK LIMITED

FIRST CITY NATIONAL BANK OF HOUSTON

AGENT

THE CHASE MANHATTAN BANK, N.A.

JUNE 13th, 1980

les Sicav du Groupe
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Situation au 30.6.1980

	Actif net (F millions)	Valeur liquidative (F)	Coupon global (F)	Date de paiement
Sogévar Large diversification	726,7	443,56	17,86	1.4.80
Soginter Portefeuille International	907,9	486,92	22,27	1.4.80
Soginco Equilibre entre valeurs françaises et étrangères	128,5	143,53	6,05	1.4.80
Sogéparne Placement obligations	3335,6	269,82	25,88	envisagé 10.80
Convertimmo Valeurs immobilières et obligations convertibles	325,8	152,12	8,75	1.7.80
Intercroissance Valeurs de croissance	97,4	149,90	5,74	4.1.80
Intersélection France Sicav "Monory" 60% minimum d'actions françaises	1546,3	189,42	10,06	4.1.80
Interoblig Placement d'obligations étrangères, internationales et françaises	292,1	5494,56	301,71	1.7.80

هكذا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
30 JUILLET
Calme plat

LONDRES
Nouvelles avances

NEW-YORK
Nouvelles avances

Le découvert de la semaine, une fois de plus, a été en hausse. En effet, mercredi, dans un marché très équilibré, l'indicateur instantané des valeurs françaises a baissé de 0,1 %.

Les indices boursiers étaient indifférents à la plupart des nouvelles qui auraient pu modifier l'apparence du marché. Ils ont cependant enregistré une hausse de la semaine, marquée par la clôture de Wall Street et l'indice Dow Jones a retrouvé les plus hauts niveaux de l'année.

Même la réorganisation du groupe Elf-Aquitaine, décidée la nuit par le conseil des ministres (M. Pierre Aloy est nommé à la tête d'Elf, tandis que M. Charles d'Orville reste à la tête d'Aquitaine), n'a pas suffi de grandes réactions à la Bourse. Le titre pétrolier, en baisse de plus de 1 % à l'ouverture, a retrouvé à la clôture, après la publication du communiqué, 125 F, soit 125 F 7 la pièce.

Les valeurs de la sidérurgie ont accusé des baisses assez sensibles, en particulier Jeumont - 5 % et Usinor - 3 %. Penarroya, Sade et le Crédit foncier immobilier ont également baissé 3 %, tandis que Bouygues et le Club Méditerranée ont reculé de 2,5 %.

Les actions en hausse ont été à peu près de la même importance que celles en baisse : U.F.B. et les Tapes de Lussan ont gagné 3,4 %, Sico, Europe 1 et Eurojet 3 %. Bonne tenue également de Suez, de Sot et de Pollet (+ 3 %).

Les titres américains ont continué à être très recherchés, notamment Ford Motor et Schenker, qui ont gagné 1,8 % de Nord-Hydro.

Suivant les données internationales, les cours de l'or se sont effondrés à Paris. Le métal précieux a cédé 1 % en revenant à 643,00 dollars contre 650,82 la veille.

Le lingot de 1 kilo a cédé 630 francs à 84350 francs et le napoléon a gagné 90 centimes à 741 francs.

VALEURS

VALEURS	30/7	31/7
Banque	148	150
British Petroleum	242	242
Carrefour	65	65
Ch. de Fer	9 98	9 12/16
Imperial Chemical	135	135
Ind. du Papier	463	463
Shell	412	412
Suez	125	125
West. Union	17 1/2	17 1/2
Western	17 1/2	17 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SINGAPORE. - Révélation des comptes financiers : 1,9 million de dollars contre 1,1 million.

KOKON. - Dividende trimestriel de 1,40 dollar contre 1,20 dollar, payable le 10 septembre aux actionnaires inscrits le 13 août, soit 3,50 dollars par action.

VALCO. - Chiffre d'affaires du groupe pour le premier semestre : 3,6 milliards de francs. Ce résultat, un peu inférieur aux prévisions, est en augmentation de 15,7 % (+ 12,6 % à structure comparable). Pour le premier trimestre, le chiffre d'affaires s'élève à 1,3 milliard de francs (+ 11,6 %).

RADIOTECHNIQUE. - Chiffre d'affaires consolidé du premier semestre : 9 000 millions de francs (+ 10,5 %).

POLLET. - Les revenus consolidés du premier semestre s'élèvent à 46,16 millions de francs (+ 50 %).

INDICES QUOTIDIENS
ONISEX, base 100 = 29 juil. 1979

Valeurs françaises	186,9	186,8
Europe 1	100,0	100,0
Indice général	107,9	107,7

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)	236,58	236,58
-------------------	--------	--------

Taux du marché monétaire
Effet 90 jours, du 31/7 ... 11 3/4 %

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
158	22 80	22 80	158	22 80	22 80	158	22 80	22 80	SICAV		
159	92 10	92 70	159	92 10	92 70	159	92 10	92 70	1 ^{re} catégorie 9255 58 9217 58		
160	238 16	238 16	160	238 16	238 16	160	238 16	238 16	2 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
161	232 22	232 22	161	232 22	232 22	161	232 22	232 22	3 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
162	232 22	232 22	162	232 22	232 22	162	232 22	232 22	4 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
163	232 22	232 22	163	232 22	232 22	163	232 22	232 22	5 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
164	232 22	232 22	164	232 22	232 22	164	232 22	232 22	6 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
165	232 22	232 22	165	232 22	232 22	165	232 22	232 22	7 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
166	232 22	232 22	166	232 22	232 22	166	232 22	232 22	8 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
167	232 22	232 22	167	232 22	232 22	167	232 22	232 22	9 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
168	232 22	232 22	168	232 22	232 22	168	232 22	232 22	10 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
169	232 22	232 22	169	232 22	232 22	169	232 22	232 22	11 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
170	232 22	232 22	170	232 22	232 22	170	232 22	232 22	12 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
171	232 22	232 22	171	232 22	232 22	171	232 22	232 22	13 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
172	232 22	232 22	172	232 22	232 22	172	232 22	232 22	14 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
173	232 22	232 22	173	232 22	232 22	173	232 22	232 22	15 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
174	232 22	232 22	174	232 22	232 22	174	232 22	232 22	16 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
175	232 22	232 22	175	232 22	232 22	175	232 22	232 22	17 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
176	232 22	232 22	176	232 22	232 22	176	232 22	232 22	18 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
177	232 22	232 22	177	232 22	232 22	177	232 22	232 22	19 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
178	232 22	232 22	178	232 22	232 22	178	232 22	232 22	20 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
179	232 22	232 22	179	232 22	232 22	179	232 22	232 22	21 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
180	232 22	232 22	180	232 22	232 22	180	232 22	232 22	22 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
181	232 22	232 22	181	232 22	232 22	181	232 22	232 22	23 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
182	232 22	232 22	182	232 22	232 22	182	232 22	232 22	24 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
183	232 22	232 22	183	232 22	232 22	183	232 22	232 22	25 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
184	232 22	232 22	184	232 22	232 22	184	232 22	232 22	26 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
185	232 22	232 22	185	232 22	232 22	185	232 22	232 22	27 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
186	232 22	232 22	186	232 22	232 22	186	232 22	232 22	28 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
187	232 22	232 22	187	232 22	232 22	187	232 22	232 22	29 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
188	232 22	232 22	188	232 22	232 22	188	232 22	232 22	30 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
189	232 22	232 22	189	232 22	232 22	189	232 22	232 22	31 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
190	232 22	232 22	190	232 22	232 22	190	232 22	232 22	32 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
191	232 22	232 22	191	232 22	232 22	191	232 22	232 22	33 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
192	232 22	232 22	192	232 22	232 22	192	232 22	232 22	34 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
193	232 22	232 22	193	232 22	232 22	193	232 22	232 22	35 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
194	232 22	232 22	194	232 22	232 22	194	232 22	232 22	36 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
195	232 22	232 22	195	232 22	232 22	195	232 22	232 22	37 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
196	232 22	232 22	196	232 22	232 22	196	232 22	232 22	38 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
197	232 22	232 22	197	232 22	232 22	197	232 22	232 22	39 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
198	232 22	232 22	198	232 22	232 22	198	232 22	232 22	40 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
199	232 22	232 22	199	232 22	232 22	199	232 22	232 22	41 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
200	232 22	232 22	200	232 22	232 22	200	232 22	232 22	42 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
201	232 22	232 22	201	232 22	232 22	201	232 22	232 22	43 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
202	232 22	232 22	202	232 22	232 22	202	232 22	232 22	44 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
203	232 22	232 22	203	232 22	232 22	203	232 22	232 22	45 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
204	232 22	232 22	204	232 22	232 22	204	232 22	232 22	46 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
205	232 22	232 22	205	232 22	232 22	205	232 22	232 22	47 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
206	232 22	232 22	206	232 22	232 22	206	232 22	232 22	48 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
207	232 22	232 22	207	232 22	232 22	207	232 22	232 22	49 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
208	232 22	232 22	208	232 22	232 22	208	232 22	232 22	50 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
209	232 22	232 22	209	232 22	232 22	209	232 22	232 22	51 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
210	232 22	232 22	210	232 22	232 22	210	232 22	232 22	52 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
211	232 22	232 22	211	232 22	232 22	211	232 22	232 22	53 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
212	232 22	232 22	212	232 22	232 22	212	232 22	232 22	54 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
213	232 22	232 22	213	232 22	232 22	213	232 22	232 22	55 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
214	232 22	232 22	214	232 22	232 22	214	232 22	232 22	56 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
215	232 22	232 22	215	232 22	232 22	215	232 22	232 22	57 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
216	232 22	232 22	216	232 22	232 22	216	232 22	232 22	58 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
217	232 22	232 22	217	232 22	232 22	217	232 22	232 22	59 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
218	232 22	232 22	218	232 22	232 22	218	232 22	232 22	60 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
219	232 22	232 22	219	232 22	232 22	219	232 22	232 22	61 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
220	232 22	232 22	220	232 22	232 22	220	232 22	232 22	62 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
221	232 22	232 22	221	232 22	232 22	221	232 22	232 22	63 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
222	232 22	232 22	222	232 22	232 22	222	232 22	232 22	64 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
223	232 22	232 22	223	232 22	232 22	223	232 22	232 22	65 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
224	232 22	232 22	224	232 22	232 22	224	232 22	232 22	66 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
225	232 22	232 22	225	232 22	232 22	225	232 22	232 22	67 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
226	232 22	232 22	226	232 22	232 22	226	232 22	232 22	68 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
227	232 22	232 22	227	232 22	232 22	227	232 22	232 22	69 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
228	232 22	232 22	228	232 22	232 22	228	232 22	232 22	70 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
229	232 22	232 22	229	232 22	232 22	229	232 22	232 22	71 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
230	232 22	232 22	230	232 22	232 22	230	232 22	232 22	72 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
231	232 22	232 22	231	232 22	232 22	231	232 22	232 22	73 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
232	232 22	232 22	232	232 22	232 22	232	232 22	232 22	74 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
233	232 22	232 22	233	232 22	232 22	233	232 22	232 22	75 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
234	232 22	232 22	234	232 22	232 22	234	232 22	232 22	76 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
235	232 22	232 22	235	232 22	232 22	235	232 22	232 22	77 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
236	232 22	232 22	236	232 22	232 22	236	232 22	232 22	78 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
237	232 22	232 22	237	232 22	232 22	237	232 22	232 22	79 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
238	232 22	232 22	238	232 22	232 22	238	232 22	232 22	80 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
239	232 22	232 22	239	232 22	232 22	239	232 22	232 22	81 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
240	232 22	232 22	240	232 22	232 22	240	232 22	232 22	82 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
241	232 22	232 22	241	232 22	232 22	241	232 22	232 22	83 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
242	232 22	232 22	242	232 22	232 22	242	232 22	232 22	84 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
243	232 22	232 22	243	232 22	232 22	243	232 22	232 22	85 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
244	232 22	232 22	244	232 22	232 22	244	232 22	232 22	86 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
245	232 22	232 22	245	232 22	232 22	245	232 22	232 22	87 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
246	232 22	232 22	246	232 22	232 22	246	232 22	232 22	88 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
247	232 22	232 22	247	232 22	232 22	247	232 22	232 22	89 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
248	232 22	232 22	248	232 22	232 22	248	232 22	232 22	90 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
249	232 22	232 22	249	232 22	232 22	249	232 22	232 22	91 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
250	232 22	232 22	250	232 22	232 22	250	232 22	232 22	92 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
251	232 22	232 22	251	232 22	232 22	251	232 22	232 22	93 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
252	232 22	232 22	252	232 22	232 22	252	232 22	232 22	94 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
253	232 22	232 22	253	232 22	232 22	253	232 22	232 22	95 ^{de} catégorie 9255 58 9217 58		
254	23										

UN JOUR DANS LE MONDE

IDERS

2. SUISSE : l'une des homologues les plus cyniques du monde, par M. Thérèse ; Apprendre à être moins aimé, par J.S. Egly ; Pourquoi la neutralité, par D. Bruner ; De Bienne à Pékin, par J.-C. Gofner.

ETRANGER

4. EUROPE

— UNION SOVIÉTIQUE : une proposition de M. Scharov pour réparer « l'erreur terrible » en Afghanistan.

4. DIPLOMATIE

— Bangkok ne rejeterait plus le « plan de paix » de Hanoi sur le Cambodge tout en refusant la reconnaissance du régime de Phnom-Penh.

5. AMERIQUES

— HONDURAS : le processus de démocratisation reste étroitement contrôlé par les militaires.

5. ASIE

POLITIQUE

6. Des réactions aux déclarations de M. Mitterrand sur la politique étrangère.

6. DEFENSE

SOCIÉTÉ

7. Les autorités françaises et le sort du directeur d'Afrique-Azie ; l'expulsion de M. Simon Malley serait imminente.

7. EDUCATION

— La nouvelle carte des formations universitaires.

16. SPORTS

LES J.O. DE MOSCOU

— La démission d'Alexisiev ; Sout à la perche : Kozakiewicz 57 m.

— VU : naufrage français.

CULTURE

9. FESTIVALS : Aix-en-Provence ; Arignon.

— THÉÂTRE.

LE MONDE DES LIVRES

11. LE FEUILLETON d'Emmanuel Le Roy Ladurie : « Les Bâtiments modernes », de Carlos Ginzburg.

— La fable du voyage, de Lucan.

12-13. Lire le Moyen Age.

14. LETTRES ÉTRANGÈRES : Thomas Hardy ressuscité.

— LA VIE LITTÉRAIRE.

JOURS D'ÉTÉ

15-16. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Gillebaud ; Météorologie ; Informations-Services ; Jeux.

ÉQUIPEMENT

18. TRANSPORTS : un retour possible aux turbo-propulseurs.

ECONOMIE

19. ÉNERGIE : la France va accroître ses efforts pour les énergies nouvelles.

— AFFAIRES : la chaîne de télévision CBS se prononce en faveur du système français de télétexte.

20. SOCIAL ÉTRANGER

RADIO-TELEVISION (17) : Annonces classées (18) ; Carnet (19) ; Journal officiel (19) ; Programmes spéciaux (19) ; Mots croisés (18) ; Loterie nationale, Loto (18) ; Bourse (21).

MOQUETTE
100% pure laine
50% de sa valeur
A partir de 60F.

Grand choix de coloris
Petite et grande largeur
Devis gratuit
Pose par spécialistes

La Moquetterie
334 rue de Valenciennes - Paris 18^e
Métro Convention
Tél. 542.42.62 ou 550.41.88

A B C D E F G

EN PRÉSENTANT UN NOUVEAU PLAN DE REDRESSEMENT

Les actionnaires de Manufrance

espèrent une aide substantielle des pouvoirs publics

Le conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.) s'est réuni, mercredi 30 juillet à Paris. Au terme d'une longue délibération, il a adopté un nouveau plan de redressement de l'entreprise stéphanoise, dont la teneur n'a pas été révélée, mais qui comporterait, selon la filialisation de certaines activités de la firme stéphanoise, du moins l'aménagement de structures d'accueil. Les responsables de Manufrance, qui espèrent un concours financier public substantiel, ont présenté ce plan dès jeudi au CIASI.

Le conseil d'administration se retrouvera dans une quinzaine de jours. Pendant ce délai, il s'efforcera, tout en négociant avec les pouvoirs publics, de trouver des garanties nécessaires pour que la MACIF puisse cautionner un prêt de 40 millions de francs, de l'ancienne société

à ses yeux infécté sa position, en ne faisant pas de l'arrivée de nouveaux investisseurs et de la filialisation des entreprises à son aide, la C.G.T. a d'entrée de jeu, répété qu'il n'était nul besoin de présenter un nouveau plan de redressement, qu'il suffisait de s'en tenir au plan Mestries, ce qui revenait à renvoyer la balle dans le camp des pouvoirs publics.

La réunion du conseil d'administration a été longue et les discussions, semblerait-il, rudes. Il est vrai que le conseil, qui s'était réuni le 29 juillet, huit jours de réflexion pour réexaminer le plan de M. Tapie — retiré depuis — devait, cette fois, prendre une décision. En premier lieu parce que la situation de Manufrance exige des mesures rapides ; en second lieu parce que les pouvoirs publics — après que le maire communiste de Saint-Etienne ait été reçu, le 24 juillet, par des collaborateurs du président de la République — ont fait une ouverture en indiquant que l'Etat était prêt à aider la firme stéphanoise pour peu que soit présenté un plan de redressement crédible, accompagné d'un engagement financier des actionnaires.

Cette ouverture, il fallait l'exploiter. Mais comment ? Depuis longtemps il est clair que les différents protagonistes de l'affaire Manufrance sont divisés sur les moyens d'assurer sa survie. D'un côté, le parti communiste et la C.G.T. ne cessent de proclamer que l'entreprise est parfaitement viable ; que le plan mis en œuvre par M. Mestries, démissionné de ses fonctions le 12 mai dernier, a réussi ; que Manufrance ne souffre que de problèmes financiers du fait de l'attitude des banques. Pour le P.C.F., comme pour la C.G.T., il n'est donc nul besoin de présenter un nouveau plan de redressement pour peu que l'on règle les difficultés financières immédiates en permettant, par exemple, à la Société nouvelle d'acheter, à un prix très inférieur à leur valeur, les actifs immobiliers de la société ancienne, ces actifs pouvant alors servir de garantie aux banquiers.

Cette opinion n'est pas partagée par tout le monde. Certains actionnaires, dont la MACIF, sans pour autant négliger le dossier financier, estiment cependant qu'une modification de structures de Manufrance doit être effectuée pour assurer sa survie et que la filialisation de certaines activités est nécessaire, ne serait-ce que pour permettre l'arrivée de nouveaux investisseurs.

Ces deux points de vue ont été longuement débattus au cours du conseil d'administration du 30 juillet. Arguant du fait que l'Etat avait

à la nouvelle. Enfin, une nouvelle équipe dirigeante sera mise en place. Dès à présent, M. Blaise de Saint-Just, qui était depuis mai 1979 directeur général de la S.N.M., a été nommé administrateur délégué.

A Saint-Etienne, le personnel de Manufrance devait se prononcer, jeudi en début d'après-midi, sur la poursuite de l'occupation commencée mercredi. Dans la matinée, les occupants de la nuit ont reçu des renforts : selon les syndicats, cinq cents personnes au moins occupaient les bureaux et les ateliers. L'atmosphère paraît morose, mais le milieu de la nuit, où l'absence d'informations précises, les rumeurs alarmistes dominent. Mais le « plan Saint-Just » laisse sceptique bien des employés et des responsables syndicaux.

de savoir s'il répond aux exigences des fonctionnaires. Au demeurant il ne répond pas la question de l'engagement financier des actionnaires souhaité par les pouvoirs publics. Cet engagement revêtait-il la forme d'un transfert d'actifs de la société ancienne vers la société nouvelle qui serait, pour partie, payé par la MACIF ? La encore on ne peut que s'interroger de même que sur l'attitude de la C.G.T. et de la municipalité. Beaucoup de questions, on le voit, qui pèseront, s'il en était besoin, que l'affaire Manufrance n'est pas finie. — Ph. L.

Les armuriers français s'inquiètent du sort du secteur fabriquant d'armes de Manufrance, qui, affirmant-ils, ne doit pas disparaître. Le président du syndicat, M. Sade, que nous avons rencontré, propose, afin d'aider la firme stéphanoise, d'une part, une concertation pour promouvoir des produits commerciaux ; d'autre part, de s'assurer l'écoulement de la production. Les dirigeants syndicaux s'engagent, en effet, à ce que les mille cinq cents armuriers français achètent en priorité des armes Manufrance, dès lors que leur fabrication s'adapte aux conditions du marché.

La reprise du dollar s'accélère : 4,15 francs

Baisse de l'or

Le raffermissement du dollar sur les marchés des changes, amorcé depuis quelques jours, s'est accéléré jeudi 31 juillet dans un climat de nervosité : le cours de la monnaie américaine est établi, à Paris, à 4,15 F contre 4,08 F la veille, et 4,03 F vendredi 25 juillet, à Francfort, à 1,78 DM contre 1,76 DM, à Zurich, à 1,58 FS contre 1,55 FS. Dans la matinée, on avait même atteint, respectivement, 4,15 F, 1,79 DM et 1,57 FS. Les vendeurs sont accablés des spéculateurs, qui sont tous plus ou moins à la hausse.

Parallèlement, le cours de l'or, qui est en mouvement, a baissé de 1/8 % par jour depuis le début de la semaine, à un prix très inférieur à celui des semaines précédentes. Les banques centrales sont intervenues pour freiner la hausse, comme elles l'avaient fait pour freiner la baisse.

Sur le marché de l'or, par un effet de balancier bien classique, le cours de l'or a baissé de 21,15, qui avait déjà chuté mercredi 30 juillet, revenant de 645,50 dollars à 628,50 dollars, à encore baissé, tombant à 617 dollars environ.

L'ANCIEN CHAH D'IRAN POURRAIT ÊTRE INHUMÉ DÉFINITIVEMENT À ASSOUAN

(De notre correspondant.)

Le Caire. — L'inhumation de l'ancien chah d'Irak, le prince Reza Pahlavi, dans la nécropole royale d'Irak, au Caire (le Monde du 31 juillet) pourrait ne pas être définitive. Au cours des dernières semaines de sa vie, l'ancien empereur d'Irak aurait, selon le quotidien égyptien *Gazette*, exprimé le souhait, à défaut de pouvoir être enterré dans son pays, de reposer à Assouan, dans l'île des Plantes, vaste parc installé sur le Nil par le maréchal Kitchener, résident général britannique en Égypte au début du siècle.

Le chah et l'impératrice avaient commencé leur exil, en janvier 1979, par une « visite officielle » à Assouan. L'île des Plantes fait face, sur la rive occidentale du Nil, à la mosquée funéraire de l'Agha Khan, décédé en 1957, chef spirituel héréditaire d'une secte musulmane appartenant au chiisme (la religion du chah) et de nationalité iranienne. La société égyptienne Les Entrepreneurs arabes, dirigée par un proche du chah, M. Osman Ahmed Osman, a estimé à quelque 12 millions de francs le coût du mausolée qu'elle pourrait construire à Assouan pour les restes de Reza Pahlavi. — J.-P. P.-E.

Le numéro du « Monde » daté 31 juillet 1980 a été tiré à 508 470 exemplaires.

En Inde et au Népal UN SÉISME AURAIT PROVOQUÉ LA MORT D'UNE CENTAINE DE PERSONNES

(De notre correspondant.)

New-Delhi (A.F.P.). — Un séisme d'une magnitude de 6,5 sur l'échelle de Richter qui a ébranlé mardi 29 juillet la région frontalière entre le Népal, l'Inde et le Tibet, a provoqué, selon un premier bilan, la mort d'au moins cent sept personnes et endommagé de très nombreux bâtiments de cette région. Indiquent des informations parvenues ce jeudi 31 juillet à New-Delhi. Du côté du Népal, les dégâts, six personnes ont été tuées, trois blessées, et des dégâts considérables ont été occasionnés aux habitations dans le district de Dharan, dans l'état de l'Uttar Pradesh.

La plupart des centres urbains indiens, y compris la capitale, ont ressenti le séisme qui, selon le département de sismologie indien, était le plus violent enregistré dans cette région depuis celui du 28 août 1915, d'une magnitude de 7 degrés.

SOLEIL A PARIS

Si vos soirées vous paraissent monotones, nous vous réunissons.
Tél. 720-51-21

MORT DE L'ÉCRIVAIN PASCAL JARDIN

Un éternel enfant

L'écrivain et scénariste Pascal Jardin est mort mercredi 30 juillet à Paris, des suites d'une longue maladie. Il était né en 1934.

Il avait quarante-six ans, et pourtant c'est un gosse qui meurt. Ragueur, impudique, le nez en trompe, aimant follement pleurer et qu'on l'aime, mal dévot de papa, un enfant, quoi ! Jusque'en 1971, soit trente-sept ans, Jardin tourne autour de la littérature sans oser y entrer. Les relations de son père, Jean Jardin, lui ayant tenu lieu d'éducation, il s'est fait journaliste et, surtout, du cinéma. Il a écrit une centaine de films, dont la série de la *Marquise des anges* (1964-1968), *Compartment tueurs*, *Le Tonnerre de Dieu*. A l'âge d'André, il s'est prêté à Gabin des mois d'attente tourmentés.

Soudain, en 1971, il plonge, et publie son premier livre : *La Guerre à tout prix*. C'est l'événement. Avec une verve nerveuse

un peu oubliée depuis que Blondin, Frank et Mitter se sont tus, le fils de l'ancien bras droit de Laval raconte Viehy vu des geonx sur lesquels l'ont fait sauter Giraudoux, Abeille, Morand (1978).

Après un détour par l'autobiographie affective, poussée jusqu'au scabreux — *Toupe la rage* (1972) — c'est plus fort que lui, il revient à ce père plutôt snob et irritant mais dont se dévot et son talent font un vrai héros de bande dessinée (*Le Nain jaune*, prix de l'Académie française, 1978).

D'une certaine façon, ce thème de l'enfance et du père épique ne le lâchera plus. Tout en continuant à signer des films qualifiés de commerciaux, il ne cessera de revenir sur ce temps bête où il pouvait se blottir, admirer, faire l'espion, attendre. En juin dernier, se sachant condamné, c'est encore vers ce paradis — la Bête à son dieu — qu'il a tourné un dernier regard d'éternel enfant. — B.F.-D.

UNE RECTIFICATION DU P.C.

M. Marchais avait bien dit ce qu'il avait dit

Le bureau politique du P.C.F. s'est réuni mercredi matin 30 juillet. A l'issue de ses travaux, le secrétaire du comité central a rendu publique une mise au point destinée à expliquer les raisons pour lesquelles la version de l'interview accordée le 28 juillet par M. Georges Marchais à TF1, telle qu'elle a été publiée par l'Humanité, ne rendait pas compte de l'intégralité des propos tenus en direct de Moscou par le secrétaire général du P.C.F. L'Humanité ne faisait mention des appréciations de M. Marchais selon lesquelles « il y a beaucoup de liberté » à Moscou où les journalistes qui s'occupent d'autres événements que les Jeux olympiques « font le trottoir ». Le terme « saignants » utilisé dans l'accusation lancée contre « la bourgeoisie (qui) aime la jeunesse, mais la jeunesse saignante » n'apparaissait pas (le Monde du 30 juillet).

Selon une pratique courante, un travail de remise en forme rédactionnelle a été effectué par un collaborateur de Georges Marchais en vue de la publication dans l'Humanité de l'interview accordée depuis Moscou par le secrétaire général du parti, le 28 juillet, déclare le secrétaire du Comité central. Débordant de la limite de temps impartie — de trois heures — pour l'entretien et sans la moindre intention politique — de son objectif technique, cette remise en forme a abouti à quelques modifications qui ont donné lieu à des interprétations. Pour rectifier cette erreur et mettre un terme à un mauvais procès, le secrétaire du comité central et la direction de l'Humanité, qui, en l'occurrence, n'avaient pas été consultés, tiennent à rétablir la texte intégral des propos de M. Marchais, tels qu'ils ont été entendus et justement appréciés par des millions de téléspectateurs.

L'Humanité du 30 juillet, qui fait état dans ses éditions du 31 juillet des extraits manquants, reprochait — bien à tort — au Monde

d'avoir relevé les différences entre la version qu'elle avait publiée et l'interview elle-même. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, a « regretté », mercredi, l'« erreur » commise par un collaborateur de M. Marchais et qui, selon lui, « ne doit pas donner lieu à une interprétation politique quelle qu'elle soit », ce que le Monde n'avait pas fait.

UN ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE AVEC M. BREJNEV

L'Humanité de ce jeudi 31 juillet rend compte d'un entretien téléphonique qui a eu lieu la veille entre M. Brejnev, actuellement en Crimée, et M. Marchais. Selon le quotidien du P.C.F., le secrétaire général du P.C. soviétique « a souligné l'importance de la contribution de l'opinion sportive et publique de France pour la cause de la défense du mouvement olympique et des J.O. de 1980 dont le succès est évident ».

M. Georges Marchais s'est réjoui de la participation des athlètes représentant la France, de ceux de nombreux pays de tous les continents, du haut niveau des résultats sportifs enregistrés, de la bonne ambiance qui règne, et des conditions dans lesquelles les Jeux se déroulent.

Tout cela, a-t-il souligné, confirme que nous avons eu raison de lutter pour que les Jeux se déroulent comme prévu à Moscou. Le sport, l'amitié entre les peuples du monde, la cause de la paix y ont gagné.

Leonid Brejnev et Georges Marchais ont constaté avec satisfaction le développement de la coopération entre le P.C.U.S. et le P.C.F. sur les bases nouvelles définies en commun lors de la rencontre de janvier entre les deux partis. Ils ont confirmé cette volonté de poursuivre dans cette voie dans l'intérêt des peuples d'Union soviétique et de France, de la paix dans le monde.

LES ÉPISTES FRANÇAIS EN FINALE A MOSCOU

Les épistes français (Riboud, Bolot, Salame et Gardan) se sont qualifiés, jeudi matin 31 juillet, pour la finale de l'épreuve par équipes en battant les Soviétiques, champions du monde en titre, par victoires à 2. C'est la première fois depuis 1955 que les épistes français accèdent à la finale olympique à l'épée, où ils sont assurés d'obtenir des médailles d'or ou d'argent.

TRÉCA
chez
CAPÉLOU
37 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro Parmentier - Tél. 357.46.35

(Publié)
CHARTERS
PARIS - HONG-KONG

Sans réservation 2.200 F
Avec réservation 2.990 à 3.795 F

WAGONS-LITS
TOURISME
14, bd des Capucines, Paris (9^e)
266-42-44

سكنا من الأصل